

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

\*\*\*\*\*

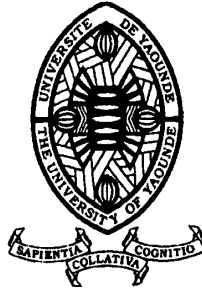
CENTRE DE RECHERCHE ET DE  
FORMATION DOCTORALE (CRFD) EN  
SCIENCES HUMAINES, SOCIALES ET  
ÉDUCATIVES

\*\*\*\*\*

UNITÉ DE RECHERCHE ET DE  
FORMATION DOCTORALE EN SCIENCES  
HUMAINES ET SOCIALES

\*\*\*\*\*

DEPARTEMENT D'HISTOIRE



THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

\*\*\*\*\*

POST-GRADUATE SCHOOL FOR  
SOCIAL AND EDUCATIONAL  
SCIENCES

\*\*\*\*\*

DOCTORAL RESEARCH UNIT FOR  
THE SOCIAL SCIENCES

\*\*\*\*\*

DEPARTMENT OF HISTORY

# LE FIDA ET LE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DANS LE NORD-GUÉRA AU TCHAD (1991-2021)

Mémoire soutenu en vue d'obtention du diplôme de Master en Histoire

*Spécialisation : Histoire Économique et Sociale*

*Par*

**ABDEL-SALAM ABDOULAYE HARINE**

*Licencié en Histoire*

*Sous la direction du*

**Pr Gabriel Maxime DONG MOUGNOL**

*Professeur titulaire des Universités*



Juillet 2022

*À mes parents,  
Habiba Hissein et Abdoulaye Harine Brahim*

# SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE</b> .....	<b>ii</b>
<b>REMERCIEMENTS</b> .....	<b>iii</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES</b> .....	<b>iv</b>
<b>LISTE DES ILLUSTRATIONS</b> .....	<b>vii</b>
<b>RÉSUMÉ</b> .....	<b>ix</b>
<b>ABSTRACT</b> .....	<b>x</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>1</b>
<b>CHAPITRE I :PRÉSENTATION DE LA ZONE D'ÉTUDE, DU FIDA ET LES MOBILES DE L'IMPLEMENTATION</b> .....	<b>20</b>
I- PRÉSENTATION DU NORD-GUERA ET DU FIDA .....	23
II- OBJECTIFS/MANDAT ET LES MOBILES DE L'IMPLANTATION DU FIDA .....	44
<b>CHAPITRE II :TYPOLOGIE DES PROJETS FINANCÉS PAR LE FIDA ET LES DIFFERENTS PARTENAIRES D'ACTION DANS LE NORD-GUERA</b> .....	<b>48</b>
I-LES TYPOLOGIES DES PROJETS ENTREPRIS PAR LE FIDA DE 1991 A 2021 .....	49
II- LES DIFFERENTS PARTENAIRES FINANCIERS ET D'EXECUTIONS DU FIDA .....	60
<b>CHAPITRE III :L'APPORT DU FIDA DANS LE PROCESSUS DU DEVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU NORD GUERA</b> .....	<b>68</b>
I- LES RÉALISATIONS DU FIDA DANS LA PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE .....	69
II- LES REALISATIONS DU FIDA DANS LE DEVELOPPEMENT SOCIAL .....	81
<b>CHAPITRE IV :LIMITES ET PERSPECTIVES DU FIDA POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LE NORD-GUERA</b> .....	<b>101</b>
I- LES LIMITES ORGANISATIONNELLES ET ADMINISTRATIVES DU FIDA.....	102
II- LES LIMITES FONCTIONNELLES DU FIDA DANS LA PROMOTION SOCIO-ÉCONOMIQUE .....	107
III- PERSPECTIVES POUR UN DEVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DURABLE .....	115
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>123</b>
<b>ANNEXES</b> .....	<b>127</b>
<b>SOURCES ET RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES</b> .....	<b>146</b>
<b>TABLES DES MATIERES</b> .....	<b>156</b>

## REMERCIEMENTS

Nous exprimons notre reconnaissance à tous ceux qui ont contribué de près ou de loin pour la réalisation de ce travail. Hommage rendu particulièrement au Professeur Gabriel Maxime DONG MOUGNOL, pour sa disponibilité et ses qualités professionnelles et humaines. Malgré ses multiples occupations, il a toujours trouvé le temps pour nous. Qu'il trouve dans ces propos notre profonde reconnaissance et le fruit de ses exigences scientifiques.

Nous remercions également tous enseignants du département d'Histoire de l'Université de Yaoundé I, pour leurs enseignements dont la portée a été particulièrement significative dans notre formation.

Nos sincères remerciements au coordinateur du programme Tchad-FIDA et aux responsables des ONG dans le Nord-Guéra pour nous avoir fourni les informations nécessaires pour la réalisation de ce mémoire. Une pensée précisément à M. Issa Tamour, M. Abdoulaye Mahamat Ali, Bremé Mahamat-zene et Dr Dongmo Joël. Un merci aussi à tous nos informateurs pour leur disponibilité.

Nos sincères remerciements vont à l'endroit de : Fatimé Hamad, Aicha Abdoulaye Harine, Roukhaya Abdoulaye Harine, Fatimé Oumar, Mahamadi, Kaltouma, Abdel-hakh et Abakar Abdoulaye Harine pour leur appui financier et moral durant notre parcours universitaire au Cameroun.

Ces remerciements vont également à ma promotion du département d'Histoire de l'université de Yaoundé I, en particulier Abdelmounine Saleh, Akolo Noa Jean serges, Mariam Saly, Mahamat Ibni Mahamat, Oumar Abdoulaye Issa, Tahir Sanoussi tahir, Chanceline Meketche, Marceline, Algoni Hussein, Mousa Gombo pour nous avoir fourni des documents et leurs encouragements. Merci également à l'ainé académique, Alfred Ekani pour ses conseils.

À mes frères et sœurs qui n'ont jamais cessé de nous manifester leur affection, qu'ils trouvent l'expression de notre sympathie et connaissance camerounais, l'on exprime le sentiment de reconnaissance en raison de leur assistance, leur considération pendant notre séjour au Cameroun.

## SIGLES ET ACRONYMES

<b>ASANG :</b>	Association pour la Sécurité Alimentaire au Nord-Guéra
<b>ACORD :</b>	Association de Coopération pour le Développement
<b>ACRA :</b>	Association de Coopération Rurale en Afrique et en Amérique Latine
<b>A.F :</b>	Archives FIDA
<b>AF :</b>	AgroForestière
<b>AGR :</b>	Activité Génératrice de Revenus
<b>ASAP :</b>	Programme d'Adaptation de l'Agriculture Paysanne aux Changements Climatiques
<b>CEP :</b>	Champs Ecole Paysanne
<b>CECA :</b>	Caisse d'Epargne et de Crédit Autogérée
<b>CICR :</b>	Comité Internationale de la Croix-Rouge
<b>DNTA :</b>	Direction de Nutrition et d'Alimentation et la Technologie Alimentaire
<b>COSOP :</b>	Programme d'Options Stratégiques pour les Pays
<b>FAPLG :</b>	Fédération des Associations de Promotion des Langues du Guéra
<b>FAPLN :</b>	Fédération des Associations de Promotion des Langues Nations
<b>FAO :</b>	Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
<b>FBS :</b>	Fonds Belge de Survie
<b>FBCG :</b>	Fédération de Banque de Céréales du Guéra
<b>FCFA :</b>	Franc de la Communauté Francophone Africaine
<b>FEM :</b>	Fonds pour l'Environnement Mondial

<b>FPMA :</b>	Fonds pour les Pays les Moins Avancées
<b>FIDA :</b>	Fonds International de Développement Agricole
<b>HIMO :</b>	Haute Intensité de Main d'œuvre
<b>MA :</b>	Ministère de l'Agriculture
<b>MEP :</b>	Ministère de l'Economie et Plan
<b>PND:</b>	Programme National de Développement
<b>PANA:</b>	Programme d'Action Nationale de la Lutte contre les Changements Climatiques
<b>PSANG:</b>	Programme de Sécurité Alimentaire du Nord-Guéra
<b>PADER-G:</b>	Programme d'Appui au Développement Rural dans le Guéra
<b>PAM:</b>	Programme Alimentaire Mondial
<b>PAN/LCD:</b>	Programme d'Action Nationale de la Lutte Contre la Désertification
<b>PARSAT:</b>	Projet d'Alimentation de la Résilience des Systèmes Agricoles au Tchad
<b>RCM :</b>	Radio Communautaire de Mongo
<b>REPER :</b>	Renforcement de la Production des Exploitations Agropastorales Familiales et Résilience
<b>OCDE :</b>	Organisation de Coopération et de Développement Economique
<b>ODD :</b>	Objectif du Développement Durable
<b>ODM :</b>	Objectif Millénaire pour le Développement
<b>ONDR :</b>	Office National de Développement Rural
<b>ONG:</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>OP :</b>	Organisation Paysanne
<b>OPEP:</b>	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

**SECADEV :** Secours Catholique et Développement

**SDA:** Schéma Directeur Agricole

**UCEC-G :** Union des Caisses d'Épargne et de Crédit du Guéra

**USD :** Dollar Américain

**UC :** Union de Caisse

**PAM :** Programme Alimentaire Mondial

**PMA :** Pays Moins Avancés

## LISTE DES ILLUSTRATIONS

### A- TABLEAUX

Tableau 1 : précipitation annuelle dans le Nord-Guéra.....	31
Tableau 2: liste des présidents du FIDA depuis la création à nos jours .....	38
Tableau 3: Bilan du cofinancement des Etats membres donateurs des projets FIDA de 1978 à 2015 .....	41
Tableau 4: récapitulatif des projets financés par le FIDA de 1991 à 2021.....	49
Tableau 5 : récapitulatif du financement total du programme 2010-2015 en (milliers) du projet PADER-G .....	56
Tableau 6: liste des partenaires financiers du FIDA au Tchad de 1991 à 2021.....	61
Tableau 7 : récapitulatif de construction des caisses rurales à Mongo et Bitkine par le FIDA entre 2005 et 2009. ....	78
Tableau 8: récapitulatif des constructions des pistes rurales entre 2014 à 2021 par le FIDA dans le Nord-Guéra.....	81
Tableau 9: récapitulatif des actions menées en 2007 par ACORD sur le volet alphabétisation fonctionnelle, en matière de santé et de nutrition.....	83
Tableau 10: récapitulatif vivrier moyen de céréales par stock en période de soudure (1996-1998).....	89
Tableau 11: présentant l'évolution des stocks de céréales (kg) dans le Nord-Guéra entre 2005 et 2015 .....	90

### B- PHOTOS

Photo 1: culture maraicher d'arachide sous le financement du FIDA à Mangalmé .....	72
Photo 2: formation des producteurs sur les techniques de fabrication de compost à Mangalmé .....	73
Photo 3: séance de distribution des caprins aux femmes du CEP à Mongo .....	75
Photo 4: séance de formation sur le microprojet aux OP à Mongo.....	79
Photo 5 : séance d'alphabétisation fonctionnelle aux femmes paysannes à Bitkine.....	85
Photo 6: séance de sensibilisation aux bénéficiaires sur la santé et la nutrition à Bitkine .....	87



Photo 7: magasin stock villageois de Djerkatché financé par le FIDA .....	91
Photo 8: stock de sésame du village Golonti département de Mongo.....	92
Photo 9: château d'eau potable financé par le PARSAT/FIDA.....	94
Photo 10: Puits construit par le PARSAT/FIDA à Mongo.....	94
Photo 11: réalisation d'un grand barrage de Ragne à Bitkine financé par le FIDA/PAM/ETAT .....	96
Photo 12: plaque du Barrage de Ragne financé par FIDA/PAM/ETAT .....	97
Photo 13: séance d'enquête organisée par le FIDA à Mangalmé .....	99
Photo 14: la Radio Communautaire de Mongo financé par FIDA.....	99
Photo 15 : séance du cours d'alphabétisation fonctionnelle à Mongo .....	109

### **C- CARTE**

Carte: carte administrative de la région du Guéra.....	24
--	----

### **D- GRAPHIQUES**

Diagramme 1: Bilan de cofinancement des Etats membres donateurs des projets FIDA de 1978 à 2015. ....	42
Diagramme 2: Diagramme en bâton présentant les projets financé par le FIDA dans entre 1991 et 2021 dans le Guéra.....	50
Diagramme 3: Diagramme en bâton présentant l'évolution des stocks de céréales dans le Nord-Guéra entre 2005 et 2015. ....	90

## RÉSUMÉ

La présente étude s'intitule "Le FIDA et le développement socio-économique dans le Nord-Guéra au Tchad (1991-2021)", vise à évaluer les réalisations du FIDA dans la promotion socio-économique dans le Nord-Guéra au Tchad. Elle analyse les mobiles d'implémentation du FIDA dans le Nord-Guéra, les différents projets financés par le FIDA ainsi que les différents partenaires financiers et d'action dans l'exécution du programme, les stratégies du développement sociale et économique dans le Nord-Guéra. Montrer les limites organisationnelles et fonctionnelles des actions du FIDA dans le Nord-Guéra et quelques perspectives pour un développement durable au Tchad. Pour évaluer les actions du FIDA, plusieurs sources ont été indispensables, il s'agit de celles écrites, iconographiques, mais aussi orales et l'approche invitée est la diachronie. La méthode utilisée a permis d'obtenir les résultats selon lesquels le Nord-Guéra fut victime des crises socio-économiques causées par les facteurs humains et naturels, ce qui permit l'implantation du FIDA au Tchad. Le FIDA avait financés quatre grands projets de 1991-2021 et il mène ces actions à travers plusieurs partenaires internationaux et locaux. Le FIDA contribue dans le développement social à travers son financement dans le domaine de l'éducation fonctionnelle et nutritionnelle en matière de santé ; accès à l'eau potable et assainissement ; construction des magasins et séance de sensibilisation à travers la RCM. Dans le domaine économique, il ressort qu'il finance des microprojets pour booster les revenus des populations cibles ; aménagés les pistes rurales pour désenclaver les zones d'interventions et aussi de faciliter les échanges économiques entre ces zones ; intervient dans le domaine artisanal et appui technique, financier aux agriculteurs ainsi qu'aux éleveurs du Nord-Guéra. Enfin, L'on constate que l'organisation fait face à d'énormes contraintes organisationnelles et fonctionnelles pour les réalisations du programme et quelques perspectives pour une redynamisation des stratégies au FIDA, Etat tchadien, afin d'offrir une condition favorable au Tchad.

**Mots clés : FIDA, pauvreté, famine, développement social, développement économique**

**ABSTRACT**

This study is entitled “Le FIDA et le développement socio-économique dans le Nord-Guéra au Tchad (1991-2021)”, *It aims at evaluating IFAD’s achievements in the socio-economic promotion of North-Guera in Chad. It analyzes the implementation mobiles, strategies and the limits of IFAD’s actions in North-Guera. It analyzes the implementation motives of IFAD in North Guéra, the various projects financed by IFAD as well as the various financial and action partners in the execution of the program, social and economic development strategies in North Guéra. Show the organizational and functional limits of IFAD's actions in North Guéra and some prospects for sustainable development in Chad. Several sources were needed to assess IFAD’s actions, such as written, iconographic, but also oral, and the approach taken is diachrony. The method used produced the results that North Guéra was the victim of socio-economic crises caused by human and natural factors, which enabled the establishment of IFAD in Chad. IFAD had funded four major projects from 1991-2021 and is carrying out these actions through several international and local partners. IFAD contributes to social development through its funding in the area of functional and nutritional health education; access to drinking water and sanitation; construction of stores and awareness-raising session through the RCM. In the economic field, it appears that it finances microprojects to boost the incomes of the target populations; developed rural avenues to open up intervention areas and also to facilitate economic exchanges between these areas; intervenes in the craft sector and technical support, financial to farmers and breeders in North Guéra. Finally, we note that the organization faces enormous organizational and functional constraints for the achievements of the program and some prospects for a revitalization of strategies in IFAD, a Chadian state, in order to offer a favorable condition to Chad.*

**Keywords: IFAD, poverty, famine, social development, economic development**



**INTRODUCTION**

## 1- CONTEXTE GÉNÉRAL DE L'ETUDE ET JUSTIFICATION DU SUJET

Le Tchad est un territoire enclavé, qui couvre une superficie de 1 284 000 Km<sup>2</sup><sup>1</sup>, qui en grande partie désertique et symbole de la juxtaposition territoriale, ethnique et culturelle, entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne<sup>2</sup>. La situation géostratégique du Tchad l'expose naturellement à l'effet déstabilisateur et de contagion d'insécurité permanente. Les déficits politiques et socio-économiques dans le Sahara et le territoire tchadien en particulier exposent ce dernier dans l'instabilité et aux conflits divers. Avec le flux démographique des années 1970, les crises sociales liées aux coups d'Etat et les guerres civiles de 1976 et 1984<sup>3</sup>, le Tchad va plonger dans une crise politique et sociale. Cela dit, le quotidien des tchadiens sera meublé de rivalités ethniques et politiques, de crises humanitaires cycliques, sécheresse, précarité et de migrations involontaires vers les pays voisins et d'autres régions.

Depuis le coup d'Etat du 13 Avril 1975<sup>4</sup>, qui a porté le Général Félix Malloum au pouvoir jusqu'en 1990 année d'accession au pouvoir d'Idriss Deby à la faveur d'un autre coup d'Etat, la prise du pouvoir au Tchad est souvent réalisée par les armes. La prise du pouvoir par Félix Malloum a plongé ce pays dans une guerre civile le 12 février 1978 opposant le Nord et le Sud<sup>5</sup>. Cette dernière est à l'origine d'une instabilité socio-économique sans précédent.

La guerre civile va permettre à Goukouni Weddeye de prendre le pouvoir par un coup d'Etat de 1980 à 1982. Après deux ans de gouvernance, Hissene Habré parvient à chasser Goukouni Weddeye du pouvoir par un coup d'Etat avec l'aide des Français et des Américains le 7 Juin 1982<sup>6</sup>. Après sa victoire, il a fait 8 ans à la tête du pays. Son règne laisse les Tchadiens dans un cauchemar d'une dictature sans précédent. Le règne de

---

<sup>1</sup> Unicef, "Analyse de facteurs de conflits, de catastrophes naturelles et de la vulnérabilité du système éducatif aux chocs au Tchad", N'Djamena, Bakara, 2017, p.11.

<sup>2</sup> D. Nebardoum, *Le labyrinthe de l'instabilité politique au Tchad*, Paris, l'Harmattan, coll., Etudes africaines, 1998, p.10.

<sup>3</sup> R. Buijtenhuijs, *Le FROLINAT et les guerres civiles au Tchad (1977-1984)*, Paris, Karthala, 1997, p.47.

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> Une guerre civile opposant Nord-Sud alimentée par des hommes politiques tels que Malloum et Hissene Habré, dont les conséquences de cette dernière surgissent encore dans les sociétés tchadiennes. Cependant, pour remédier à cette crise plusieurs initiatives ont été entreprises par les différents gouvernements qui se sont succédés afin de considérer la paix et la cohabitation pacifique entre les tchadiens (Nord-Sud).

<sup>6</sup> W. Goukouni, "Témoignage pour l'histoire du Tchad : entretien sur R.F.I'", avec Laurent Coraeou, 2008, p.13.

Hissene Habré a introduit des pratiques nouvelles inédites au pays. Ce pays a été plongé dans l'insécurité totale. C'est pourquoi des révoltes contre le régime de Hissene Habré en 1986 et 1989<sup>7</sup>. Le 1<sup>er</sup> décembre 1990 Idriss Deby renverse Hissene Habré par un coup d'Etat, un de plus, et prend le pouvoir. La proclamation de la démocratie par le nouveau régime a fait croire à une fin probable des alternances politiques violentes et à un meilleur sort pour le pays<sup>8</sup>.

En effet, la Conférence de la Baule du 20 juin 1990<sup>9</sup>, marque le début espéré de la démocratie et la bonne gouvernance en Afrique. Abraham Lincoln définit le concept démocratie comme étant "le pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple"<sup>10</sup>. Dès 1990 le climat favorable de la démocratie souffle au Tchad. Certains partis politiques ont vu le jour. Malgré, la stabilité du pays, ces périodes ont eu des conséquences significatives sur les conditions de vie de la population tchadienne.

Cependant, avec l'instauration de la démocratie et le respect des droits de l'homme, le Tchadien bénéficie d'aide au développement des différents organismes spécialisés des Nations-Unies (PAM, FAO, OMC, FIDA, etc.), pour réparer les méfaits causés par les guerres. Ces aides contribuent à la promotion du développement socio-économique du Tchad. C'est pourquoi après la prise du pouvoir par Idriss Deby et la démocratisation censée engendrer de l'alternance au pouvoir par les élections libres, le FIDA (Fonds International de Développement Agricole) va s'installer dans la région du Guéra en 1991. Avec la dévaluation du Francs CFA en janvier 1994 et l'instauration des PAS (Programmes d'Ajustement Structurel) en 1999, le Tchad bénéficia de l'aide de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International pour améliorer sa situation socio-économique.

Le Fonds International de Développement Agricole (Fond International de Développement Agricole) est une institution financière du système des Nations-Unies. C'est dans le sillage de la conférence Mondiale de l'Alimentation réunie à Rome en 1974<sup>11</sup> que va naître cette organisation en décembre 1977.

---

<sup>7</sup> Goukouni, "Témoignage pour l'histoire", p.10.

<sup>8</sup> B. Haggat, *Tchad : témoignage d'un et combat d'un exilé : pour mieux connaître le Tchad*, Paris, l'Harmattan, *Coll*, 2004, p. 86.

<sup>9</sup> B. Sylvie, "La géopolitique lumineuse", *Revue conflits* hors-série n°3, 2016, p.11.

<sup>10</sup> *Ibid.* p.6.

<sup>11</sup>FIDA, "IFAD", [https://fr.m.wikipedia.org/wiki/fonds\\_international\\_de\\_developpement\\_agricole](https://fr.m.wikipedia.org/wiki/fonds_international_de_developpement_agricole), consulté le 9 avril 2021.

Dans les années 1970<sup>12</sup>, le Tchad tombe dans une crise politique, économique et sociale avec d'énormes effets sur la population. Le partenariat du FIDA avec le gouvernement tchadien remonte en 1991 et compte neuf opérations de développement représentant un financement total de 176 475 000 millions dollars<sup>13</sup>. C'est grâce au premier programme d'options stratégiques pour les pays (COSOP)<sup>14</sup> ratifié par le Tchad et les Nations-Unies que le FIDA va s'installer dans la région du Guéra. Ce dernier va financer des grands projets, afin de promouvoir le développement socio-économique du Nord-Guéra. Malgré la volonté d'améliorer la condition de vie et la lutte contre la pauvreté et la famine, la région de Guéra souffre de multiples problèmes de base tels que : l'insécurité, la malnutrition, la santé, le chômage, le déficit dans l'éducation, l'accès à l'eau potable etc.

Au regard de ce qui précède, il apparaît opportun de susciter une réflexion en tant que chercheur en devenir, sur le FIDA et le développement socio-économique du Nord-Guéra Tchad (1991-2021). Les raisons qui nous ont poussés à faire le choix de ce sujet de recherche sont à la fois scientifiques, historiques et personnelles.

Pour ce qui est des raisons scientifiques, il existe une abondante littérature et thématiques de recherche sur la politique au Tchad. Toutefois, très peu de chercheurs tchadiens se sont intéressés au rôle du FIDA et ses actions au Tchad. Cette situation préoccupante nous interpelle en tant que chercheur en histoire que nous sommes, à essayer d'apporter notre part de contribution, afin d'enrichir la connaissance scientifique à travers ce sujet.

Les raisons historiographiques, en tant que chercheur en Histoire économique et sociale, il est judicieux de montrer à travers le temps lointain, l'évolution et la présence du FIDA au Tchad. Cela dit, montrer les liens ayant permis au Tchad de bénéficier de l'aide au développement de la part du FIDA et autres organismes des Nations-Unies.

Les raisons personnelles, se justifient par la passion et volonté de travailler sur le FIDA et ses actions dans la promotion du développement socio-économique du Tchad. C'est aussi le fait que la partie Nord de la région du Guéra semble être négligée comme toute autre région du territoire par l'Etat tchadien.

---

<sup>12</sup> Unicef, "Analyse de facteurs de conflits, de catastrophes", p.14.

<sup>13</sup> Archives FIDA, "République du Tchad : programme d'options stratégiques pour le pays 2020-2025", Rome, le 28 octobre 2020, p.3.

<sup>14</sup> *Ibid.* p.6.

Cependant, beaucoup de chercheurs se sont intéressés à la vie politique du Tchad et beaucoup plus sociale qu'économique. C'est aussi la volonté de nous spécialiser dans le domaine de l'Histoire économique et sociale ; d'où le choix de ce sujet intitulé : “**le FIDA et le développement socio-économique dans le Nord-Guéra au Tchad (1991-2021)**”.

Après avoir présenté le contexte et le choix du sujet, il est important de voir quelles sont les intérêts qui en découlent.

## 2- INTERET DU SUJET

Ce travail regorge plusieurs intérêts de nature : scientifique, pratique et personnel :

**Intérêt scientifique** : beaucoup de chercheurs ont travaillé sur les institutions spécialisées des Nations-Unies (FIDA, FAO, PAM), les ONG et leurs apports dans le développement politique et socio-économique. Le présent travail vise à apporter une modeste contribution dans l'histoire socio-économique du Tchad, à travers cette recherche relative au FIDA. Il s'agit aussi de comprendre l'évolution socio-économique du Nord-Guéra à travers une profonde analyse scientifique sur le FIDA.

**Intérêt pratique** : l'intérêt pratique que l'on peut tirer de ce travail est, d'une part son utilité à améliorer la politique du développement sociale et économique au Tchad en tenant compte des normes et des exigences qui canalisent la nouvelle dynamique pour le bien-être de la population en général et celle du Nord-Guéra en particulier ; et d'autre part son rôle facilitateur. Il sera un outil indispensable, mis à la disposition des acteurs nationaux et internationaux, régionaux comme sous régionaux, pour mieux appréhender les questions socio-économiques en Afrique en général, et au Tchad en particulier, de manière à participer objectivement à l'amélioration des conditions de vie des populations africaines.

**Intérêt personnel** : En qualité d'étudiant en Histoire économique et sociale, le désir de connaître le monde que l'on souhaite intégrer plus tard dans le cadre de carrière de recherche, l'on est motivé à choisir ce thème. L'on pense humblement que ce travail scientifique ouvrira des opportunités suffisantes pour accomplir notre dessein professionnel.

Dans le souci de mener à bien cette analyse, l'on a opté pour une délimitation géographique.



### 3- CADRE GÉOGRAPHIQUE

La délimitation géographique est nécessaire dans une recherche en histoire, elle permet de mieux définir la zone d'étude du chercheur. L'histoire a pour objet d'étude l'homme, l'on ne peut pas faire une analyse historique en écartant l'homme de son environnement. A ce titre le professeur Albert Pascal Temgoua affirme que :

L'histoire est en effet, dans une perspective évolutive, sanctionnée par une infinité d'éléments naturels et géographiques qui lui ont servi de cadre et de support. Le cadre géographique est d'une grande importance dans la dynamique sociale, politique et économique, car les sociétés humaines sont en respiration avec le milieu naturel.<sup>15</sup>

Cette étude couvre la région du centre. La région du Guéra est l'une des 23 régions du Tchad (Décrets n°415/PR/MAT/02 et 419/PR/MAT/02) et son chef-lieu est Mongo<sup>16</sup>. Elle correspond à l'ancienne préfecture du Guéra. Elle est composée de 4 départements à savoir celui de Mongo, département de Bitkine, Melfi et celui de Mangalmé. Elle est située au centre-sud du territoire national. La région du Guéra couvre une superficie de 61 280 Km<sup>2</sup>. Géographiquement elle est limitée au Sud par Mandoul, au Nord par le Batha, à l'Ouest par le Chari-Baguirmi, à l'Est par le Sila, au Nord-Ouest par Hadjar-Lamis et au Sud-Est par le Salamat. La population du Guéra était estimée à 553 795 habitants lors du recensement de 2009, dont 51,8% de femmes (la majorité est âgé de 18 ans)<sup>17</sup>. La région de Guéra reçoit annuellement 300 à 900 mm de pluie et comprend plusieurs végétations. Il s'agit de l'une des plus importantes zones agricoles du pays, produisant en particulier du coton et des arachides, les deux principales cultures de rente du pays<sup>18</sup>. L'élevage développé dans cette région sont : les bovins, les ovins, les caprins, les ânes et les chameaux.

Après avoir délimité géographiquement, il convient de présenter le cadre chronologique de ce travail.

### 4- CADRE CHRONOLOGIQUE

Ce travail s'intéresse à la période comprise entre 1991 à 2021. L'année 1991 désigne la période pendant laquelle la région de Guéra (Nord-Guéra) avait abrité la toute

---

<sup>15</sup> A. P. Temgoua, *Le Cameroun à l'époque allemande 1884-1916*, Paris, L'Harmattan, 2014, p.192.

<sup>16</sup> H. David, *Africa south of the Sahara 2004*, New York, psychology press, 2004, p.218.

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> *Ibid.* p. 218.

première institution financière des Nations-Unies : le FIDA avec des contributions significatives dans le développement socio-économique du Nord-Guéra<sup>19</sup>. Enfin, l'année 2021 marque une grande mutation ou l'élargissement d'intervention de l'institution financière FIDA dans les autres régions que le Guéra avec la mise en place de son plus grand projet REPER<sup>20</sup>. Il s'agit d'une nouvelle politique d'assistance humanitaire au-delà du Nord-Guéra. Ces bornes résument un intervalle chronologique et évolutif des actions entreprises par le FIDA dans la promotion du développement socio-économique de la région de Guéra.

Le sujet est délimité dans le temps, s'en suivra la clarification conceptuelle, afin de mieux cerner les différents mots clés.

## 5- CLARIFICATION CONCEPTUELLE

Pour mieux saisir le sens des termes et expressions clés utilisés dans ce travail, une clarification conceptuelle s'impose. Emile Durkheim précise d'ailleurs que “ le savant doit d'abord définir les choses dont il traite afin que l'on sache et qu'il sache bien de quoi il est question(...)”<sup>21</sup>. Ces concepts fondamentaux portent entre autres sur les expressions suivantes : **développement, développement sociale et développement économique**.

Le développement est un concept multidimensionnel, il peut se saisir ou s'expliquer par la prise de conscience du retard accusé par un peuple du point de vue industrialisation par un grand nombre des pays Asiatiques, Africains et d'Amérique latine. Le terme “développement” apparait à la fin des années 1950. Il est issu de celui de sous-développement et de la prise de conscience de l'écart économique croissant qui sépare les pays dits pauvres, des développés. A ce titre, le développement apparait comme étant la finalité même de l'existence humaine, car d'aucuns n'ignorent que l'aspiration la plus ardente de toute personne est le bien être, le bonheur, le progrès etc.

Toutes fois, le développement apparait comme une notion plus complexe, souvent confondu avec : la croissance, progrès, industrialisation, développement mental, etc. Il est donc important de préciser qu'il n'existe pas une définition standard ou unique du développement. Chaque théoricien le définit selon son orientation et son école.

<sup>19</sup> A. FIDA, “Programme d'options stratégiques”, p. 3.

<sup>20</sup> A. FIDA, “Renforcement de la productivité des exploitations agricoles familiales et résilience (REPER) : rapport principal”, Rome, 7 aout 2018, p. 5.

<sup>21</sup> E. Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, 1968, p.95.

Christian Bialès et *al*, définissent le développement comme suit : “le développement est l’ensemble des changements observables dans le système économique et sociale qui conditionnent la croissance. Il est alors, une action quantitative qui implique des changements des structures démographiques, sociales et mentales favorisant et accompagnent la croissance économique”<sup>22</sup>.

Pour les théoriciens Jaques Brasseul et *al*, “se développer pour une population ou un pays donné revient à dire qu’on aspire à une situation qui tend vers un rendement meilleur économiquement, socialement et culturellement”<sup>23</sup>. Le développement est donc un processus cumulatif puisqu’il permet une bonne et meilleure amélioration des capacités humaines, et donc une hausse de la productivité favorable à la croissance.

L’on estime que le défis de la coopération internationale porte sur la notion de “développement”, et cela, par la protection de l’environnement, de la lutte contre le Sida, de l’universalisme des valeurs démocratiques et libre-échange. Pour ce dernier, le développement n’est pas seulement basé sur le progrès économique, mais il est aussi démocratique, le respect des droits des femmes, de l’environnement et les personnes minoritaires.

Le théoricien Onfre Ntuaremba affirme que : “le développement est un processus de changement systématique orienté vers un but en prenant un modèle des sociétés plus puissantes qui ont établi elles-mêmes des critères des discriminations d’après le degré de rapprochement des autres sociétés en voie de développement”<sup>24</sup>.

Ivan Illich définit “le développement comme le remplacement de compétences généralisées et d’activités de subsistance par l’emploi et la consommation de marchandises, ce qui implique que le travail salarié devienne comme la seule forme de travail reconnu et que les activités qui satisfont directement les besoins stagnent ou disparaissent au profit de la consommation des marchandises”<sup>25</sup>.

Selon François Perroux de l’école française en 1961, “le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d’une population qui la rende apte

---

<sup>22</sup> C. Bialès et *al*, *Dictionnaire d’économie et des faits sociaux contemporains*, Paris, Faucher, 1996, p. 154.

<sup>23</sup> J. Brasseul et *al*, *Introduction à l’économie du développement*, Paris, Armand Colin, 1993, p. 11.

<sup>24</sup> O. Ntuaremba, *Développement endogène : données pour une nouvelle orientation théorique*, Kinshasa, Universitaires africaines, 1999, p. 54.

<sup>25</sup> I. Illich, *Le travail fantôme*, Paris, Seuil, 1980, p. 21.

à faire croître, cumulativement et durablement son produit réel global’’<sup>26</sup>. Ainsi, le développement est un faisceau de transformations qui modifient les comportements, intègrent les progrès des connaissances, l’amélioration des qualifications, de savoir-faire industriel, modifient les anticipations dans le sens d’une accumulation. Il est donc un phénomène qui inclut la croissance et même des phases de crises<sup>27</sup>.

Dans le cadre de ce travail, le développement est l’ensemble des changements observables dans le système économique et social qui conditionnent la croissance. C’est aussi une action quantitative qui implique des changements des structures sociales accompagnant la croissance économique.

Piatier André définit le concept développement social comme ‘‘l’amélioration continue du bien-être d’une population, en parallèle avec le développement économique, soutenue par celui-ci et le soutenant’’<sup>28</sup>.

Pour Guy Rocher, le développement social ‘‘est un progrès de l’humanité dans la réalisation des idées sociales, pour la promotion de la société dans sa globalité’’<sup>29</sup>.

Selon Chantal Verger, le terme ‘‘développement social est défini suivant les intérêts idéologiques, sociaux et la conception prévalent du phénomène de développement subit des changements dans le temps et dans l’espace’’<sup>30</sup>.

Dans ce travail de recherche, l’on donne une définition plus pragmatique au concept développement social. Cela dit, le développement social va dans un contexte de croissance économique qui est en rapport avec les politiques d’amélioration des conditions de vie de la population, éliminer la pauvreté, faire reculer le chômage en multipliant les emplois productifs, réduire les inégalités, accès au soin, favoriser l’intégration sociale, et d’autres services publics de base.

Le développement économique désigne les évolutions positives dans les changements structurels d’une zone géographique ou d’une population : démographiques, techniques, industriels, sanitaires, culturels, sociaux... De tels changements engendrent

<sup>26</sup> F. Perroux, *économie du XXème siècle*, Paris, PUF, 1961, p.33.

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> A. Piatier, ‘‘Equilibre entre développement économique et développement’’, in : *Tiers-monde*, n°49, 1972, p. 94.

<sup>29</sup> G. Rocher, *Introduction à la sociologie générale*, Montréal, H.M.H, 1969, p.18.

<sup>30</sup> C. Verger, *Pratiques de développement. L’action des chrétiens et des églises dans les pays du sud*, Paris, ccfp-Karthala, 1995, p.6.

l'enrichissement de la population et l'amélioration des conditions de vie. C'est la raison pour laquelle le développement économique est associé au progrès.

André Raynauld pense que le développement économique "implique une recherche systématique des ressources disponible à exploiter, une profonde prise de conscience pour éviter le gaspillage de ces ressources et pour les répartir efficacement, de façon à augmenter le standard de vie"<sup>31</sup>. Ce dernier dans son article, cite le point de vue du théoricien Arthur Lewis qui pense que le développement économique "est l'ensemble des transformations qui permettent à une société de passer d'une épargne de 5 P.C à une épargne de 12 P.C du revenu national"<sup>32</sup>. Ces deux chiffres représentent l'univers sous-développé et l'univers développé.

François Perroux, définit le développement économique comme l'ensemble des changements sociaux et mentaux d'une population qui le rend apte à croire cumulativement et durablement son produit réel global<sup>33</sup>. De plus ces changements modifient les objectifs, contraintes et règles du système économique. Souvent ce développement est associé à la croissance (PIB volume)<sup>34</sup>. Toutefois, il faut souligner que le développement n'est pas la croissance, bien que celle-ci soit indispensable à son aboutissement. Pour être bien précis dans ce propos que la croissance porte sur une augmentation quantitative des ressources indispensables d'une économie sur une période donnée.

Dans le cadre de ce travail de recherche, l'on prend la définition de Lahsen Abdelmalik qui conçoit, le développement économique est un processus de transformation quantitative<sup>35</sup>. Pour lui, il s'agit du progrès économique et transformations sociales. Il ne saurait se réduire à la croissance du produit, ni à la seule couverture des besoins biologiques de l'homme. Mais il implique des changements structurels et l'atteinte d'objectifs clairement exprimés<sup>36</sup>.

---

<sup>31</sup> A. Raynauld, "Le développement économique : l'actualité économique", *Revue d'analyse économique*, n°2, vol 43, juillet-septembre 1967, p.239.

<sup>32</sup> *Ibid.*

<sup>33</sup> Perroux, *Economie du XXème*, p.33.

<sup>34</sup> *Ibid.*

<sup>35</sup> L. Abdelmalki, et al, *Economie du développement : Théories, les expériences, les perspectives*, Paris, Hachette, Hu-économie, 1995, p.32.

<sup>36</sup> Abdelmalki, et al, *Economie du développement : Théories*, p.32.

## 6- REVUE CRITIQUE DE LA LITTÉRATURE

La revue critique de la littérature, encore appelé état de la question, est une étape importante et cruciale dans tout projet de recherche en science humaine et sociale. Le professeur Ambrois Zagre pense que le but de la revue de littérature est de : “montrer comment le problème de recherche s’inscrit dans les champs des connaissances sur le sujet comment les connaissances permettent de préciser les questions et/ou les hypothèses de recherche”<sup>37</sup>. Pour Olivier, Bernad et Ferron, la revue de la littérature consiste à “ identifier les auteurs, les ouvrages et les articles scientifiques qui ont façonné la connaissance dans une discipline donnée sur un sujet de recherche”<sup>38</sup>. Il est donc question dans ce travail de faire ressortir les travaux ayant précédé ce thème de recherche pour dégager l’originalité dans la problématique et proposer des solutions efficaces.

Wilfried Armel J. Mabondzo<sup>39</sup>, dans sa thèse “Sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. Une analyse socio-anthropologique du rôle des banques de céréales au Guéra (Tchad)” montre les efforts de la communauté internationale dans la lutte contre la famine, la malnutrition et l’insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne en général et au Tchad en particulier. L’auteur dit que l’insécurité alimentaire émane de la détermination politique des États et des organisations internationales. Il présente l’apport des institutions internationales d’aide au développement (ONG Acra, FIDA, PAM etc.), et des associations paysannes (*Mustagbal*, association *Aura* etc.), dans la lutte contre l’insécurité alimentaire à travers les stockages de céréales dans les banques<sup>40</sup>. Mais l’auteur n’évoque pas la contribution du FIDA dans le développement économique à travers le financement de projets à caractère économique. Dans le cadre de ce mémoire, l’on s’intéresse aux activités du FIDA dans la promotion socio-économique dans le Nord-Guéra en particulier.

Guillaume d’Andlau<sup>41</sup>, pense que l’aide fait partie de l’humanisme et, cet acte de compassion n’a jamais été totalement désintéressé. “Celui-ci s’évalue dans la perspective

---

<sup>37</sup> A. Zagre, *Méthodologie de la recherche en sciences sociales, manuel de recherche à l’usage des étudiants*, Paris, l’Harmattan, 2013, p. 54.

<sup>38</sup> L. Olivier, *L’élaboration de la problématique de recherche : sources, outils et méthode*, Paris, l’Harmattan, 2005. p. 35.

<sup>39</sup> W.A.J. Mabondzo, “Sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. Une analyse socio-anthropologique du rôle des banques de céréales au Guéra (Tchad)”, thèse de Doctorat (Ph.D.) en Anthropologie, Université de Montréal, 2017, p. 312.

<sup>40</sup> *Ibid.* p.4.

<sup>41</sup> G. D’Andlau, *L’action humanitaire*, Collection Que sais-je ? Paris, P.U.F, 1998.

d'un contrat avec l'au-delà et sera à mettre au crédit de son auteur qui aura à se présenter devant le tribunal de Dieu'', affirme-t-il. De ce point de vue, l'auteur pense que les organisations humanitaires occidentales utilisent le prétexte de l'aide humanitaire comme une arme pour maintenir les personnes sous-perfusion. L'auteur propose de "repenser l'action humanitaire en tenant compte des exigences de transparence et d'efficacité demandées par un public mur". Mais l'auteur ne montre pas l'indispensabilité des organismes humanitaires comme le FIDA. L'on pense que l'action humanitaire du FIDA est indispensable pour apporter des solutions d'urgence à des personnes en situation dramatique même si pour elle les intérêts occupent une place de premier choix. C'est pourquoi dans ce travail de recherche, l'on va montrer l'assistance du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) dans le processus du développement socio-économique du Nord-Guéra à travers ses financements.

Vidal Laurant et Laetitia Atlani-Duault<sup>42</sup>, dans leur ouvrage "Anthropologie de l'aide humanitaire et du développement, des pratiques aux savoirs, des savoirs aux pratiques" ils placent au centre de leurs préoccupations, les actions des hommes et des femmes au cœur du développement social, culturel et économique. Ils relèvent le défi sur les relations souvent divergentes et conflictuelles et leur donnant un sens, une forme sur lesquels il est possible d'agir. Ainsi, en s'appuyant sur les anthropologies des différents domaines : les réfugiés, le monde rural, la santé, l'assainissement, l'environnement, l'alimentation ou le genre, les auteurs aident à découvrir comment se déploie l'aide humanitaire et les interventions de développement sur le terrain. Mais ils n'évoquent pas les dérives des institutions internationales des Nations-Unies tel que le FIDA, qui prennent aujourd'hui de plus en plus de l'ampleur dans les territoires en état de crise faisant de ces espaces des points stratégiques dans le jeu des bailleurs.

Martin Viallet et al<sup>43</sup>, dans leur article collectif, mènent une analyse sur l'impact de l'aide en Afrique. Cette étude se veut un guide de compréhension de la gestion par les pays africains des aides multiformes qu'ils reçoivent de leurs partenaires. Il y est fait mention de la situation et l'évolution générale de l'aide publique accordée à l'Afrique jusqu'en 1997 en montrant que cette forme particulière d'assistance ne peut être remplacée par les flux d'investissement privés. L'avis de ces auteurs attire l'attention puisqu'ils ne

---

<sup>42</sup> V. Laurant et L. Atlani-Duault, *Anthropologie de l'aide humanitaire et du développement, des pratiques aux savoirs, des savoirs aux pratiques*, Paris, Armand Colin, 2009.

<sup>43</sup> M. Viallet et al, "Les aides en Afrique en question", trimestriel, n°188 ; octobre 1998, pp. 8-27.

montrent pas l'importance de l'aide au développement que les organismes internationaux tel que le Fonds International de Développement Agricole dans le développement socio-économique du Guéra. Dans le cadre de ce thème, l'aide au développement accordée par le FIDA contribue au développement socio-économique en faveur des personnes ayant besoin d'assistance humanitaire au Tchad en général et dans la région de Nord-Guéra en particulier.

Marie- Stéphane Maradeix<sup>44</sup> dans son article intitulé "les ONG américaines en Afrique. Activités et perspectives de trente ONG" met en exergue l'intérêt des ONG américaines engagées en Afrique. Cet intérêt est de fournir des termes de comparaison pour mieux situer la personnalité et l'action des autres ONG. Sa réflexion est destinée à améliorer la compréhension chez les professionnels du développement, mettre en valeur les leçons à retenir de l'expérience des ONG américaines. Cet article amorce les idées qui montrent que les ONG et les organismes spécialisées sont compétents en matière de lutte contre les problèmes que rencontre la population. Il ne met pas cependant en exergue le rôle particulier du FIDA dans la lutte contre les fléaux qui minent les pays du Sud, à l'instar du Tchad. Dans ce travail de recherche, l'on montre les actions que FIDA fait dans le processus du développement socio-économique dans la région du Nord-Guéra en tant qu'institution humanitaire compétente des Nations-Unies.

Philippe Ryfman<sup>45</sup>, dans son ouvrage "la question Humanitaire, Histoire, problématiques, acteurs et enjeux de l'aide humanitaire internationale" présente l'historique et les mécanismes de fonctionnement d'un véritable pôle humanitaire Organisations Internationale, les organisations non gouvernementales et les Etats. Il explique l'humanitaire dans sa perspectives historique et politique. Il démontre l'importance ou alors le rôle des élites religieuses sur la scène humanitaire internationale. L'auteur ajoute les résultats marquants de ces organismes humanitaires. Mais dans son ouvrage, l'auteur n'abordait que les logiques d'aide d'urgence et celles d'aides au développement. Dans le cadre cet étude, l'on va présenter la contribution du FIDA dans le processus du développement socio-économique du Nord-Guéra à travers ses financements significatifs, afin d'offrir une condition durable.

---

<sup>44</sup> M. Maradeix, "Les ONG américaines en Afrique. Activités et perspectives de trente ONG", *Syros*, 21 juin 1991, pp. 223-311.

<sup>45</sup> P. Ryfman, *La question Humanitaire, Histoire, problématiques, acteurs et enjeux de l'aide humanitaire internationale*, Paris, Editions Ellipses, 1999.



Jean-Louis Raston<sup>46</sup>, affirme que l'action du PAM (Programme Alimentaire Mondial) est une institution internationale et un partenaire public-privé relativement efficace. Toutefois, ses moyens restent insuffisants pour satisfaire les besoins des populations cibles. Cette critique a été, prise en compte, 70%<sup>47</sup> aliments donnés sont désormais achetés dans les PVD (Pays en Voie de Développement) par le PAM (soit 1,2 milliard de dollars, en 2011)<sup>48</sup>. L'on pense que ces organisations spécialisées des Nations-unis, n'accomplissent pas vraiment leurs missions car, elles tuent le marché local, en diminuant le prix des produits dans les pays en besoins. L'auteur ne montre pas le rôle qu'occupe le FIDA dans l'amélioration des conditions de vie de la population rural. A la différence du PAM, l'on va montrer dans ce travail, l'indispensabilité de l'aide humanitaire assurée par le FIDA à travers son apport significatif dans tous les domaines de la vie, afin d'apporter des solutions considérables à la promotion socio-économique du Nord-Guéra.

Jean-François Mattei<sup>49</sup>, dans son article “ *l'urgence humanitaire, et après ? Pour une action humanitaire durable*”, définit l'action humanitaire tout en citant Rony Bruman : “l'action humanitaire vise à réserver la vie dans le respect de la dignité, à assurer l'homme dans ses capacités de choix. Elle est mise en œuvre pacifiquement et sans discrimination par des organismes indépendants, impartiaux (...), dans le contexte d'une crise, c'est-à-dire à la rupture d'un équilibre antérieur”. L'auteur met en lumière le caractère durable de l'action humanitaire en faveur des nécessiteux. Tout comme lui, l'on pense que pour l'accomplissement de leur mission en faveur des populations, elle doit permettre à chaque individu d'avoir au minimum un toit, un accès aux soins, une activité productrice des revenus, afin de satisfaire ses besoins primaires. Elle doit s'inscrire dans la durabilité, afin d'assister les personnes démunies. Il ajoute l'aspect du partenariat entre les humanitaires sur le terrain à l'instar de la collaboration entre FIDA, PAM, FED, et les OP (Organisations Paysannes) dans le Nord-Guéra. Pour lui, l'action humanitaire durable est un champ d'action ouvert, souple en matière de collaboration, qui se nourrit et se renforce avec les organismes aux missions individuelles et complémentaires, afin de

---

<sup>46</sup> Jean-Louis, “Quelle place pour l'aide alimentaire dans le monde d'insécurité alimentaire”, *campus Montpellier*, 21 Mars 2013, pp. 10-41.

<sup>47</sup> *Ibid.* p.26.

<sup>48</sup> M. Abderamane, “La contribution du HCR et du PAM en matière d'aide humanitaire aux réfugiés centrafricains basés dans les camps de Goré au sud du Tchad”, Mémoire de Master en Coopération internationale, Action Humanitaire et Développement Durable, IRIC, 2015.

<sup>49</sup> J. F. Matteix, *L'urgence humanitaire, et après ? Pour une action humanitaire durable*, Paris, Hachette Littérature, 2005.

pouvoir réussir sa mission<sup>50</sup>. L'auteur ne prend cependant pas l'exemple de coopération du FIDA avec les associations locales vivant dans la province du Guéra. Cela dit, l'on va porter une analyse sur la contribution significative du FIDA en collaboration avec certains partenaires locaux, afin de promouvoir le développement socio-économique plus durable dans le Nord-Guéra.

Christelle Perrin<sup>51</sup>, dans son article " les politiques publiques et aide humanitaire internationale", il vise à dresser un panorama chronologique de l'aide humanitaire et s'interroge sur le rôle et la place des acteurs qui œuvrent dans ce milieu. L'auteur dit, qu'à travers les situations humanitaires, les institutions internationales rationalisent leurs pratiques. Il ajoute que le nombre des bailleurs augment, cela mène à reconsidérer la gouvernance humanitaire non plus dans une perspective verticale (bailleurs-ONG) mais également dans une perspectives horizontale<sup>52</sup>. Il conclut que, le rôle des bailleurs institutionnelles n'est point l'assistance humanitaire mais lié au ménagement humanitaire. Mais l'auteur ne montre pas les efforts du FIDA à travers ses financements de projets humanitaires significatifs au Tchad. L'on veut présenter le caractère d'assistance humanitaire du FIDA dans la promotion socio-économique du Nord-Guéra depuis trois décennies.

Après avoir présenté la revue critique de la littérature, il convient déposer la question centrale et s'en suivrons les questions secondaires.

## 7- PROBLEMATIQUE

La coopération entre le FIDA et l'Etat tchadien a émergé avec le phénomène de la crise socio-économique qui secoue le Tchad en général et la région du Guéra en particulier. C'est une relation d'abord d'ordre géopolitique et diplomatique. Ce phénomène de crise sociale voire économique est une préoccupation politique des Nations-Unies et ses organes spécialisés dans la lutte contre la pauvreté, l'insécurité alimentaire, le chômage et alphabétisation dans le monde. Face à ce problème qui est parti du stade individuel pour un stade collectif, les Nations-Unies ont compris qu'il était nécessaire d'établir un cadre ou

---

<sup>50</sup> Matteix, *L'urgence humanitaire, et après ?* p.56.

<sup>51</sup> C. Perrin, "Les politiques publiques et l'aide financière humanitaire internationale", *politiques et management public*, vol 29/3, 2012 mise en ligne le 07 février 2015, consulté 9 février 2022.

<sup>52</sup> Perrin, "Les politiques publiques et l'aide financière humanitaire internationale", *politiques et management public*, vol 29/3, 2012, mise en ligne le 07 février 2015, consulté 9 février 2022.

dynamisme, afin d'aider les pays en crise tel que le Tchad. D'où la présence du FIDA dans le Nord-Guéra. A cet effet, la question générale qui fait l'objet de cette recherche est celle de savoir :

- Après trente années d'actions, quelle évaluation historique peut-on faire de l'œuvre socio-économique du FIDA dans le Nord-Guéra ?

Cette question centrale fait naître les quatre (4) questions secondaires ci-après :

- Quelles sont les mobiles de l'implantation du FIDA dans le Nord-Guéra ?
- Quels sont les types de projets financés par le FIDA dans le Nord-Guéra ?
- Quelles sont les stratégies d'actions mises en place par les différentes missions du FIDA dans le développement socio-économique du Nord-Guéra ?
- Au regard des difficultés que rencontre le FIDA, quelles sont les différentes perspectives envisageables ?

Après avoir présenté la problématique centrale et secondaire, il convient de montrer les objectifs de cette étude.

## **8- OBJECTIFS**

Ce présent travail a un objectif général et des objectifs spécifiques :

- Objectif central

Dans cette partie de recherche, il est question de faire une évaluation objective des actions du FIDA dans le développement socio-économique du Nord-Guéra.

- Objectifs spécifiques

En ce qui concerne les objectifs secondaires visés à :

- Analyser les fondements socio-économiques de l'implantation du FIDA dans le Nord-Guéra.
- Présenter les différents projets entrepris par le FIDA et les différents partenaires nationaux et internationaux.
- Montrer l'apport du FIDA dans le développement social et économique à travers ses différents financements.
- Déceler les limites des actions du FIDA, afin de proposer quelques solutions pour un développement durable dans la région.

## 9- CADRE MÉTHODOLOGIQUE

La méthodologie suppose la démarche à suivre dans une recherche scientifique. C'est la technique qui permet au chercheur de bien pouvoir mener son travail, afin de résoudre le problème de façon méthodique. Parlant de l'importance d'utiliser une méthode dans le cadre d'une recherche, René Descartes affirme: "ce n'est assez d'avoir l'esprit bon, mais le principal est de l'appliquer bien..."<sup>53</sup>. Pour Gaston Bachelard, "la méthode est le fondement de la scientificité de toute recherche et constitue l'ensemble des opérations matérielles permettant au chercheur de transcender les obstacles qui jonchent le parcours conduisant à la vérité"<sup>54</sup>. Comme toutes les sciences sociales, l'histoire obéit à une méthode à elle. Cette méthode nous amène vers l'objectivité. L'on a procédé par la collecte des données, puis la confrontation des différentes sources auxquelles l'on a trouvé et, après, l'on les a analysé, afin de ressortir la vérité historique. Pour se faire, la démarche pluridisciplinaire a été une priorité dans ce travail de recherche. L'on a eu recours aux sources primaires et sources secondaires.

### a- Les documents primaires

#### - les sources orales

Ces sources orales ont été recueillies par des techniques de collecte appropriées. Ces sources ont consisté à faire des enquêtes sur le terrain à travers des entretiens avec des personnes ressources. L'on a fait des entretiens privés, avec quelques responsables du Ministère de l'Agriculture, Ministère de l'Économie et du Plan, les responsables des opérateurs du programme FIDA, les responsables locaux et les personnes bénéficiaires des zones d'interventions. Après la collecte de ces informations et traitements, ces dernières nous ont permises de ressortir objectivement la vérité historique.

#### - les documents écrits

Les documents écrits sont constitués des archives du FIDA, les rapports des activités des opérateurs du programmes FIDA et les accords des conventions entre les FIDA, le Tchad et sous-traitants. Ils sont constitués des rapports des autres organisations internationales en trait avec ce travail de recherche. Pour ce mémoire, ces documents ont

---

<sup>53</sup> R. Descartes, *Discours de la méthode*, Paris, Fernand Nathan, 1881, p.34.

<sup>54</sup> G. Bachelard, *La formation de l'esprit scientifique, contribution à la psychanalyse de la connaissance objective*, 11<sup>e</sup> édition, Paris, Librairie philosophique, 1980, p.14.

été capitaux dans la confrontation des faits dans les actions du FIDA au Tchad en général et le Nord-Guéra en particulier.

### **- les sources iconographiques**

Ces sources sont constituées des courbes, des tableaux statistiques, des cartes et des photos. Les sources iconographiques sont issues de certains documents d'archives, présentant des faits historiques. L'on a pris certaines photos au cours de nos différentes séances d'entretiens dans le Nord-Guéra. Les photos ont permis à la critique des faits et également de faire présenter les faits que l'on n'a pas pu dire au cours de nos analyses. Elle a permis d'entrer en possession des informations quasiment disparu sur le terrain. Ces sources ont permis de collecter une multitude d'informations relative aux réalités que vivent les populations bénéficiaires du projet FIDA.

#### **b- Les sources secondaires**

##### **- les sources écrites**

Ces sources sont constituées des ouvrages, des articles, des thèses, des dictionnaires spécialisés, des rapports de stages et des mémoires. Ces sources abordent l'aspect humanitaire traitant la question socio-économique. Ces documents ont été collectés dans les bibliothèques, notamment du Cercle-Histoire-Géographie-Archéologie (CHGA), du Cercle-Philo-Psycho-Socio-Anthropologique (CPPSA), de l'université de Yaoundé I et à l'université de N'djaména. L'on a été à la bibliothèque de l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC) où l'on consulté les mémoires. L'on a été à la bibliothèque de l'Ecole Normale Supérieur (ENS). Toutes ces sources ont permis à bien faire la critique, à bien réaliser l'état de la question mais également bien cerner l'apport du FIDA dans la promotion socio-économique à travers ses différentes réalisations.

##### **- les sources webographiques**

Les sources webographiques ont été exploitées de manière significative à travers l'utilisation de plusieurs sites de recherche. Ces dernières sont indispensables dans la recherche des informations, afin de réaliser un travail de recherche. M. Beaud à ce sujet affirme que : "internet n'est pas une immense bibliothèque scientifique dont chaque

texte aurait été minutieusement évalué et sélectionné’’<sup>55</sup>. Ces sources ont permis d’avoir accès aux différents sites des centres de recherche de plusieurs organisations internationales telles que le PAM, FIDA, FAO etc., et consulté plusieurs travaux numériques à savoir les mémoires, les articles. Les informations auxquelles l’on a eu accès, ont permis la réalisation de ce sujet de recherche.

## **10- ARTICULATION ET JUSTIFICATION DU PLAN**

L’exploitation minutieuse des sources a permis la structuration de ce travail en quatre chapitres. Le premier chapitre est focalisé sur la présentation du Nord-Guéra, le FIDA et les mobiles de l’implantation du FIDA dans la région. Dans ce chapitre l’on va mettre en exergue les causes profondes de l’installation du FIDA dans le Nord-Guéra.

Le deuxième chapitre de ce travail s’intéresse aux différents projets (1991-2021) entrepris par le FIDA et les différents partenaires dans ses multiples actions. Il est question dans ce chapitre de présenter les objectifs de chaque projet financé et les composantes, afin d’améliorer les conditions des personnes cibles.

Le troisième chapitre présente l’apport du FIDA dans le processus de développement socio-économique du Nord-Guéra. Il y est question d’expliquer les différents mécanismes utilisés par le FIDA et ses différents partenaires pour vaincre la famine, la pauvreté et la malnutrition etc.

Enfin, le quatrième chapitre est consacré aux limites des actions du FIDA ainsi quelques perspectives pour un développement socio-économique plus durable du Nord-Guéra.

## **11- DIFFICULTES RENCONTREES**

Il est important de souligner que la rédaction de ce travail de recherche n’a pas été sans difficultés. Tout d’abord, il faut décrire la réticence administrative. Bien qu’ayant une attestation de recherche, le Ministre de l’Economie et du Plan n’a pas répondu favorablement à la demande adressée à son endroit. Ce refus a contribué significativement dans le ralentissement de la recherche et n’a pas favorisé l’accès à certaines informations capitales parmi lesquelles les accords de financements, les archives du ministère car, cette

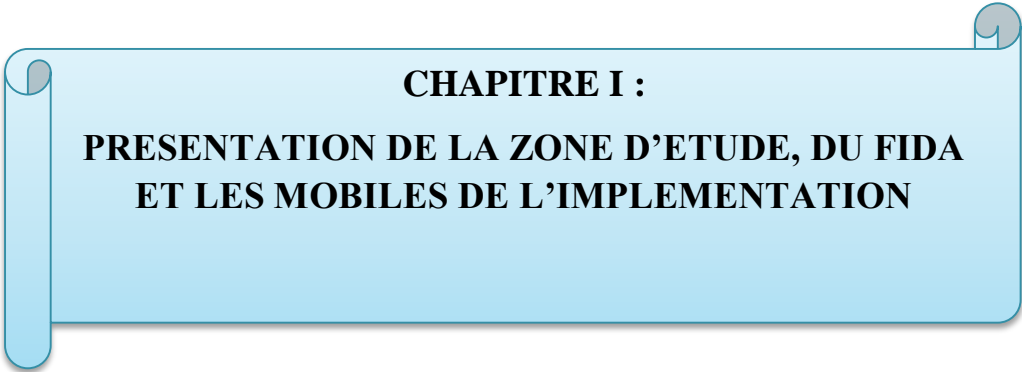
---

<sup>55</sup> Beaud, *L’art de la thèse*, p.87.

institution est en charge de la planification et l'orientation significative des actions du FIDA au Tchad en général et le Nord-Guéra en particulier.

Ensuite, il faut relever l'insuffisance des rapports dans certains centres de documentation et les partenaires d'exécution du projet FIDA. Ces documents sont mal stockés et d'autres sont perdus dès la fin du projet. Cette situation n'a pas permis une exploitation significative de documents. L'absence des travaux antérieurs sur ce thème de recherche car, cela n'était pas facile d'avoir les informations pour une rédaction.

En plus, l'on souligne aussi la difficulté des langues car, certains entretiens étaient en arabe. Ces lacunes ont été dues à la non maîtrise de la langue française et la méfiance des certains bénéficiaires.



**CHAPITRE I :**  
**PRESENTATION DE LA ZONE D'ETUDE, DU FIDA**  
**ET LES MOBILES DE L'IMPLEMENTATION**



Le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) est un organe des Nations-Unies et une institution financière internationale qui a vu le jour en décembre 1977 après la résolution prise lors de la conférence de Rome en 1974<sup>1</sup>. Ce dernier avait pour mission d'intervenir en cas d'urgence humanitaire dans les zones rurales, afin de combattre la faim, la malnutrition et la pauvreté par l'amélioration des techniques agricoles et commerciales et assistance sanitaire. Depuis son accession à l'indépendance le Tchad en général et le Nord-Guéra en particulier est victime des problèmes d'ordres politiques, sociaux et économiques sans précédents. C'est pourquoi dès 1991, le FIDA signe un accord avec le gouvernement tchadien pour venir assister les populations du Nord-Guéra, afin d'améliorer leurs conditions de vie. Ce premier chapitre de ce travail est consacré à la présentation du FIDA, la région du Guéra et les mobiles de l'implémentation du FIDA dans le Nord-Guéra. Il permet de façon minutieuse de présenter la zone d'étude et le FIDA (I) mais également de montrer les objectifs du FIDA et les raisons de son implantation dans le Nord- Guéra (II).

## **I- PRÉSENTATION DU NORD-GUERA ET DU FIDA**

Le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) est une institution spécialisée des Nations-Unies qui a pour objectif l'assistance humanitaire dans le monde en général et dans les zones rurales en particulier comme l'exige son mandat. La région du Guéra est située au centre du Tchad. En effet, comme toute autre région du Tchad, le Guéra est victime des fléaux d'ordres naturels, d'humains ; qui ont des conséquences sociales et économiques depuis les années 1970-1980 et qui persistent jusqu'à nos jours. Dans cette partie il est question de présenter géographiquement la région du Nord-Guéra, mais également de faire une présentation générale du FIDA.

### **1- Présentation géographique du Nord-Guéra**

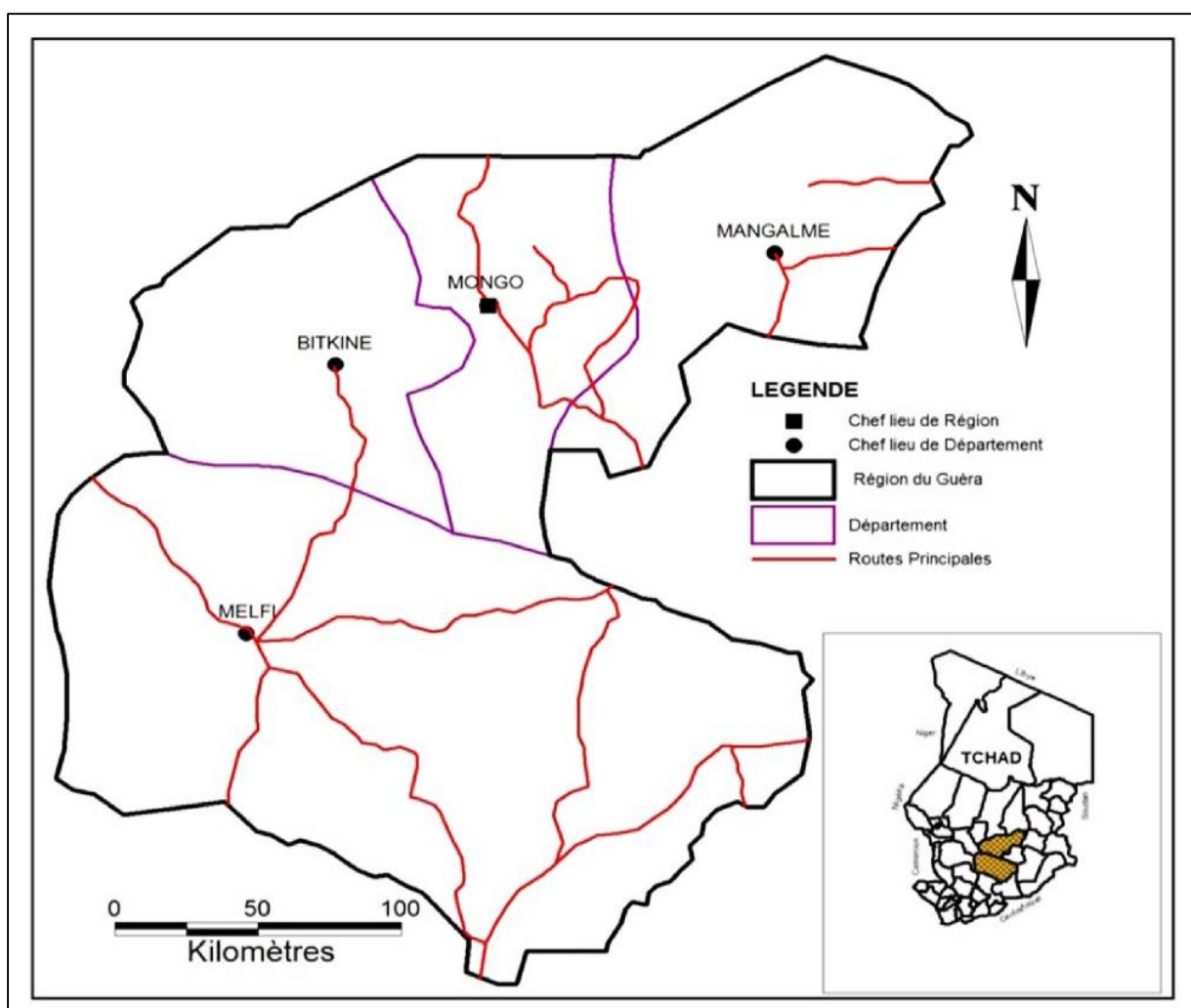
La région du Guéra est la zone de cette étude. Dans 1.884 000 Km<sup>2</sup> que regorge le territoire Tchadien, la région du Guéra occupe une superficie de 61 280 Km<sup>2</sup>. Les coordonnées géographiques renseignent que le Guéra est situé entre 12, 190° de latitude Nord et 18, 690° de longitude Est<sup>2</sup>. Le Guéra avec ses massifs spectaculaires, marque une transition géographique entre un Nord sahélien franchement pastoral et le sud soudanien,

<sup>1</sup> FAO, "Création et action du FIDA", <https://www.babyloan.org/fr/fida-action/>, consulté le 5 juin 2021.

<sup>2</sup> ATLAS-Guéra 1<sup>ère</sup> partie, Tchad, 2016, p.7.

plus largement agricole. La région est limitée au Nord par le Batha, à l'Ouest par le Chari-Baguirmi, à l'Est par le Sila, au Nord-Ouest par Hadjar-Lamis et au Sud-Est par le Salamat. Administrativement, l'ancienne région dite Guéra<sup>3</sup> composée en 4 départements, au Nord le département d'Abtouyou, celui du Guéra Central, le département de Mangalmé à l'Est et celui de Melfi au Sud de la région. Officiellement, cette dernière est composée de 21 cantons et chaque du département a un taux de population supérieur à 100.000 habitants<sup>4</sup>.

**Carte : carte administrative de la région du Guéra**



**Source :** W.A.J. Mabondzo, “Sécurité alimentaire”, p.4.

<sup>3</sup> Depuis l'indépendance le 11 août 1960, le pays était réparti en région et chacune était divisée en sous-préfecture. Pendant cette période le Guéra avait trois grandes sous-préfectures qui sont entre autres : sous-préfecture de Mangalmé, sous-préfecture de Mongo et celle de Bitkine. Mais avec la réforme administrative de 2018 et la mise en place de quatrième République, les régions sont devenues des provinces et divisées en département.

<sup>4</sup> ATLAS de la vulnérabilité dans le Guéra, Mars 2013, p.7.

Cette carte administrative, présente la région du Guéra ou le Centre géographique du Tchad. Il ressort que la répartition départementale notamment, le département du Melfi (Sud-Guéra) et le département de Mongo, Bitkine et Mangalmé (Nord-Guéra). La partie Nord-Guéra de la région est la zone concernée.

### **1.1- Hydrographie**

Dans le Guéra, La pluviométrie varie entre 300 et près de 900 mm, avec certainement des effets orographiques. Dans cette partie, le relief fait donc apparaitre de nombreuses collines s'ouvrant sur trois grands bassins versants : le bassin Batha Fitri, le l'Aouk Salamat et le bassin du Batha de Lairi<sup>5</sup>. Les écoulements de ses lacs sont temporaires.

Dans la ville de Mongo on trouve quelques cours d'eaux temporaires et mares pendant la période de crue. Ces derniers permettent à certains cultivateurs et éleveurs de bien améliorer leur activité agropastorale.

Dans la zone de Bitkine, il n'existe pas des cours d'eaux permanentes. Mais cette partie regorge d'importants cours d'eaux temporaires à savoir : cours d'eau Bam-Bam, Bolong et le cours Bagoua. Ces derniers vont se jeter dans le lac Fitri, en période décrue. Il faut noter que ces cours d'eaux favorisent les activités agropastorales dans cette partie de la région.

Enfin, l'on a le département Malgalmé. Cette partie dispose des quelques mares et cours d'eaux temporaires. Ces derniers, ne sont disponibles que pour quelques durée et conditionnée à l'arrivée de grosses pluies pendant les mois de juillet et Aout. Il faut également noter que certains riverains mettent à profit ces cours d'eaux et mares pour l'élevage et maraichage.

Au niveau hydrologique, la région du Guéra dispose de nombreuses nappes qui sont très localisées et d'une importance très variable pour le bien-être de la population.

---

<sup>5</sup> B. Guibert et al, "Potentialités et contraintes du développement rural dans les régions du Tchad Central, Oriental et Méridional (Guéra, Wadi Fira, Ouaddai, Dar Sila, Salamat, Moyen Chari et Mandoul)", Ndjamena, juin 2011, p. 9.

## 1.2- Démographie

Dans les 11,56 millions<sup>6</sup> de tchadiens, la population de Guéra est estimée à 553 795 habitants (RGPH) lors du recensement en 2009, dont 51,8% de femmes. La population est en majorité jeune âgé de 18 ans. Les groupes ethnolinguistiques principaux sont les Hadjaray et les arabes. Il faut noter que les Hadjaray constituent le 66,18% et les Arabes 21, 11%<sup>7</sup>.

La taille moyenne d'un ménage est estimée à 5,2 personnes en milieu rural et de 5,3 dans les zones urbaines de la région. Dans le Guéra<sup>8</sup>, le nombre de ménages est estimé à 106 348, dont 91 557 en milieu rural et 14 991 dans les zones urbaines de la région<sup>9</sup>. Il faut noter aussi que, les populations nomades sont estimées de 15 417 ménages, ce qui fait le 4% de la population du Guéra<sup>10</sup>.

## 1.3- Relief

La région du Guéra ou alors le Nod-Guéra est deuxième zone la plus importante du pays après la région de B.E.T (Borkou, Ennedi et Tibesti). Dans cette zone, le relief va d'un lieu à un autre. Dans la ville de Mongo se trouve la chaîne d'Aboutelfane qui culmine au Mont Guédi à 1.506 m<sup>11</sup> Est de la ville de Mongo. On y trouve des plateaux d'une taille moyenne de 400 à 500 m et formant des zones de transition entre les montagnes et les plaines. Entre les montagnes, existent aussi des vallées qui se transforment en ravins sous l'effet de l'érosion. La ville de Mongo est entourée des chaînes, dont la plus célèbre est nommée "La Reine du Guéra".

Une plus importante partie des chaînes se trouve dans la ville de Bitkine. On trouve plusieurs chaînes de montagnes dont les plus importantes sont : le mont Guéra 1.613 m et le mont Abtouyour<sup>12</sup>. Cette zone de la région est subdivisée en massifs secondaires séparés par des dépressions un peu partout. Ils existent des plateaux d'une taille moyenne de 300 à 400 m qui formant des zones de transition entre les montagnes et les plaines.

---

<sup>6</sup> INSEED-Tchad, statistique-démographique, mars, 2018.

<sup>7</sup> INSEED-Tchad, statistique, 2018.

<sup>8</sup> ATLAS de la "Vulnérabilité", p.12.

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> *Ibid.* p.13.

<sup>11</sup> ATLAS-Guéra 1<sup>ère</sup> parti : "Synthèse régionale", 2013, p.5.

<sup>12</sup> *Ibid.*

Le département de Mangalmé dispose des plus importantes chaînes de montagnes. Cette partie géographique de la région, est constituée de massifs montagneux d'une altitude moyenne se situant entre 400 et 800 m<sup>13</sup>. La zone est entourée des chaînes très vastes subdivisées en un certain nombre de massifs secondaires séparés par des dépressions climatiques, elles sont comblées par des sédiments. Entre les montagnes et les vallées on y trouve de nombreux ravins.

Après avoir présenté le relief de la zone d'étude, l'on va présenter le sol de cette dernière.

#### 1.4- Sol

Le Nord-Guéra dispose des terres les plus cultivables après la partie sud du pays. On trouve des différents types de sol dans chacune des villes de la région.

Dans le département de Bitkine, les sols sont sableux et offrent de bonnes qualités agraires pour les cultures du pénicillaire et d'arachide. On trouve également des sols argileux et argilo-sableuses. Ils sont très ét favorables aux cultures : berbéré, oléagineux et maraîchères. Comme autres types de sol, l'on a les sols hydromorphes qui sont beaucoup plus utilisés pour les cultures du sorgho de décrue et surtout le pâturage<sup>14</sup>.

La ville de Malgalmé quant à elle possède des qualités de terres plus riches dans le domaine agricole. Dans cette partie du pays, on rencontre des sols sableux un peu partout dans la zone. Ces deniers occupent une grande superficie et leur qualité agraire permet la production de l'arachide, du sésame et du sorgho. L'on trouve aussi les sols argileux qu'on localise dans les bas-fonds et vallées. Ils occupent des surfaces très réduites dans la zone<sup>15</sup>. Ces sols sont favorables à la culture du sorgho et conservent longtemps l'eau pour l'élevage et le maraîchage. Dans cette zone, ils existent également les sols sablo-argileux qui s'interposent entre les montagnes et les dépressions. Ils sont favorables pour les cultures de berbéré et les oléagineux.

L'on a le département de Mongo qui regorge des sols sableux. Ces sols occupent une bonne partie de la zone, entre les dépressions et les montagnes. Ils sont Pauvres et ont une qualité agronomique défavorable pour les activités économiques. Néanmoins, ils sont

---

<sup>13</sup> SECADEV, "Rapport principal : étude de faisabilité CVECA", Mongo, septembre 2004, p.46.

<sup>14</sup> H. Gillet, "végétation et sol du centre : feuilles de Mongo-Melfi-Bokoro-Guéra", *Centre de recherches tchadiennes*, N'djaména, 1961, p 5.

<sup>15</sup> *Ibid.* p.7.

favorables à la culture d'arachide et du sésame. L'on rencontre aussi : les sols argileux, dans cette zone. Ces types de sols se trouvent dans les bas-fonds et aux bordures des ravins. Ils sont riches en matières organiques et très favorable pour les activités agraires. Il faut également noter que ces sols sont propices à la culture maraîchère (tomate, légume, tabac etc.) et surtout la culture du sorgho. Dans cette localité, les sols sablo-argileux sont généralement compacts et à forte cohésion<sup>16</sup>. Ces sols sont très riches en matière organique. Ils sont de bonne qualité agraire et permettent diverses cultures : le sorgho rouge et blanc, l'arachide, le sésame, le pénicillaire et la culture maraîchère.

Après avoir présenté les qualités des sols de la région du Guéra, il est judicieux de montrer les activités agricoles dans le Guéra.

### 1.5- Agriculture

Dans la zone de Mongo, l'agriculture reste dominée par la production vivrière avec au centre le sorgho rouge comme principal produit alimentaire. Cette culture constitue l'essentiel des surfaces emblavées. L'arachide et le sésame sont les oléagineux qui accompagnent la production céréalière. Les autres cultures notamment le riz et le maïs, le haricot ne sont produites que pour soutenir les céréales et permettent de combattre la soudure. Elles sont le plus souvent vendues en raison de leur valeur marchande appréciée. Les cultures maraîchères occupent une partie des surfaces cultivables dans la zone. Elles concernent la tomate, le piment, la salade, etc. Leur culture s'étend de novembre à mars. La culture des arbres fruitiers (manguiers, goyaviers, citronniers) est développée à Bardangal (Canton Dajo I)<sup>17</sup>. Aussi on trouve la culture de tabac. Il est pratiquement la seule culture de rente exploitée dans le Canton Migami. Elle est développée par des techniques traditionnelles (houe, hache, faux, couteau etc.). Dans cette partie de la région, la culture attelée n'est pratiquée que par une partie de la population en raison du coût élevé des matériels d'une part et d'autre part d'une vulgarisation très peu intensive. A cela s'ajoutent les techniques rudimentaires et les contraintes naturelles qui empêchent le paysan de respecter le calendrier saisonnier. Ces contraintes sont le retard et l'irrégularité des précipitations.

---

<sup>16</sup> Gillet, "Végétation et sol", p 5.

<sup>17</sup> Guilbert et al, "Potentialisés", p.11.

En ce qui concerne le département de Bitkine, l'on trouve des diverses cultures. L'agriculture est basée sur les produits vivriers destinés à la consommation. Les exploitations se font sous l'autorité du chef de famille. L'on trouve la culture du sorgho et le pénicillaire<sup>18</sup>. L'arachide et le sésame sont généralement produits par les femmes. Ils sont considérés comme les cultures de rente dans la zone à cause de leur valeur marchande. L'arboriculture et le maraîchage sont également beaucoup développés dans cette zone.

Département de Malgalmé, quant à lui, est dominé par la production vivrière comme principal produit alimentaire. La culture de sorgho et les oléagineux occupent une place non négligeable. L'arachide et le sésame aussi sont cultivés partout dans la zone<sup>19</sup>. La culture de haricot, de gombo et du riz sont cultivés par une partie de la population. Il faut également noter que la culture maraîchère telle que la tomate n'est pas très développée dans ce département.

### 1.6- Végétation

La partie Nord-Guéra est presque entourée par les montagnes. Les villages, les champs et les forêts se trouvent au pied de ces dernières. La végétation varie d'un lieu à un autre.

Dans le département de Mongo, La végétation naturelle de la zone est composée des graminées et des ligneux. Dans cette zone la nature est conditionnée par la qualité des sols et la hauteur des pluies. L'on trouve les plantes à savoir *Combretum glutinosum*, *Ziziphus mauritania* (*nabak*). Sur les sols d'arène granitique on trouve le *Croton zamberzicus*, *Khaya senegalensis* dans les vallées ; les acacias dans les zones de dépression, et *Adansonia digitata* (*Hamar*), *Azadirachta indica* (*neem*)<sup>20</sup>.

Dans la zone de Bitkine, la végétation est composée des graminées et une strate de ligneux en arbres et arbustes plus ou moins dispersés. Dans les sols d'arènes granitiques, on rencontre le *Combretum glutinosum*, le *Ziziphus mauritania*; sur les bordures des ravins se trouvent les acacias nilotica, dans la vallée existe le *Khaya Senegalensis*. Dans les vastes plateaux on rencontre les *Tamarindus indica*, *Acacia seyal*, *Acacia nilotica*. Dans la zone urbaine on trouve l'*Azadirachta indica*, le *Terminalia*, le *Phoenix dactylifera*<sup>21</sup>.

<sup>18</sup> SECADEV, "Rapport annuel", p 31.

<sup>19</sup> Guilbert et al, "Potentialisés", p 22.

<sup>20</sup> *Ibid.* p 12.

<sup>21</sup> *Ibid.* p 30.

Dans le département de Mangalmé, l'on rencontre des graminées et des ligneux<sup>22</sup>. Il faut également noter qu'on trouve sur des vastes plaines les épineux dont la famille des acacias est la plus représentée.

Après avoir présenté la végétation de la région du Guéra, il convient de montrer la place de l'élevage.

### **1.7- Elevage**

L'activité pastorale occupe une place de choix après l'agriculture dans le Nord-Guéra. L'on trouve des espèces variées d'une zone à une autre.

La zone ou le département de Bitkine dispose d'important gain dans le domaine pastoral. Les espèces rencontrées dans cette partie sont : les bovins, caprins, ovins et volaille. Les chevaux et les ânes sont aussi très nombreux mais destinés au transport.

Dans le département de Mongo l'élevage est pratiqué dans presque toutes les familles. La volaille est pratiquée par plus de 50% des ménages dans le département<sup>23</sup>. Elle est aujourd'hui quasi inexistante dans le Canton Migami à cause des maladies. Car, seul l'élevage des Caprins paraît florissant. Il occupe une place importante dans l'économie de la zone. Il constitue la forme d'épargne la plus répandue. Les exploitants achètent les jeunes femelles et les gardent pour la reproduction. Certains animaux sont élevés pour le transport et d'autres sont élevés pour leurs valeurs économiques et sociales.

Dans le département ou la zone de Malgalmé, l'élevage met au premier plan, l'exploitation des ovins suivie de celle de la volaille. Les espèces les plus élevées sont les caprins et les bovins. On trouve aussi les équidés. Ils sont les plus nombreux dans le département. Ces derniers sont souvent employés pour le transport. Il faut également noter que le cheptel confère au propriétaire un certain prestige qui l'empêche de vendre ses bœufs. Cependant, l'élevage des camelins n'est pas pratiqué à cause des voleurs<sup>24</sup>.

### **1.8- Faune**

Comme toutes les autres régions du Tchad, la région du Guéra regorge d'importants éléments géographiques parmi lequel la faune. Cette dernière varie d'un milieu à un autre ou d'un département à un autre.

---

<sup>22</sup> Gillet, "Végétation et sol", p 10.

<sup>23</sup> SECADEV, "Rapport annuel", p 44.

<sup>24</sup> *Ibid.* p 45.



Dans La zone de Malgalmé, on rencontre les espèces animales dont les plus fréquents sont entre autres : les singes, les gazelles, les phacochères, les hyènes, les lièvres, les sangliers, les mangoustes et les pintades<sup>25</sup>.

Au département de Bitkine on trouve des espèces très variés. Les espèces les plus rencontrées sont entre autres les singes, les gazelles, les phacochères, les pintades, les lièvres, les hyènes.

L'on a la zone de Mongo. Cette dernière regorge un certain nombre d'espèces animales dont les plus favorables sont les gazelles, les singes, les phacochères, les lièvres, les pintades, les hyènes<sup>26</sup>.

Après avoir démontré la place qu'occupe la faune dans la région, il est judicieux de montrer le climat de la zone d'étude.

### 1.9- Climat

La région du Guéra est située dans la zone sahélo-soudanienne du Tchad. Le département de Mongo a deux saisons, une saison sèche qui s'étend d'octobre à avril et une saison des pluies qui va de mai en septembre. Dans le Nord-Guéra, la pluviométrie varie d'une zone à une autre. Il faut également préciser que cette partie reçoit plus des pluies entre juillet et août.

**Tableau 1 : précipitation annuelle dans le Nord-Guéra**

Départements	Précipitation annuelle en mm	Température varie Mars/Avril/Mai	Température varie Décembre/Janvier
Mongo	624,8 et 659,6 mm	41°c	27°c à 12°c
Bitkine	578,4 mm	42° c	15°c
Mangalmé	415 et 512 mm	42°c	15°c

**Source :** ONDR 2001-2003.

<sup>25</sup> ATLAS-Guéra 1<sup>ère</sup> parti : synthèse, p 11.

<sup>26</sup> SECADEV, ‘‘Rapport annuel’’, p 45.

Après avoir présenté géographiquement la zone d'étude, il convient de présenter la structure du FIDA.

## **2- Présentation des différentes structures du FIDA**

Après la bataille de Solferio avec la création de société de secours par Henry Dunant<sup>27</sup>. Cette société prendra plus tard en 1876 le nom de CICR (Comité International de la Croix-Rouge). Cette dernière, devient la toute première organisation d'aide humanitaire à assister les personnes en situation d'urgence, afin d'améliorer leur condition de vie. C'est dans cette optique que le FIDA était créé dans le souci de promouvoir le développement socio-économique dans le monde rural. Dans cet angle du travail, l'on va présenter l'historique, l'évolution du FIDA, la structure et enfin, les raisons de son implémentation du FIDA dans le Nord-Guéra.

### **2.1- Genèse**

Après la seconde guerre mondiale et ses conséquences désastreuses sur la vie socio-économique dans le monde en général et l'Europe en particulier on assista aux créations des différentes organisations d'interventions parmi lesquelles l'ONU (Organisation des Nations-Unies). Cette dernière a été créée le 26 juin 1945, à Sans Francisco. Elle a pour principale mission, la préservation de la paix, la sécurité internationale et de favoriser la coopération ainsi que le développement durable dans le monde. A cela s'ajoute la lutte contre la pauvreté, la famine, la malnutrition et d'autres fléaux dans le monde rural et urbains. En effet, l'ONU créa de nombreuses institutions spécialisées parmi lesquelles le PAM, FAO, HCR et FIDA. Ces institutions financières interviennent dans les pays membres de l'ONU afin de pouvoir améliorer leur condition de vie socio-économique.

Le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), une agence spécialisée des Nations-Unies, a été l'un des principaux aboutissements de la conférence mondiale de l'alimentation qui s'est tenue en 1974 avec pour but de créer une institution spécialisée afin de lutter contre la famine, la pauvreté et la précarité.

Cette conférence a été organisée par les Nations-Unies en réponse aux crises alimentaires du début des années 1970<sup>28</sup> ; lorsqu'une pénurie de denrées alimentaires a provoqué une vague de famine et malnutrition, principalement dans les pays

<sup>27</sup> D. Henry, *Un souvenir de Selferio*, Lausanne, l'âge de l'homme, 1986, p 163.

<sup>28</sup> FIDA : " Historique du fonds", [www.agtalks.org/fr-FR/web/guest/history/](http://www.agtalks.org/fr-FR/web/guest/history/), consulté le 23 Mai 2021.

sahéliens d’Afrique. Les dirigeants mondiaux ont alors établi que les causes de l’insécurité alimentaire et de la famine n’étaient pas tant des défaillances de la production alimentaire que des problèmes structurels liés à la pauvreté<sup>29</sup>. La situation était aggravée par le fait que la majorité des pauvres du monde en développement vivaient en milieu rural. Le continent noir est un exemple concret, car les pays tel que le Tchad et le Niger présentent le nombre significatif de pauvreté que d’autres pays. Cela s’explique par le mauvais ordre climatique et pluviométrique dans ces zones.

Cependant, pour remédier à cette situation désastreuse, l’ONU décida de créer les institutions humanitaires ou les agents autonomes liés à elle, par des accords spéciaux afin de pouvoir sauver les pays victimes en apportant une assistance significative. En réponse à ces défis complexes, il a été décidé qu’il faudrait créer immédiatement un Fonds de Développement Agricole pour financer des projets agricoles principalement axés sur la production alimentaire dans les pays en développement. Le fonds fournit des moyens financiers, logistique voire dans tous les domaines d’interventions. Le FIDA est la seule institution financière de l’ONU qui intervient dans le monde rural. Pour atteindre ses objectifs, il finance des projets et programmes visant expressément à créer, développer ou améliorer les systèmes de production alimentaire et à renforcer les politiques et institutions connexes. En 1977, trois ans après la conférence de Rome, le FIDA (Fonds Internationale du Développement Agricole) a été créée en tant qu’institution financière internationale<sup>30</sup>. Depuis lors, les projets financés par le FIDA ont bénéficié à des millions de personnes.

Pour finir, l’on peut dire que, c’est dans le but de résoudre les problèmes auxquels fait face le monde entier après la deuxième guerre universelle que les différentes institutions spécialisées des Nations-Unies parmi lesquelles le FIDA ont été créés. Cette dernière a pour mission de financer les projets dans tous le continent, afin d’éradiquer la pauvreté, la malnutrition, la faim dans le monde rural. Le fonds depuis sa création en 1977 à Rome jusqu’à nos jours a connu des mutations significatives dans ces objectifs d’interventions grâce à ces différents cadres stratégiques de développement.

## **2.2- Évolution**

Depuis sa création en 1977 à Rome jusqu’à nos jours, le FIDA a connu plusieurs stratégies et politiques de développement qui ont marqué son évolution. Cette dernière se

---

<sup>29</sup> FIDA : “ Historique du fonds”, [www.agtalks.org/fr-FR/web/guest/history/](http://www.agtalks.org/fr-FR/web/guest/history/) consulté le 23 Mai 2021.

<sup>30</sup> *Ibid.*

manifeste grâce aux différents cadres stratégiques adoptés sur le plan international, national, régional et sous régional. Ces cadres stratégiques s'intéressent aux politiques de développement pour atteindre leurs différentes missions dans les zones rurales. Par conséquent, elles sont appliquées souvent à moyen terme. Cela dit, pour une durée de 5 à 7 ans.

En effet, dans les années 80 et 90<sup>31</sup>, l'évolution du fonds a été marquée par les plus importants de ses objectifs qui étaient de booster la proportion de la population mondiale dont les AGR (Activité Génératrice de Revenus) est inférieur à 1 Dollar par paysan dans la zone rurale et la lutte contre les obstacles auxquels elle se heurte. En ce moment, les stratégies du FIDA sont universelles. Autrement dit, applicables pour les continents qui sont entre autres l'Afrique, l'Asie et l'Amérique.

De 2000 à 2006<sup>32</sup>, on assiste à une évolution significative du FIDA dans sa vision grâce à la nouvelle politique proposée par le conseil d'administration. Dans ce cadre stratégique le fonds a mis sur pieds trois objectifs pour la promotion socio-économique des personnes vulnérables voire application sur le plan régional. Cela dit, pour le Proche-Orient, pour l'Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest, Afrique Centrale, l'Afrique Orientale et Australe, l'Asie, le Pacifique, l'Amérique Latine et les Caraïbes, l'Europe Centrale et Orientale et enfin les nouveaux Etats indépendants.

1. Le premier objectif concerne le capital humain et social est celui de renforcer les capacités des ruraux pauvres aussi que leurs organisations ;
2. Le deuxième relatif aux moyens de production celui-ci est d'assurer un accès plus équitable aux ressources naturelles productives et à la technologie ;
3. Le troisième visant les actifs financiers et les marchés est d'élargir l'accès des pauvres aux services financiers et aux marchés et enfin œuvrer pour que les ruraux se libèrent de la pauvreté<sup>33</sup>.

Ces différents objectifs entrepris par le FIDA marquent une nouvelle vision pour la promotion du développement rural. Pour réaliser ses différentes missions, le FIDA travaille en partenariat avec les ONG et Associations locales, afin de pouvoir atteindre les résultats escomptés et aussi d'éliminer la pauvreté en zone rurale.

---

<sup>31</sup> A. FIDA, "Cadre stratégique du FIDA pour 2002-2006 : œuvré pour que les ruraux pauvres se libèrent de la pauvreté", Rome, Décembre 2001, p. 12.

<sup>32</sup> *Ibid.* p. 13.

<sup>33</sup> A. FIDA, "Cadre stratégique du FIDA", p. 13.

Après le cadre stratégique qui a impacté positivement l'action du FIDA, une nouvelle politique ou nouvelle stratégie de développement voit le jour. De 2007-2010<sup>34</sup> le fonds développe d'autres instruments pour mieux s'acquitter à son mandat et utiliser des nouvelles stratégies, afin de capitaliser sa contribution à la réduction de la pauvreté rurale.

En effet, l'organisation prend acte du changement social et l'évolution de la pauvreté au niveau mondial. La nouvelle politique d'aide au développement, et de répondre aux besoins socio-économique que fait face le monde rural à travers l'réorientation politique, afin d'offrir une meilleure condition. Pour cela, le FIDA a solidifié sa coopération avec les différents partenaires en matière de développement dans les zones cibles. Il faut savoir que pendant cette période, le FIDA menait ses activités au niveau national qu'ailleurs. Les objectifs stratégiques sont :

1. Améliorer les techniques agricoles et les services de production efficaces, qui va permettre aux populations rurales d'accroître leur productivité ;
2. Une large gamme de services financiers, qu'ils pourront utiliser pour les besoins de leurs activités productrices et leur famille ;
3. Des processus locaux et nationaux d'élaboration des politiques et programmation, auxquels leur participation doit être garantie ;
4. Des possibilités d'emploi extra-agricole et de création d'entreprise en milieu rural, qu'ils pourront effectivement exploiter et enfin œuvrer pour que les ruraux se libèrent de la pauvreté<sup>35</sup>.

Ces différentes mesures misent sur pieds par le FIDA présentent une nouvelle politique de développement à moyen terme, afin de pouvoir aider les pauvres ruraux à se libèrent de la pauvreté et être autonome. Le fonds privilégie les partenaires nationaux aux partenaires mis en place par la communauté internationale.

Après 3 décennies de lutte contre la pauvreté, la famine, l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans le monde rural, le conseil d'administration avait

---

<sup>34</sup> A. FIDA, "Cadre stratégique du FIDA de 2007-2010 : œuvre pour que les ruraux se libèrent de la pauvreté", Rome, décembre 2006, p 4.

<sup>35</sup> A. FIDA, "Cadre stratégique du FIDA de 2007-2010", p. 9.

voté un nouveau cadre stratégique du FIDA 2011-2015<sup>36</sup>. C'est une politique à moyen terme. Ce dernier va apporter une nouvelle vision sur le mandat du FIDA. Cette politique œuvre pour que les populations rurales pauvres améliorent leur sécurité alimentaire, leur nutrition, augmenter leurs revenus et renforcer leur capacité de résistance. Car, on assiste à une évolution significative du FIDA dans sa politique de développement.

En effet, dans un contexte mondial en évolution, où les populations rurales pauvres sont confrontées à des occasions inédites et à de nouveaux défis. Pour cela, le FIDA avait adopté des nouveaux mécanismes d'actions, afin d'avoir un impact significatif et plus durable pour s'acquitter de son mandat. L'on assiste à un changement radical pendant cette période. Ce dernier se manifeste par les politiques suivantes :

1. Une base de ressources naturelles et d'actifs économiques à l'intention des populations rurales, femmes et hommes, plus résistante au changement climatique, à la dégradation de l'environnement et à la transformation des marchés ;
2. Un accès aux populations rurales à des services susceptibles de réduire la pauvreté et d'améliorer la nutrition, d'augmenter leurs revenus et de renforcer leur capacité de résistance dans un environnement évolutif ;
3. Aider les pays à appliquer à plus grande échelle les opérations couronnées de succès appuyées par le fonds ;
4. Renforcer la capacité des institutions financières d'offrir à toutes les populations rurales pauvres une vaste gamme de services et améliorer la viabilité et la résilience environnementale de l'agriculture paysanne<sup>37</sup>.

Ici, il est important de retenir que ce cadre stratégique du FIDA a donné une nouvelle vision sur le mandat de l'institution. Le FIDA avait redoublé d'efforts afin d'affiner son impact dans le monde rural.

Le cadre stratégique 2016-2025<sup>38</sup> marque la plus importante métamorphose du FIDA. C'est une période pendant laquelle il y a lieu d'être optimiste, vu les progrès accomplis depuis l'établissement des Objectifs du Millénaire pour le Développement

---

<sup>36</sup> A. FIDA, "Cadre stratégique du FIDA 2011-2015 : œuvrer pour que les populations rurales pauvres améliorent leur sécurité alimentaire et leur nutrition, augmentent leurs revenus et renforcent leur capacité de résistance", Rome, Mai 2011, p. 5.

<sup>37</sup> A. FIDA, "Cadre stratégique du FIDA 2011-2015", p. 8.

<sup>38</sup> A. FIDA, "Cadre stratégique 2016-2025 : favoriser une transformation inclusive et durable du monde rural", Rome, décembre 2015, p. 7.

(ODM). Car, elle trace les grandes lignes qui guideront l'action du fonds. Le FIDA tient compte de l'évolution de l'environnement mondial et à même temps de jouer un rôle de premier plan en faveur d'une transformation inclusive et durable du monde rural. L'organisation s'est inscrite dans l'Objectif du Développement Durable 2030 (ODD).

En effet, les stratégies du FIDA sont orientées inclusivement dans la promotion agricole et la lutte contre le changement climatique. L'on a :

- 1- Renforcer les capacités productives des populations rurales à l'échelle mondiale ;
- 2- Accroître les avantages que les populations rurales pauvres tirent de leur intégration au marché ;
- 3- Renforcer la variabilité environnementale et accroître la résilience au changement climatique des activités économiques des populations rurales pauvres<sup>39</sup>.

De tout ce qui précède, l'on retient que depuis sa création en 1977 à Rome jusqu'à nos jours, le FIDA a connu une évolution significative grâce à ses différents cadres stratégiques. Ces derniers mettent à profit le mandat du FIDA, afin d'atteindre les différents objectifs entrepris dans le monde. Pour atteindre les résultats escomptés le fonds travaille avec l'aide des partenaires internationaux, nationaux et locaux.

### **2.3- Organigramme du FIDA**

Étant une structure universelle des Nations-Unies, le FIDA dont le but est d'assister les pays en difficultés, est un partenariat unique réunissant des membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), certains pays en développement et des pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE). La collaboration au niveau mondial, régional, national et local est donc essentielle à son action. En effet, pour le bon fonctionnement de cette structure, afin de pouvoir atteindre les objectifs envisagés, le FIDA à sa tête un président du conseil d'administration, sous la surveillance de celui-ci. Le conseil des gouverneurs, organe suprême composé des représentants des Etats membres, se réunit annuellement.

---

<sup>39</sup> A. FIDA, "Cadre stratégique 2016-2025", p. 10.

Les organes le plus important du FIDA sont entre autres : les Etats membres ; le conseil d'administration, la direction et le conseil des gouverneurs :

➤ **Direction du FIDA**

Le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) à sa tête un président qui préside le Conseil d'administration, il est responsable de la direction générale du Fonds<sup>40</sup>. Ce dernier possède le pouvoir de prendre les plus importantes décisions. Il est choisi par les Etats membres de l'organisation pour un mandat de quatre ans, renouvelable une fois.

Comme toute autre organisation, le FIDA est dirigé par le bureau de la présidence et de la vice-présidence<sup>41</sup>, dont dépendent des départements chargés des opérations financières, des services institutionnels, des différentes stratégies de développement et des savoirs, et de la gestion des programmes annuels de la structure. Il est essentiel de citer les différents présents du FIDA depuis sa création à nos jours sur le tableau ci-après :

**Tableau 2: liste des présidents du FIDA depuis la création à nos jours**

Nom et prenons	Périodes	Nationalité
Abdelmuhsin Al-Sudeary	1977-1984	Royaume d'Arabie saoudite
Idriss Jazairy	1984-1993	Algérienne
Fawzi Al-Sultan	1993-2001	Etat du koweit
Lennard Bage	2001 à 2009	Royaum de Suède
Kanayo F.Nwanze	2009 à 2017	Nigérienne
Gilbert Hougbo	2017 à nos jours	Togolais

Source : FIDA “élection présidentielle du FIDA”, Rome, le 24 septembre 2020<sup>42</sup>.

Ce tableau présente les différents présents qui ont été élu à la tête du FIDA depuis 1977 à nos jours. Il montre également que l'organisation avait eu à sa tête de présidents de différentes nationalités. Cela dit que le président est élu démocratiquement car, le FIDA

<sup>40</sup> FIDA : “Organigramme du fonds”, <https://www.ifad.org/fr/web/guest/executive-bord/>, consulté le 17 Mai 2021.

<sup>41</sup> *Ibid.*

<sup>42</sup> FIDA “élection présidentielle du FIDA”, Rome, le 24 septembre 2012, consulté le 10 février 2022.



est une institution internationale. L'on voit que tous présidents élus avaient brigué au moins deux mandats à la tête du FIDA.

### ➤ **Conseil des gouverneurs**

Quant au conseil des gouverneurs, il est le principal organe chargé de prendre toutes les décisions au sein de l'institution. Cet organe, englobe tous les Etats membres du FIDA qui sont les bailleurs des fonds et tient une session annuelle, à laquelle participent tous les représentants officiels des Etats membres, à savoir les gouverneurs, leurs suppléants et tout conseiller désigné par les pays membres pour les présentés. Des observateurs sont aussi invités à assister à cette session, afin de pouvoir prendre les décisions pour les réalisations des différentes politiques en matière de lutte.

En effet, le conseil des gouverneurs dispose des pouvoirs significatifs au sein de l'organisation. Il a les pouvoirs de trancher si le FIDA est dévolu au Conseil des gouverneurs, il statue sur des sujets tels que l'approbation des nouveaux membres, la nomination du président du FIDA, les affaires touchant au siège permanent du FIDA, l'approbation du budget administratif et l'adoption de politiques de développement, des critères et de règlements d'ordre général. Ces différentes taches montrent son rôle significatif dans le fonctionnement du FIDA.

Ici, pendant des différentes sessions de l'organisation, la présidence du conseil des gouverneurs est assurée par le président du bureau du conseil des gouverneurs. Le bureau comprend un président et deux vice-présidents désignés pour un mandat de deux ans et représentant chacune des trois listes des Etats membres du Fonds.

Il est important de noter que le Conseil des gouverneurs dispose d'un "bureau du Conseil des gouverneurs". L'article 12 du règlement intérieur du Conseil des gouverneurs stipule que : "tous les deux ans, le Conseil des gouverneurs élit, parmi les gouverneurs qui le composent, un bureau constitué par le président et deux vice-présidents, qui restent en fonction pendant deux ans et conservent leur poste jusqu'à l'élection de leurs successeurs"<sup>43</sup>.

Il faut noter que le bureau actuel du Conseil des gouverneurs, élit à la quarante et unième session du Conseil en 2018, comprend le président des Pays-Bas, et les deux vice-présidents, respectivement d'Argentine et d'Indonésie.

---

<sup>43</sup> FIDA : "Le conseil d'administration du fonds", <https://www.ifad.org/fr/web/guest/executive-board>, consulté le 24 Mai 2021.

### ➤ **Le conseil d'administration**

D'emblée, le conseil d'administration est le deuxième organe directeur du FIDA après le Conseil des gouverneurs. Il joue un rôle essentiellement déterminant dans la prise de décisions au sein du FIDA. Ce dernier, comprend 18 membres élus et 18 suppléants<sup>44</sup>. La présidence des sessions du conseil d'administration est assurée par le président du FIDA.

En effet, le conseil d'administration vu le rôle significatif qu'il joue dans l'institution, il a le plein pouvoir de décider du programme du travail annuel dans l'institution, d'approuver les différents projets établis, de tous les programmes et dons à accorder aux pays en difficultés, et d'adopter ou recommander (sous réserve de l'approbation du conseil des gouverneurs) toute décision visant les questions de politique, le budget administratif annuel de l'organisation, les demandes d'adhésion et la dotation en personnel du fonds<sup>45</sup>.

Les membres et les suppléants sont élus au sein de leur listes et sous-listes respectives, pour un mandat de trois ans, et soumis à l'approbation du conseil des gouverneurs :

- Liste A (à l'origine Catégorie I)
- Liste B (à l'origine Catégorie II)
- Liste C (à l'origine Catégorie III) et au sein de la Liste C :
  - Sous-liste C1 pour les pays d'Afrique (50 pays).
  - Sous-liste C2 pour les pays d'Europe, d'Asie et du Pacifique (55 pays).
  - Sous-liste C3 pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes (32 pays)<sup>46</sup>.

Cependant, les membres et les suppléants du conseil d'administration représentent les autres membres dans leurs listes respectives. Le nombre total de voix au conseil dépend du nombre de membres et de contribution, et correspond aussi au nombre total de voix de

---

<sup>44</sup> FIDA : “ Le conseil d'administration du fonds”, <https://www.ifad.org/fr/web/guest/executive-board>, consulté le 24 Mai 2021.

<sup>45</sup> *Ibid.*

<sup>46</sup> *Ibid.*

<sup>46</sup> *Ibid.*

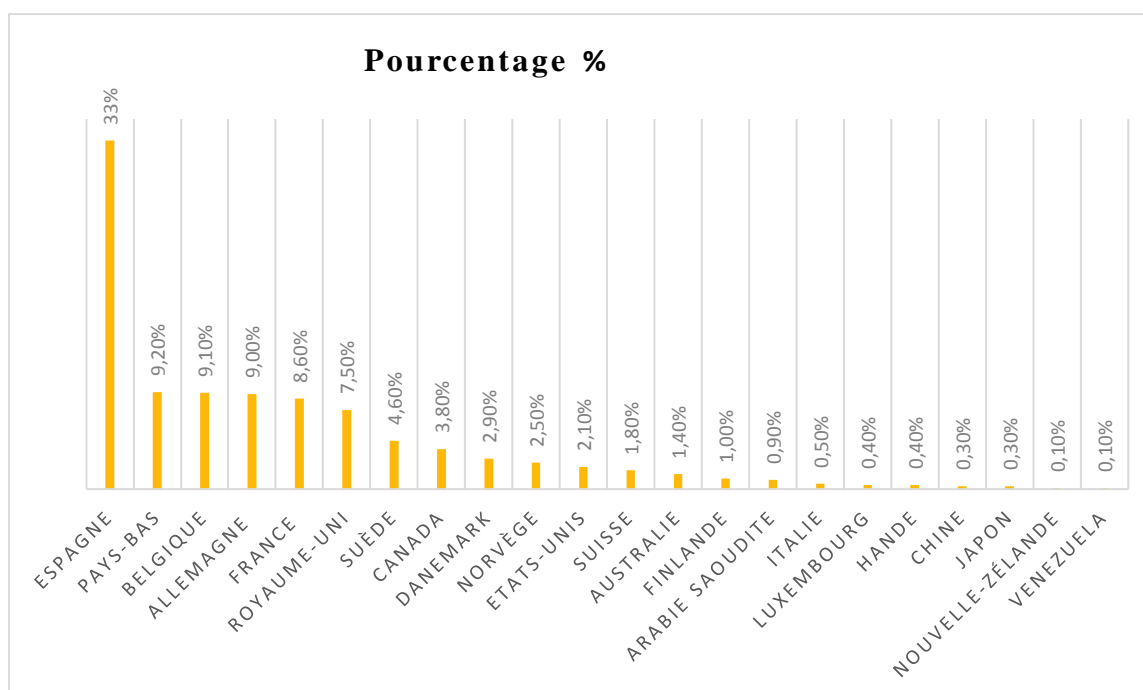
tous les Etats membres<sup>47</sup>. L'on va présenter la liste des pays contributeurs des programmes FIDA dans le tableau ci-après :

**Tableau 3: Bilan du cofinancement des Etats membres donateurs des projets FIDA de 1978 à 2015**

Etats donateurs	Montants en millions dollars	Pourcentage %
Espagne	357,4 millions dollars	33%
Pays-Bas	98,6 millions dollars	9,2%
Belgique	96,9 millions dollars	9,1%
Allemagne	96,1 millions dollars	9,0%
France	91 millions dollars	8,6%
Royaume-Uni	80,6 millions dollars	7,5%
Suède	48,9 millions dollars	4,6%
Canada	40,1 millions dollars	3,8%
Danemark	31,1 millions dollars	2,9%
Norvège	26,9 millions dollars	2,5%
Etats-Unis	22,2 millions dollars	2,1%
Suisse	18,8 millions dollars	1,8%
Australie	15,1 millions dollars	1,4%
Finlande	10,6 millions dollars	1,0%
Arabie saoudite	10,0 millions dollars	0,9%
Italie	5,3 millions dollars	0,5%
Luxembourg	4,6 millions dollars	0,4%
Hande	4,1 millions dollars	0,4%
Chine	3,0 millions dollars	0,3%
Japon	2,9 millions dollars	0,3%
Nouvelle-Zélande	1,5 millions dollars	0,1%
Venezuela	0,7 millions dollars	0,1%

**Source :** FIDA : système de projets d'investissement et de dons, consulté le 7 février 2022.

<sup>47</sup> FIDA : “ Le comité d'évaluation du FIDA ”, <https://www.ifad.org/fr/web/guest/executive-bord>, consulté le 8 Juin 2021.

**Graphique 1: Bilan de cofinancement par les Etats membres donateurs des projets**

**Source :** graphique réalisé à partir du tableau ci-haut.

Ce graphique montre le pourcentage de la contribution des principaux donateurs du FIDA, pour la réalisation des projets et programmes d'assistance humanitaire dans le monde rural de 1978 à 2015. L'on constate qu'à leur tête se place la Espagne avec une contribution significative jusqu'à hauteur de 33%, suivi du Pays-Bas avec 33%. Ces cofinancements avaient pour but la promotion rurale dans le monde. L'Espagne est en tête non seulement elle est l'une fondateur du FIDA mais également ses investissements touchent particulièrement le domaine d'agriculture paysanne axée sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. A cela s'ajoute qu'en 2010, l'Espagne a appuyé la création du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire. Elle accorda un prêt de 285,5 millions d'euros et don de 14,5 millions d'euros qui ont permis au FIDA d'accorder des financements supplémentaires à 24 pays membres de l'institution<sup>48</sup>.

Le président du FIDA est aussi président du conseil d'administration. En effet, à sa soixante dix-huitième session, une nouvelle politique est mise en place par le conseil d'administration qui stipule qu'après chaque rapport d'évaluation des travaux effectués au

<sup>48</sup> FIDA, "donateurs du FIDA", <https://www.ifad.org/fr/W/membre/espagne>, consulté le 02 août 2022.

sein de chaque pays bénéficiers, le directeur d'évaluation doit rendre compte au directeur du conseil d'administration. Il faut noter que le conseil siège trois fois par ans, en Avril/Mai et Septembre. La réunion est fixée par le conseil d'administration.

### ➤ **Comité d'évaluation**

Le comité d'évaluation est un organe subsidiaire du conseil d'administration, qui seconde celui-ci dans l'exercice de ses fonctions relatives aux travaux d'évaluation du Fonds, exécutant des examens approfondis des différentes évaluations indépendantes et auto-évaluation, mais aussi des politiques stratégiques et méthodes du bureau indépendant de l'évaluation (IOE)<sup>49</sup>. Ce dernier a la tâche d'examiner les rapports d'évaluation sélectionnés, et lui propose des évaluations à inscrire au programme de travaux annuel de l'IOE.

Cependant, le Comité est également reparti par membre comme au Conseil d'administration, afin d'accomplir leurs tâches. Le Comité comprend neuf membres issus des 36 membres du Conseil d'administration : c'est-à-dire que quatre de la Liste de catégorie A ; deux de la catégorie B et trois de celles de catégorie C. Les membres du Comité sont nommés par le président pour un mandat de trois ans non renouvelable, après approbation du Conseil, et la présidence revient de façon permanente aux Listes B et C<sup>50</sup>.

Le Comité est organisé différemment, il se réunit officiellement quatre fois par an : une fois en octobre pour examiner le programme du travail et le budget d'IOE ; ceci avant chacune des trois sessions du Conseil d'administration. Souvent le Comité organise des réunions d'urgences en cas de nécessité.

Pour chuter, le monde en général et le Tchad en particulier a été victime de crises d'ordre politique, alimentaire et économique. Le Nord-Guéra particulièrement, en est victime depuis quelques décennies. Pour y remédier à cette crise, le FIDA qui est une institution financière des Nations-Unies ayant pour objectif d'éradiquer la famine et la pauvreté dans les zones rurales décida d'intervenir au Tchad. Le FIDA signa un accord avec le gouvernement tchadien, afin d'aider la population du Guéra en finançant des projets pour promouvoir le développement socio-économique dans cette partie du pays.

---

<sup>49</sup> FIDA., “ Le comité d'évaluation du FIDA”, <https://www.ifad.org/fr/web/guest/executive-bord->, consulté le 8 Juin 2021.

<sup>50</sup> *Ibid.*

L'on va présenter non seulement les objectifs mais également les raisons de l'implantation de l'institution dans le Nord-Guéra.

## **II- OBJECTIFS/MANDAT ET LES MOBILES DE L'IMPLANTATION DU FIDA**

Le FIDA comme toutes les autres organes des Nations-Unies a des missions essentiellement importantes, afin d'atteindre les résultats escomptés. Ce pourquoi dans ce paragraphe l'on va présenter les objectifs du FIDA dans le Nord-Guéra et les mobiles socio-économiques de l'implémentation du FIDA dans le Guéra.

### **1- Les objectifs du FIDA dans le Nord-Guéra**

Avec la croissance démographique dans le monde, la famine et la pauvreté sont devenues un enjeu de plus en plus préoccupant aux yeux de la communauté internationale. Pour y relever les défis et sauver l'humanité que la conférence mondiale sur l'alimentation en 1974 à Rome fut tenue dans le but de trouver des solutions envisageables, afin de faire face à cette crise alimentaire dans le monde en général et le Nord-Guéra en particulier. Au cours de cette conférence qu'on a décidé de créer le FIDA en 1977 à Rome.

Dès cet instant, le FIDA se donne pour objectif de financer les initiatives agricoles menées par les paysans et les associations des pays victimes. Dans le souci d'atteindre ses objectifs, l'organisation contribue à l'amélioration des conditions de vie des populations cibles. L'organisation se fixe comme principal objectif de mobiliser et de fournir à des conditions de faveur des ressources financières supplémentaires pour la croissance du milieu agricole des Etats membres en développement. Les capitaux sont débloqués pour financer les différentes initiatives des agriculteurs ; en leur fournissant des prêts à petite échelle. L'ultime objectif du FIDA étant d'éliminer la famine et la pauvreté dans le Guéra précisément.

Après avoir montré les différents mandats du fonds, il convient d'étayer les raisons de son implantation dans la région du Guéra.

### **2- Les fondements socio-économiques de l'implantation du FIDA**

Le Tchad a été victime de plusieurs secousses politiques, économiques, sociales et certaines d'ordre naturel ayant entraîné sa chute. Pour sortir de cette situation difficile, le gouvernement tchadien signa des accords avec les institutions financières parmi

lesquelles le FIDA, afin d'en bénéficier d'aide financière pour sauver la population en générale et celle du Nord-Guéra en particulier.

Le Tchad couvrant 1284 000 Km<sup>2</sup> entre le Niger, Cameroun, RCA, Nigéria et le Soudan, est un pays du sahel sans accès à la mer dont la moitié du nord est désertique<sup>51</sup>. Depuis son indépendance l'évolution politique et sociale est marquée par les coups d'Etats et les guerres civiles de 1976 et 1984<sup>52</sup>; troubles civiles provoquant des déplacements de population. Ces maux ont eu un incident démographique notable dans le Guéra. A cela s'ajoute les facteurs épisodes significatifs dû à des catastrophes naturelles telles que : la sécheresse, les aléas pluviométriques, tantôt déficitaires, tantôt excédentaires. Cette irrégularité des pluies dans cette région a eu d'impacts significatifs sur les ressources naturelles qui se traduisent par une diminution importante du couvert végétal, une dégradation des sols et sans oublier les redoutables famines de 1984-1985<sup>53</sup> ; ayant ravagé la région du Guéra. Ces derniers, poussèrent la population de cette région à migrer vers le sud du pays. Cela est dû à la famine chronique, les maladies et autres maux qui minèrent la population du Nord-Guéra.

En effet, la population tchadienne est très jeune : plus de la moitié des habitants ont moins 15 ans, et seulement 4% de la population a plus de 60 ans<sup>54</sup>. Cette dernière, migrait vers le sud du pays, plus adapté à l'agriculture.

Cependant, dans le centre du pays (la région du Guéra), où le FIDA est situé depuis 1991 jusqu'à nos jours, les populations rurales pauvres doivent faire face au manque d'infrastructures, à la faiblesse des précipitations et aux aléas climatiques. Des invasions de ravageurs s'ajoutent aux problèmes d'érosion des sols et de désertification qui menacent le secteur agropastoral dans cette partie. Elles se manifestent souvent par l'absence des activités agropastorales et aux manques des technologies qui empêche le développement de ce secteur. L'accroissement de la pression sur les ressources naturelles dans le Guéra accélère le phénomène de migration des autochtones et provoque souvent des conflits intercommunautaires entre les agricultures et éleveurs.

---

<sup>51</sup> Unicef, "Analyse de facteurs de conflits, de catastrophe", p. 11.

<sup>52</sup> Buijtenhuijs, *Le FROLINAT et les guerres civiles*, p.47.

<sup>53</sup> D, Seli, "De connexions identitaires post-conflit : les Hadjaray du Tchad face à la mobilité et aux technologies de la communication", Thèse Doctorat en *Leiden University*, 2013, p. 79.

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 3.

Au Tchad, après la dévaluation du franc CFA en 1994 et la chute de prix du pétrole en 2008, le pays fut face aux séquelles socio-économiques et politiques. En effet, la sécheresse poussa les ménages agricoles à migrer vers d'autres régions offrant des conditions plus favorables à leurs bétails. Le manque d'accès aux services de financement rural empêche aussi les paysans pauvres de pouvoir créer d'autres sources de revenus potentiels ou d'améliorer leur productivité agropastorale<sup>55</sup>. Les services publics au développement du Guéra ont été affaiblis et peu efficace pour assurer la survie de la population concernée. Dès lors, il n'existe aucune institution financière internationale et locale afin d'améliorer les conditions économiques de la région. Les revenus économiques dans cette partie sont focalisés sur l'agriculture traditionnelle et les agriculteurs ne cultivaient qu'un hectare par saison. Pour preuve, il existe un manque de mains-d'œuvre significatives et le faible taux de productivité de revenus économiques dans tous les secteurs (élevage, agricole et microcrédit).

Au Tchad, depuis 1991 dans le Guéra, le fonds fournit aux ruraux femmes et hommes, les ressources nécessaires pour accroître le développement économique ou alors AGR (Activité Génératrice de Revenus) des populations<sup>56</sup>. Le Fonds International du Développement Agricole (FIDA) avec son Programme d'Options Stratégiques pour les Pays (COSOP), a deux grands objectifs dans le Tchad en général et la région du Guéra en particulière à savoir :

1-améliorer l'accès à l'eau et favoriser la gestion durable des ressources hydriques ; le FIDA se concentre sur l'amélioration de la gestion des ressources naturelles, et surtout de l'eau, parce que c'est la clé des moyens de subsistance des populations et en même temps le seul facteur du développement agricole et pastorale.

2-améliorer l'accès aux marchés des produits et d'intrants agricoles dans les filières ou les ruraux pauvres ont un avantage comparatif<sup>57</sup>.

Dans le cadre de ce chapitre, il était question de présenter la zone d'étude, du FIDA et les fondements de l'implémentation du FIDA dans le Nord-Guéra. Toutefois, il

---

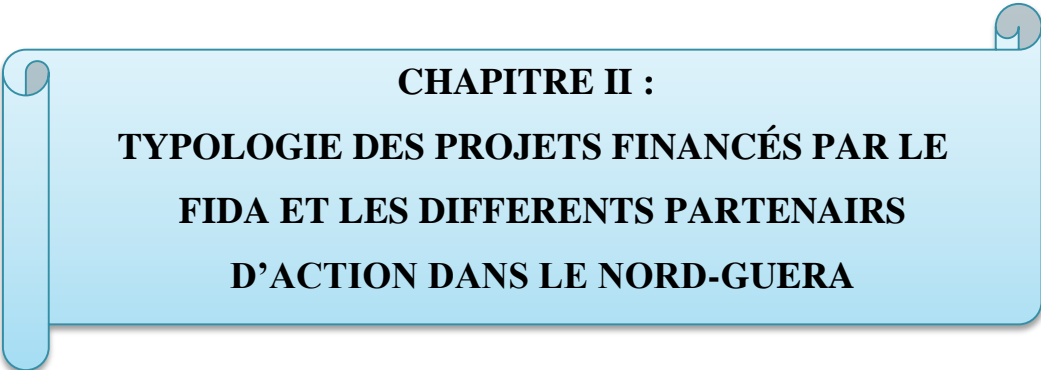
<sup>55</sup> FIDA, "Projet PSANG I", <https://www.ifad.org/en/web/ioe/-/evaluation-intermediaire-du-projet-de-securite-alimentaire-au-nord-guera-psang-phase-1-1999->, consulté le 03 décembre 2021.

<sup>56</sup> *Ibid.*

<sup>57</sup> *Ibid.*



faut que le Nord-Guéra soit une zone favorable aux activités agropastorales par excellence. Le FIDA a été créé en 1977 à Rome et qui a pour mission d'éradiquer la famine et la pauvreté dans les zones rurales. Le Nord-Guéra fait face aux multiples crises socio-économiques, qui sont souvent causées par des facteurs humains et naturels. Ce qui a favorisé l'arrivée du FIDA en 1991, afin d'assister les populations vulnérables et offrir une meilleure condition de vie à travers les financements de projets ou alors des programmes. Ces derniers ont la base sous-tend les réflexions du chapitre suivant.



**CHAPITRE II :**  
**TYPOLOGIE DES PROJETS FINANCÉS PAR LE**  
**FIDA ET LES DIFFERENTS PARTENAIRES**  
**D’ACTION DANS LE NORD-GUERA**

Dans le deuxième chapitre de ce travail de recherche, l'on va présenter les différents projets entrepris par FIDA dans la région du Guéra en général et le Nord-Guéra en particulier. Comme l'indique sa mission, l'organisation a pour mandat de financer des programmes et projets, afin d'éradiquer la famine et la pauvreté dans les zones rurales dans le monde. L'institution a pour cible les personnes diminuées, les femmes veuves. Ce travail est subdivisé en deux grandes parties. Cela dit, l'on va présenter les différents projets entrepris par le FIDA entre 1991 et 2021 (I) et également montrer les différents partenaires financiers et d'exécutions du FIDA dans les réalisations de ses activités dans le Nord-Guéra (II).

### **I- LES TYPOLOGIES DES PROJETS ENTREPRIS PAR LE FIDA DE 1991 A 2021**

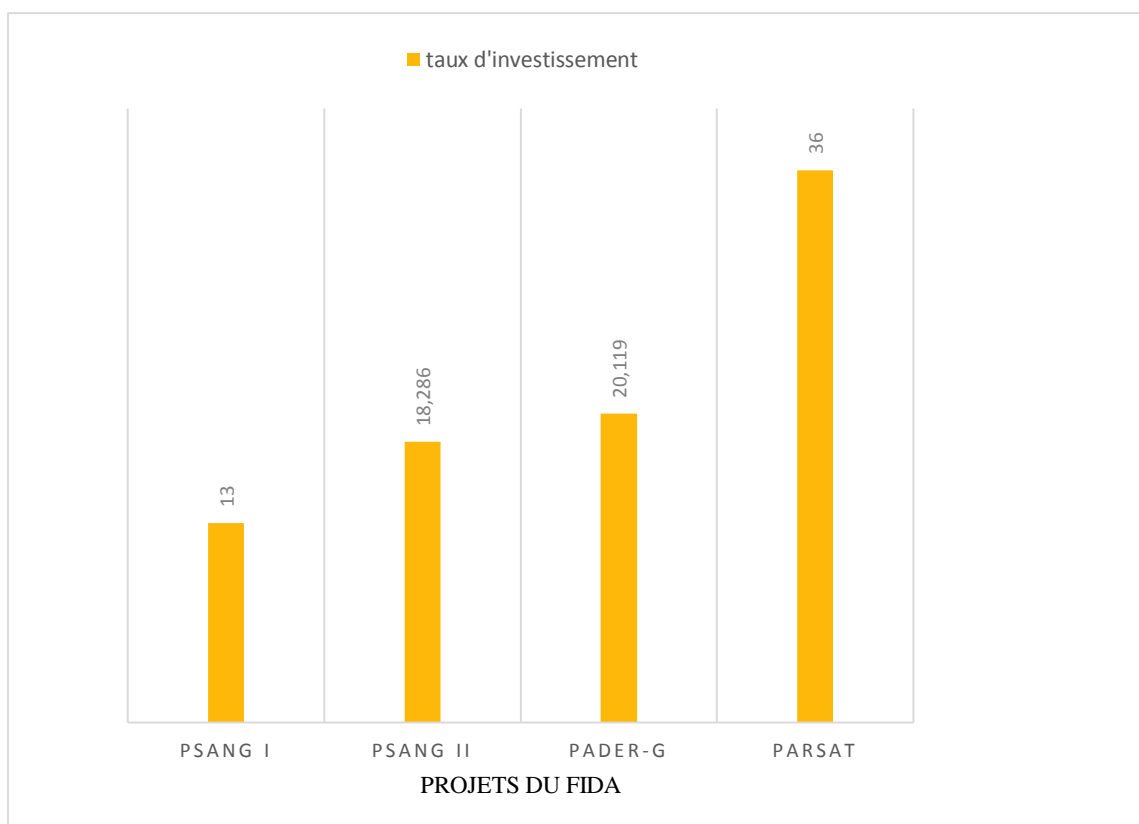
Dans cette partie, il est question de présenter les différents projets mis en place par le fonds, afin de lutter contre les fléaux qui minent le secteur socio-économique dans le Nord-Guéra au Tchad. L'on va présenter le projet PSANG I, PSANG II, PADER-G et enfin, le projet PARSAT dans la promotion du développement socio-économique du Nord-Guéra.

**Tableau 4: récapitulatif des projets financés par le FIDA de 1991 à 2021**

<b>Nom du projet</b>	<b>Début du projet</b>	<b>Achèvement</b>	<b>Cout de financement en dollars</b>
PSANG I	1991	1999	13 Millions
PSANG II	2001	2009	18,286 Millions
PAD ER-G	2007	2012	20,119 Millions
PARSAT	2016	2021	36 Millions

**Source :** tableau réalisé à partir des rapports principaux de projets financés par le FIDA au Tchad.

**Graphique 2: Diagramme en bâton présentant les projets financés par le FIDA dans entre 1991 et 2021 dans le Guéra**



**Source :** réalisé à partir du tableau de récapitulatif des projets financés par le FIDA entre 1991 et 2021.

Ce Graphique, présente les différents coûts du financement du FIDA dans la région du Guéra en général et la partie Nord-Guéra en particulière depuis 1991 jusqu'à 2021. L'on constate une augmentation significative du fonds après chaque projet, afin de répondre aux besoins socio-économique des populations. Le projet PARSAT est en tête car, se fut un projet qui intervient au-delà du Nord-Guéra. C'est aussi que les besoins de la population multiplient en fonction du bomme démographique.

Après avoir présenté le coût total de chacun du projet FIDA, il convient de présenter les quatre projets cité dans le tableau ci-haut.

### **1.1- Projet de Sécurité Alimentaire dans le Nord-Guéra (PSANG I)**

Approuvé par le conseil d'administration du FIDA en décembre 1991, qui marqua la toute première intervention du FIDA dans le pays, à travers un accord signé

avec l'Etat tchadien. Ce fut un accord d'un octroie d'un coût de 13 millions de dollars<sup>1</sup> pour le lancement du premier projet au Tchad en général et au Nord-Guéra en particulier. Ce fut un projet pour une durée de 7 ans, et la date d'achèvement avait été prévu pour le 31 décembre 1999<sup>2</sup>.

Etant un bailleur, il avait pour objectif de financer des projets dans les zones rurales, afin d'aider ces pauvres personnes de sortir de la pauvreté. Pour ce faire, le FIDA lança son tout premier projet PSANG I, pour améliorer les conditions de vie dans la zone visée. Le projet a été structuré en différentes composantes, afin d'intervenir dans les domaines sociaux et économiques dans le Nord-Guéra.

Le projet PSANG I regorge des objectifs qui sont d'une part central et d'autres secondaires.

➤ **L'objectif principal est** : L'amélioration des conditions de vie des ménages de la zone d'intervention en améliorant la sécurité alimentaire de la population rurale<sup>3</sup>.

➤ **Les objectifs secondaires sont** : la promotion de groupements autonomes capables, à moyen terme, gérer leur propre développement et enfin, réduire les fluctuations des rendements des cultures vivrières et assurer une production accrue dans des conditions climatiques données<sup>4</sup>.

Les composantes du projet PSANG I sont les suivantes:

➤ Composante A "sensibilisation, animation et formation", l'objectif de cette composante est de promouvoir le développement des différents groupements et associations en particulier féminins à travers des formations sur la gestion de AGR après l'accord des crédits. Cette stratégie avait pour objet de rendre la femme au centre du développement communautaire.

➤ Composante B "développement agricole", la politique de ce volet est d'améliorer la sécurité alimentaire par le biais des nouvelles techniques culturales, des semences améliorées et phytosanitaire pour augmentation de la production des cultures vivrières, les cultures maraichères et les diguettes en pierre. La promotion de l'agroforesterie (AF), l'amélioration de la santé animale et des crédits des matériels agricoles aux OP (Organisations Paysannes), la promotion des banques des céréales.

<sup>1</sup> PSANG I, "Rapport d'activité", Mongo, décembre 1996, p.4.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>3</sup> *Ibid.* p. 5.

<sup>4</sup> *Ibid.*

➤ Composante C “ infrastructures rurales”, l’objectif de cette composante est de construire des puits et en aménagés, la construction des diguettes pour la recharge des nappes phréatiques et la réhabilitation des pistes rurales dans le Nord-Guéra.

➤ Composante D “recherche-développement”, ce volet du projet était basé sur la formation des groupements et associations en matière des techniques agricoles pour enrichir leur production, promotion des activités artisanales, afin de booster leurs AGR et réduire la pauvreté dans les ménages<sup>5</sup>.

Le projet PSANG avait pour cible les zones les plus démunies et les femmes dans les trois départements constituant du Nord-Guéra. Il faut également noter que le projet touchait 7500 ménages de la population.

En effet, les sources de financement comprenait un prêt de 10,8 millions de dollars du FIDA, un don du PNUD de 1,4 millions de dollars pour l’assistance technique et enfin une contrepartie de l’Etat tchadien d’environ 0,8 million de dollars, afin de réaliser ce projet<sup>6</sup>.

## **1.2- Projet de Sécurité Alimentaire dans le Nord-Guéra (PSANG II)**

Après la phase I du projet PSANG, le FIDA et l’Etat tchadien signent le 25 août 2000, un accord du financement pour l’octroi d’un prêt de 8,25 millions de dollars et d’un don de 650.000 millions de dollars pour la phase PSANG II<sup>7</sup>. Ce dernier avait une durée 8 ans et dont la date d’achèvement avait été prévue pour le 31/12/2009.

Le FIDA avait pour pacte la promotion socio-économique dans le monde rural. Le PSANG II a été mis au point dans l’objectif de combler les insuffisances de phase I du projet. Le projet s’intéresse aux mêmes postulants de la région, afin d’améliorer leurs conditions et pouvoir atteindre les résultats escomptés de phase I. Il avait pour stratégie ou alors l’action d’intervenir dans le domaine agro-pastoral, alphabétisation, éducation nutritionnelle, piste rurale, stockage etc.

La phase II avait des objectifs spécifiques que la phase I. Cela dit, un objectif général et d’autres secondaires.

---

<sup>5</sup> FIDA “ Le coût de financement du projet PSANG I”, <https://www.ifad.org/en/web/ioe/-/evaluation-intermediaire-du-projet-de-securite-alimentaire-au-nord-guera-psang-phase-1-1999->, consulté le 3 décembre 2021.

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> PSANG II, “Rapport de la mission de supervision 6-21/10/2005”, Tchad, 2005, p.3.

➤ **L'objectif central est :** de promouvoir l'organisation du monde rural du Guéra afin que les bénéficiaires puissent améliorer durablement leur bien-être, leur sécurité alimentaire, leur état nutritionnel et prendre en charge la gestion de leur développement<sup>8</sup>.

➤ **Les objectifs secondaires sont :** 1) d'améliorer la sécurité alimentaire à travers l'augmentation des productions agricoles et la diversification des ressources de revenus, 2) amélioration de l'état socio-économique à travers la réduction des taux de morbidité et de mortalité, l'accroissement de la capacité de travail et de la productivité de la population à travers l'amélioration des conditions d'accès à l'eau potables, la promotion d'une éducation nutritionnelle, et le relèvement du taux d'alphabétisation, 3) le renforcement du pouvoir de négociation des groupes les plus vulnérables par : la création et la consolidation d'institutions représentatives durables des organisations paysannes, et l'appui spécifique qui sera donnée à l'auto-promotion aux femmes bénéficiaires<sup>9</sup>.

La deuxième phase du projet avait quatre composantes, qui sont entre autres :

- Composante A “ promotion du monde rural”, l'objectif est celui d'englober toutes les activités entre autres : animation, sensibilisation, formation, alphabétisation fonctionnelle et nutritionnelle, d'assister significativement les associations et groupements locaux, afin d'améliorer les conditions de vie des bénéficiaires.
- Composante B “ fonds de développement rural”, comprenant le fonds de sécurité alimentaire et le fonds de développement des infrastructures rurales, afin de pouvoir financer les micro-projets élaborés par les organisations et communautés paysannes.
- Composante C “ services financiers décentralisés” ici, est de mettre en place et de rendre prenable un système financier décentralisé apportant durablement une gamme assez complète des services financiers de proximité à une large partie de la population cible du FIDA. Autrement dit, mettre en place des caisses rurales d'épargne et semi-rurales, afin d'améliorer la capacité économique des postulants.
- Composante D “gestion du projet” mettre en place des stratégies et dispositifs, afin d'assurer la mise en place des actions prévues dans les zones d'interventions. le suivi et évaluer tenait compte de l'approche participative, les relations

---

<sup>8</sup> PSANG II, “Rapport de la mission de supervision”, p.4.

<sup>9</sup> *Ibid.*

contractuelles et la responsabilisation des bénéficiaires, des partenaires publiques et privés, par rapport aux investissements et autres réalisations du projet<sup>10</sup>.

Comme tous les projets financés par le FIDA, le PSANG II s'intéresse aux zones rurales. Pour preuve, le PSANG avait pour zones d'interventions les départements du Nord-Guéra et les personnes bénéficiaires sont les personnes pauvres et vulnérables.

Le coût global du projet PSANG II est de 18.286.00 millions dollars. Les sources de ce coût sont divisées entre autre par : le FIDA 8,25 millions de dollars et d'un don de 500.000 millions de dollars, la contribution de l'Etat tchadien est estimée à 1,16 million de dollars et la part des bénéficiaires est estimée à 0,81 million de dollars<sup>11</sup>.

### 1.3- Programme d'Appui au Développement Rural dans le Guéra (PADER-G)

Après le projet PSANG, le FIDA décide de financer un autre projet afin de rattraper les manquements rencontrés lors du projet précédent. En effet, le conseil d'administration du FIDA avait approuvé en novembre 2010 par un accord signé entre l'Etat tchadien et le FIDA de financer le projet PADER-G (Programme d'Appui au Développement Rural dans le Guéra). Il a été signé le 20 mai 2011 et le démarrage des activités fut en 2012. Ce projet avait un total de 20,119 millions de dollars<sup>12</sup>. Ainsi, la durée d'achèvement du projet PADER-G était de six-ans et la date d'achèvement avait été prévue pour le 2016.

Dans son mandat d'éradiquer la pauvreté et la famine dans le monde en général (monde rural) et au Tchad en particulier, le FIDA dans son projet PADER-G, avait mis sur-pied une stratégie d'intervention auprès des ruraux pauvres sur sa zone d'action qui est la région du Guéra. Ce dernier est caractérisé par une forte population démunie afin d'améliorer leur condition socio-économique.

Comme tout autre projet, le projet PADER-G avait des objectifs d'une part général et d'autre part secondaires.

➤ **L'objectif clé** : est de contribuer à l'amélioration durable de la sécurité alimentaire et des revenus de la population rurale de la région du Guéra<sup>13</sup>.

<sup>10</sup> PSANG II, "Synthèse du rapport annuel 2007", Mongo, janvier 2008, p. 43.

<sup>11</sup> ASANG, "Rapport d'activités annuel 2007", Mongo, 17 mars 2007, p. 2.

<sup>12</sup> D. Nguelet, 37 ans Analyste-financier du Ministère de l'Économie et Plan du Tchad, N'Djamena, le 25 septembre 2021.

<sup>13</sup> PADER-G, "Rapport d'activités annuel du 2014", Mongo, janvier 2015, p. 5.



➤ **Objectifs secondaires sont** : 1) maintenir l'élan imprimé à l'investissement par le projet PSANG s'agissant l'eau potable, des réserves de céréales et des routes reliant aux marchés les zones qui disposent d'un potentiel économique ; 2) intensifier les efforts déployés afin de mobiliser l'épargne locale et de consolider le réseau des caisses d'épargne et de crédit autogérées ; 3) renforcer les capacités des organisations de producteurs au niveau local et régional<sup>14</sup>.

La conception initiale du projet PADER-G comprenait quatre composantes qui sont :

- Composante A “ amélioration des infrastructures de base” : l'objectif de cette composante est de contribuer à l'amélioration des infrastructures de base, afin d'améliorer les conditions de vie de la population cible ; leur sécurité alimentaire, leur permettre l'accès aux marchés et services de premier nécessité.
- Composante B “ amélioration de l'accès aux services financiers” : l'objectif de cette composante est de consolider les bases institutionnelles du réseau des caisses d'épargne, soutenir la viabilité du réseau micro-finance ainsi que le développement de nouveaux produits et mener une opération pilote de crédit d'équipement pour le matériel agricole.
- Composante C “ renforcement des capacités organisationnelles et des activités économiques des OP à la base” : l'objectif de ce dernière est d'appuyer les activités agricoles viable et rentables à la population cible en production et en commercialisation des OP sélectionnées, mettre sur pied des techniques, afin de développer les activités économiques (agriculture, élevage et autres activités) des OP et soutenir les différents groupements avec les séminaires de formation en gestion.
- Composante D “ coordination, gestion et suivi évaluation de la mise en œuvre du programme” : la composante a pour objectif de mettre en place des politiques et dispositifs permettant de coordonner le projet, gérer, suivre et évaluer la mise en œuvre des activités et les impacts du programme<sup>15</sup>.

---

<sup>14</sup> PADER-G, “Rapport d'activités”, p. 5.

<sup>15</sup> PADER-G, “Rapport annuel”, p.5.

Le projet PADER-G avait pour cible les ménages ruraux et les producteurs/productrices du Guéra, les différents groupements, les ménages agricoles, les femmes rurales pauvres et les chefs de ménages et les jeunes.

**Tableau 5 : récapitulatif du financement total du programme 2010-2015 en (milliers) du projet PADER-G**

<b>Composantes</b>	<b>FIDA millions dollars</b>	<b>Gouvernement Millions dollars</b>	<b>Bénéficiaires Millions dollars</b>	<b>Total Millions dollars</b>	<b>Taux (%)</b>
A-Amélioration des infrastructures	6 623	1 403	133	8 159	40,56
B-Amélioration de l'accès aux services financiers	2 917	144	-	3 061	15,22
C-Renforcement des capacités des OP à la base et de leurs représentations	4 045	410	56	4 511	22,42
D-Coordination, gestion et suivi évaluation	3 815	5 72	-	4 387	21,81
<b>TOTAL</b>	<b>17 400</b>	<b>2 529</b>	<b>189</b>	<b>20 118</b>	<b>100%</b>

**Source :** PADER-G/FIDA 2015.

Ces chiffres montrent les dépenses prévues par le FIDA, pour la réalisation du projet PADER-G. il ressort que ce financement est divisé par composante. L'on constate que la composante infrastructurelle est plus prioritaire avec un taux de 40,56 %, et suivie du composant renforcement des capacités des OP avec 22,42%.

Le coût total du financement du projet PADER-G est de 20,119 millions dollars. Les sources de financement sont l'Etat tchadien (13%), le FIDA (86%) et les bénéficiaires (1%)<sup>16</sup>.

#### **1.4- Programme d'Amélioration de la Résilience des Systèmes des ménages Agricole du Tchad (PARSAT)**

Après les précédents projets (PSANG I et II, PADER-G), le fonds décide d'entreprendre un projet, afin de pouvoir accomplir sa mission qui est celle de lutter contre la malnutrition et la pauvreté au Tchad en général et dans la région du Guéra en particulier.

En effet, Le projet fut approuvé en 2015 par le conseil d'administration du FIDA mais les travaux sur le terrain ont été démarrés en 2016. Pour lancer ce projet, un accord a été signé entre le FIDA et l'Etat tchadien, d'un coût de 36 millions dollars<sup>17</sup> repartit entre le FIDA, l'Etat tchadien et les bénéficiaires. La durée fut prévue pour sept ans, et s'achève en fin 2022. Il faut également noter que le projet PARSAT est divisé en deux phases et chaque phase avait une durée de 3,5 ans.

Dans le souci d'accomplir son mandat lors de sa création, le FIDA lutte de manière significative, afin d'éradiquer la problématique de la famine et de pauvreté dans la région du Guéra depuis trois décennies. C'est pour cette raison qu'il avait mis sur-pied le projet PARSAT pour promouvoir ou alors améliorer les conditions socio-économiques de la population du Guéra. Pour cela, l'institution avait adopté des politiques d'intervention, afin d'améliorer le système agricole, pastorale, le réchauffement climatique et développer les microprojets.

Le projet PARSAT fut divisé en deux phases et chacune avait les objectifs suivants:

- **Phase 1 les objectifs sont :** l'objectif global est de contribuer à l'amélioration durable de la sécurité alimentaire et des ménages ruraux dans la zone du projet. Aussi de développer le projet est d'améliorer la résilience des systèmes agricoles et de l'économie des ménages ruraux par rapport aux CC (Changement Climatique) et aux chocs externes<sup>18</sup>.

---

<sup>16</sup> PADER-G, "Rapport d'activité annuel 2013-2016", Mongo, décembre 2016, p.8.

<sup>17</sup> PARSAT, "Rapport principal et appendices", Tchad, novembre 2013, p.15.

<sup>18</sup> *Ibid.*

➤ **Phase 2 les objectifs** : l'objectif est de 1) contribuer à l'amélioration durable de la sécurité alimentaire et des revenus des ménages ruraux des bénéficiaires. 2) Améliorer la résilience des systèmes agricoles et 3) de l'économie des ménages par rapport aux changements climatiques<sup>19</sup>.

La phase I du projet avait pour composantes suivantes :

➤ Composante A “sécurisation contre les risques climatiques et intensification des produits agricoles” : l'objectif est d'améliorer le captage et la gestion ou alors aménager l'eau agricole, afin de promouvoir le secteur socio-économique spécifique de chaque zone d'intervention, l'intensification durable des mécanismes de production de cultures de céréales, les cultures maraichères, la production d'élevage et les techniques à travers de formation dans différents domaines de la vie socio-économique de la population du Guéra<sup>20</sup>.

➤ Composante B “valorisation des productions et appui aux activités économiques des ménages ruraux” : cette composante a pour objectif d'améliorer les différentes routes pour permettre un désenclavement significatif des zones de production de la région, construire des stocks de céréales, des matériels agricoles, des magasins ou la banque de soudure dans le Guéra et développer ou promouvoir le domaine de AGR pour les personnes vulnérables ; organiser des formations permettant de booster les revenus économiques plus rentables pendant la saison sèche.

➤ Composante C “coordination, gestion et suivi-évaluation du projet” : l'objectif est de mettre sur pied une équipe de coordination et gestion du projet (financière et technique), développer la communication entre les ruraux et les agents du projet, adopter une politique sur la problématique du changement climatique et mettre l'accent sur l'agriculture paysanne dans les différentes zones de la région.

Les composantes de phase II sont entre autres:

➤ Composante A “sécurisation contre les risques climatiques et l'intensification des productions agricoles” : l'objectif est d'améliorer les conditions climatiques et économiques de la région, développer le système du captage et l'utilisation en agriculture les nappes phréatiques superficielles, développer la technique pour fertiliser les sols en favorisant les méthodes agro-écologiques et les systèmes de parcsages des bétails des

<sup>19</sup> PARSAT, “Rapport principal”, p.12.

<sup>20</sup> T. Issa, 38 ans, superviseur de l'ONG *MUSTAGBAL* du Nord-Guéra, Mongo, le 22 octobre 2021.

paysans ; organiser des formations sur des thématiques importantes, afin améliorer les conditions sociales (éducation, sur les leaderships féminins, etc.) et économiques (techniques micro-entreprises, formation en agronomie, vétérinaire, environnement etc.) des ruraux vulnérables de la région.

➤ Composante B “valorisation des productions et appui aux activités économiques des ménages ruraux” : l’objectif de cette composante est le désenclavement des pistes rurales permettant l’accès aux zones de fortes activités économiques, réduire les couts de transports des biens et personnes dans le Guéra, le projet compte sur ces partenaires d’exécution par le biais de sensibilisation, développer les activités de revenus significatifs, pendant la saison sèche afin d’améliorer les conditions des ménages ruraux et la promotion de stocks des céréales.

➤ Composante C “coordination, gestion administrative et financière” : cette composante a pour objectif de mettre sur-pied une équipe de coordination générale des activités et de gestion financière, une équipe de contrôle des travaux des partenaires ONG, mettre des antennes dans les zones d’interventions du projet PARSAT et mettre des stratégies ou alors des mécanismes agricoles afin de promouvoir le développement socio-économique de la région du Guéra Tchad<sup>21</sup>.

Le projet PARSAT intervient dans plusieurs régions du pays et parmi lesquelles la région du Guéra. Le groupe cible du projet a été constitué des ménages agricoles les plus vulnérables qui vivent essentiellement de cultures vivrières, de petit élevage, autres activités en saison sèche dans la région. Il faut également noter que le PARSAT s’intéresse aussi aux femmes de ménages (veuves en charge des enfants), aux niveaux mariés qui viennent de s’installer, il met aussi l’accent aux groupements de la région. Le projet toucha environ 35 000 ménages soit 175 000 bénéficiaires directs<sup>22</sup>.

Le coût total du financement du projet PARSAT monte à 36 millions de dollars<sup>23</sup>. Cela dit, le FIDA avait fait un don de 17,2 et de 5 millions dollars, le FPMA/FEM pour 7,3 millions dollars. La contribution de l’Etat tchadien s’élève à 6,10 millions dollars, et pour les bénéficiaires s’élève à 0,59 millions de dollars pour la réalisation du programme.

Dans cette partie, l’on retient que le FIDA depuis son implémentation dans la région du Guéra en 1991, avait financé un bon nombre des projets en collaboration

<sup>21</sup> PARSAT, “ Rapport annuel”, p 21.

<sup>22</sup> *Ibid.* p. 15.

<sup>23</sup> A. FIDA, “ Programme d’appui”, p.20.

avec d'autres bailleurs de fonds pour répondre aux besoins des paysans ruraux dans le Guéra Tchad. Ces aides humanitaires entreprises par le FIDA, pour lutter contre la famine, la pauvreté et l'analphabétisme, le chômage etc., se fait par ces différents projets mis sur-pied par l'organisation. Ces actions ont eu d'impacts significatifs dans la vie de la population. Comme son mandat l'exige, le développement rural est primordial pour le FIDA.

Après avoir présenté les différents projets financés par le FIDA dans la région Guéra, il conviendrait de montrer les différents partenaires du FIDA dans ses actions.

## **II- LES DIFFERENTS PARTENAIRES FINANCIERS ET D'EXECUTIONS DU FIDA**

Depuis sa création en 1977 à Rome, le FIDA avait pour objectif/mandat de financer des projets, afin de promouvoir le développement des zones rurales dans le monde en général et dans la région du Guéra. En effet, pour atteindre ces objectifs, le FIDA travaille en collaboration avec les différentes institutions internationales, les organisations non gouvernementales (ONG) ou alors les institutions privées pour répondre aux besoins socio-économiques de la population du Guéra. Dans cette partie du chapitre, l'on va présenter les partenaires internationaux, publics, et ensuite, les principaux opérateurs d'exécution.

### **1- Les partenaires internationaux, publics et privés du FIDA**

Depuis sa création à nos jours au Tchad et dans la région du Guéra en particulier, le FIDA travaille en collaboration avec des partenaires dans l'exécution de ses projets. Pour ce faire, le FIDA finançait les projets avec d'autres partenaires financiers et bailleurs. Mais, ces derniers ne sont pas présents sur le terrain. Par conséquent, ils confient à d'autres partenaires publics et privés, afin d'exécuter les projets.

#### **1-1- Les partenaires financiers/les bailleurs du FIDA**

Le FIDA travaille en collaboration avec d'autres partenaires, afin d'implanter ces projets. Ces partenaires contribuent souvent sous forme d'un don ou d'un prêt pour mieux lancer les activités. Pour mieux saisir le cofinancement du projet, il est essentiel de se référer sur le tableau ci-après:

**Tableau 6: liste des partenaires financiers du FIDA au Tchad de 1991 à 2021**

Projets FIDA	Partenaires financières	Participations
PSANG I	PNUD - Etat tchadien -	1, 4 million dollars 0,8 million dollars
PSANG II	PAM - FBS - Etat tchadien -	330 000 million dollars 3 785 000 million dollars 1,16 million dollars
PADER-G	Etat tchadien -	2,50 millions dollars
PARSAT	FPMA/FEM -  Etat tchadien-	7,3 millions dollars  6,10 millions dollars

**Source :** tableau réalisé à partir de différents rapports d'activités du PSANG I, PSANG II, PADER-G et PARSAT.

Ce tableau ci-dessus, présente les différents partenaires financière du FIDA ayant cofinancé dans l'exécution des projets FIDA au Tchad depuis 1991à 2021. L'institution avait travaillé avec le PAM, FBS, FEM, PNUD et l'Etat tchadien. Il ressort que le gouvernement tchadien est le principal partenaire du FIDA dans le Guéra.

#### ➤ **L'Etat tchadien**

Le gouvernement tchadien est un partenaire financier du FIDA par excellence dans la réalisation de ses différents projets de développement des régions. L'Etat tchadien à travers les Ministères de l'Economie et Plan (MEP), le Ministère de l'Elevage (ME), le Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation (MAI) et le Ministère des Infrastructures (MI) solidifie le partenariat avec le FIDA ainsi que les autres bailleurs.

En effet, Pour ce faire, le gouvernement tchadien contribue dans les différents financements des projets depuis l'implantation du FIDA au Tchad dans les années 1990, se manifeste d'une part par le financement en argent liquide et d'autre part par des matériels de premier nécessité. A cela s'ajoute, l'appui technique, des personnels ou agents, des terrains, etc. Cela, montre le rôle, la volonté significative de l'Etat tchadien dans le partenariat et les réalisations de projets FIDA, afin de lutter contre la famine et la pauvreté dans le Nord-Guéra.

➤ **Les personnes bénéficiaires**

Les bénéficiaires du projet jouent un rôle déterminant dans le fonctionnement du projet et de son exécution, afin de promouvoir le développement socio-économique de ladite zone d'intervention. Pour ce faire, les bénéficiaires avaient leur part de contribution dans l'avancement des activités. Souvent ces dernières contribuent en nature et parfois en argent, afin du projet. Ceci, s'explique par les différents travaux de construction des magasins, aménagement des pistes, diguettes etc. dans les zones d'intervention du projet.

➤ **Les partenaires internationaux**

Les partenaires internationaux jouent un rôle significatif dans le financement des programmes et projets FIDA partout dans le monde, afin d'obtenir des résultats escomptés et lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté. Cela s'explique par la solidarité, le renforcement des capacités et l'acquis d'expérience en matière de lutte au niveau mondial, régional et national, afin de mieux soutenir les pays membres. L'organisation travaille en collaboration avec d'autres agents onusiens pour atteindre ces objectifs. Comme partenaire financier du FIDA au Tchad, l'on a PAM, FEM, PNUD, FBS etc.

**1-2- Les principaux opérateurs du FIDA dans le Guéra**

Pour atteindre ses objectifs et avoir plus d'impacts dans les différentes zones cibles, le FIDA travaille avec des partenaires d'exécutions afin de promouvoir le développement socio-économique. Pour ce faire, les projets du FIDA (PSANG, PADER-G et PARSAT) confient la tâche aux associations villageoises, aux groupements, et aux ONG privées ou alors de développement. Pour satisfaire les besoins de la population du Guéra.

➤ **SECADEV (Secours Catholique et Développement)**

Est l'un des plus importants collaborateurs d'exécution des projets du FIDA dans le Guéra. Son engagement en tant que opérateur économique fut signé avec les projets PSANG I et PSANG II, parmi lesquelles, la convention entre PSANG/SECADEV a été



signée en janvier 2004<sup>24</sup>. Ce fut un partenaire du projet FIDA par excellence. Il intervenait sur le volet de micro-crédit à travers l'une des composantes du projet FIDA. Il avait pour mandat l'accord des crédits aux femmes pour du petit commerce, octroyé des crédits aux différents groupements avec un taux d'intérêt. Il faut noter que le SECADEV est l'ONG a plus expérimentée sans doute en matière de micro-crédit.

➤ **UCEC-G (Union des Caisses d'Epargne et de Crédit du Guéra)**

L'UCEC-G est une ONG financière qu'exerce dans le domaine de microcrédit rural. Elle fut un organe du FIDA avant de devenir autonome<sup>25</sup>. C'est un partenaire économique du projet FIDA de premier choix. Elle avait signé des multiples conventions avec les projets PSANG I et II, PADER-G et REPER actuel projet en cours. Elle avait pour tâche d'accorder des microcrédits aux bénéficiaires ayant rempli les critères recommandés. Elle a construit des caisses et des sous caisses dans certains villages ruraux. Elle finançait les groupements des femmes, les agriculteurs, afin de relever leurs capacités économiques et rembourser avec un taux d'intérêt de 24% par an à raison de 2% le mois<sup>26</sup>. Elle intervient dans toutes les zones du projet.

➤ **NAGDARO "Nous Pouvons"**

Est une ONG de développement tchadienne, qui intervient dans les zones suivantes : le département de Bitkine, département de Mongo, celui de Mangalmé et dans le Sud de la région Melfi<sup>27</sup>. Elle travaillait en collaboration avec le projet PSANG I, PSANG II et PARSAT à travers des multitudes conventions<sup>28</sup>. Ce fut une ONG d'exécution du projet FIDA dans la région du Guéra depuis les années 1990. Elle menait des actions dans les zones du projet, et surtout sur le volet d'animation rurale, chargé de sensibiliser les populations en organisant des formations aux villageois afin de restaurer les sols agricoles. Elle intervient aussi sur le volet agricole en accordant des matériels (financement) voire des crédits agricoles aux agriculteurs ruraux. C'est une ONG qui fait fonctionner plus de 400 groupements de femmes et hommes dans tout le Nord-Guéra<sup>29</sup>. Il

<sup>24</sup> H. Moukhtar, 32 ans, gestionnaire de l'ONG UCEC-G, Mongo, le 28 octobre 2021.

<sup>25</sup> *Idem.*

<sup>26</sup> A. Abakar, 39 ans, responsable de service exploitation, Mongo, le 03 novembre 2021.

<sup>27</sup> NAGDARO, 'rapport de mise en œuvre des activités relatives à la convention n°010/2020 du 1<sup>ère</sup> juillet au 31 décembre 2020, Bitkine 2021, p.3.

<sup>28</sup> B. Issa, 57 ans, coordonnateur de l'ONG NAGDARO, Bitkine, le 11 novembre 2021.

<sup>29</sup> *Idem.*

faut également noter que l'ONG *NAGDARO* travaille aussi en partenariat avec d'autres organisations internationales (PAM, FED etc.) que FIDA dans la région du Guéra.

➤ ***MOUSTAGBAL* “Avenir”**

Est une ONG de développement implantée à Mongo. *MOUSTAGBAL* est reconnue officiellement le 1er février 1999 et devenue ONG Nationale le 27 juin 2010<sup>30</sup>. En effet, l'ONG *MOUSTAGBAL* intervient dans les domaines de la Sécurité alimentaire, de l'Education, Environnement et le Développement Social. Cette dernière est l'un des plus importantes partenaires d'exécution du FIDA au Tchad en général et le Nord-Guéra en particulier. Elle a eu à travailler avec le projet PSANG I, PSANG II, PADER-G et PARSAT. Pour preuve, elle reçoit des financements de la part du FIDA, afin d'exécuter les objectifs voire les composantes du projet sur le volet recommandé par le projet. Elle intervient sur le volet des micro-crédits, la sensibilisation, animation rurale, l'environnement, éducation et assainissement<sup>31</sup>. Il faut également noter que l'ONG *MOUSTAGBAL* intervient dans d'autres régions que le Nord-Guéra et travaille avec d'autres partenaires tel que : PAM, UNICEF, etc., afin de promouvoir le développement socio-économique.

➤ **RCM (Radio Communautaire de Mongo)**

La RCM est un produit du projet FIDA dans le Guéra. Elle a été créée le 11 mai 2010, par le financement du FIDA et les bénéficiaires du projet<sup>32</sup>. Depuis sa création, elle est gérée par la population. Elle est un partenaire par excellence du projet FIDA dans le Nord-Guéra en particulier, grâce aux multiples conventions signées avec le PADER-G et PARSAT. Pour preuve, la convention DNO N°177/PARSAT/2019 du 25 juillet a été signée entre la RCM et PARSAT/FIDA<sup>33</sup>. A travers ses antennes dans tous les départements, elle arrivait à sensibiliser les bénéficiaires sur toutes les activités du programme FIDA. Pour ce faire, elle organise des émissions avec des thématiques différentes au sujet du projet.

---

<sup>30</sup> A. Yakhoub, “rapport de stage à l'ONG *MOUSTAGBAL*”, Mongo, le 20 mars 2018, p. 9.

<sup>31</sup> T. Issa, 37, superviseur de l'ONG *MOUSTAGBAL* du Nord-Guéra, Mongo, le 21 octobre 2021.

<sup>32</sup> Z. K. Djimet, 42 ans, directeur de la Radio Communautaire de Mongo, Mongo, le 02 novembre 2021.

<sup>33</sup> *Idem*.

➤ **ACORD (Association de Coopération et de Recherche pour le Développement)**

ACORD est un organisme international de droit britannique qui mène des actions significatives dans la région du Guéra depuis 1995. Il avait travaillé en collaboration avec les projets PSANG I et PSANG II. Pour preuve, la convention N°11-ACORD/PSANG II d'août 2009<sup>34</sup>. Elle fut un opérateur de premier choix dans le développement participatif et communautaire des bénéficiaires. Il intervient dans le domaine de : accord des crédits aux bénéficiaires et formation des groupements villageois avec le PSANG I. Avec le projet PSANG II, l'ONG ACORD intervient également sur le volet d'alphabétisation fonctionnelle en matière de santé et de nutrition dans le Nord-Guéra<sup>35</sup>. Elle donna des résultats très satisfaisants aux projets.

➤ **FAPLN/FAPLG (Fédération des Associations de Promotion des Langues Nationales)**

C'est une ONG de développement qui a pour mission de promouvoir les langues locales en vue d'encourager le développement rural. Elle avait signé des conventions avec le projet PADER-G et PARSAT<sup>36</sup>. Ce fut un partenaire du projet FIDA de premier choix dans la promotion rurale. Elle intervient dans toutes les parties du projet avec un impact significatif sur la vie des populations. Pour mener ses actions, la FAPLN organisa des formations aux moniteurs, écrit des livrets sur la production agricole en langue locale etc.<sup>37</sup>. Il faut également noter que cette dernière apportait des résultats significatifs dans le développement socio-économique. Elle produit des livrets sur toutes les activités des projets FIDA en langue locale.

➤ **ONDR (Office National pour le Développement Rural)**

ONDR est une institution gouvernementale qui a vu le jour en 1965<sup>38</sup>. Elle a pour objectif de promouvoir le développement du monde rural. Elle a été l'un de principaux opérateurs économiques du projet PSANG I et PSANG II grâce à des multiples

---

<sup>34</sup> ACORD, "Rapport d'activité du second semestre", Mongo, août 2009, p.2.

<sup>35</sup> *Ibid.* p.5.

<sup>36</sup> R. Sakine, 45 ans, chargé des programmes en Alpha de FAPLN, Mongo, entretien du 03 novembre 2021.

<sup>37</sup> M. Youssouf, 50 ans, écrivain de la langue à la FAPLN, Mongo, entretien du 29 octobre 2021.

<sup>38</sup> SECADEV, "Rapport annuel", p. 55.

conventions signées avec les projets. Elle avait pour tâche d'accorder des crédits, des matériaux agricoles aux bénéficiaires des projets PSANG<sup>39</sup>. Cela dit, elle avait mis sur pied des mécanismes ou alors des techniques pour aider les différents groupements de la région. A travers le financement FIDA, l'ONDR a été chargée d'accorder des matériels et prêts de crédits aux agriculteurs dans zones cibles du projet. Il faut également préciser que le FIDA finançait le projet PSANG et travaillait en collaboration avec l'ONDR surtout en matière de crédit agricole.

➤ **CNNTA (Centre National de Nutrition et de Technologie Alimentaire)**

C'est un organe du ministère de l'agriculture. Ce dernier confia la tâche à la CNNTA dans le domaine de formation nutritionnelle dans le Guéra. Le FIDA et FBS (Fonds Belge de Survie) avaient financé le projet PSANG II et ce dernier travaillait en collaboration avec la CNNTA, afin d'atteindre les objectifs du programme FIDA qui est ceux de lutter contre la famine et la pauvreté dans le Guéra<sup>40</sup>. C'est un partenaire d'exécution du programme FIDA par excellence dans la zone du projet.

➤ **DNTA (Direction de la Nutrition de Technologie Alimentaire)**

La DNTA est une structure du Ministère de l'Agriculture (MA), qui a vu le jour en 2016<sup>41</sup>. Elle avait signé des multiples conventions avec le FIDA. Elle a été mise sur pied dans l'objectif de piloter la composante d'alphabétisation nutritionnelle à travers le financement du FIDA/PARSAT, afin d'exécuter les activités. Elle intervenait dans toutes les zones du projet. Pour mener ses activités, elle montre aux femmes bénéficiaires comment nourrir les enfants à travers des sensibilisations et des formations<sup>42</sup>. Autrement dit, elle était chargée du volet éducationnel en matière de santé et de nutrition. Ce fut un opérateur significatif du projet FIDA.

➤ **FBCG (Fédération des Banques de Céréales du Guéra)**

FBCG est une ancienne association devenue une ONG officiellement en 2011<sup>43</sup>. Elle fait partie des plus importants partenaires du FIDA depuis son implantation dans le

<sup>39</sup> SECADEV, "Rapport annuel", p. 55.

<sup>40</sup> *Ibid.* p.46.

<sup>41</sup> M. A. Abdoulaye, 36 ans, journaliste à la radio communautaire de Mongo, le 17 octobre 2021.

<sup>42</sup> *Idem.*

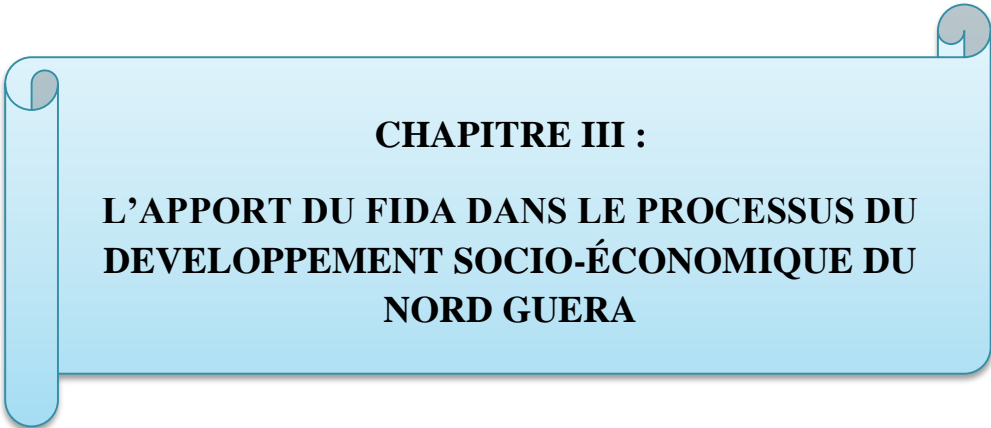
<sup>43</sup> R. Djibrine, 45 ans, coordinateur de l'ONG FBCG, Mongo, le 05 novembre 2021.

Guéra. Elle travaillait en collaboration avec le FIDA depuis le projet PSANG I, PSANG II, PADER-G et PARSAT. Elle intervient dans toutes les parties du projet FIDA grâce aux différents volets qui lui ont été confiés à travers les différentes conventions signées entre eux. La FBCG avait la tâche de construire des magasins de stockages dans toutes les zones du projet, sensibiliser les bénéficiaires de stocker les céréales dans les magasins pour la période de soudure et permettre aux bénéficiaires de lutter contre l'insécurité alimentaire, pendant la période de culture aux champs<sup>44</sup>. Elle joue un rôle déterminant dans l'avancement du projet FIDA.

Dans le cadre de ce chapitre, il était question de faire ressortir les différents projets financés par le FIDA dans le Nord-Guéra de 1991 à 2021 et de montrer les différents partenaires financiers et d'exécution dans la promotion du développement socio-économique. Toutefois, il ressort que les projets financés par l'organisation avaient des objectifs et composantes qui répondent aux besoins des postulants, afin d'améliorer leur condition de vie. Les objectifs initiaux consistent d'assister les groupements et associations villageoises dans le domaine agropastoral, éducationnel, microprojet etc. Le FIDA confia les activités aux opérateurs ou alors les sous-traitants d'exécuter les différents volets des projets dans le Guéra. Cela dit, le FIDA, les partenaires locaux et internationaux contribuent de manière significative dans le processus du développement du Nord-Guéra. L'apport de ces derniers sous-tend les réflexions dès le chapitre suivant du travail.

---

<sup>44</sup> R. Djibrine, 45 ans, coordinateur de l'ONG FBCG, Mongo, le 05 novembre 2021.



**CHAPITRE III :**  
**L'APPORT DU FIDA DANS LE PROCESSUS DU**  
**DEVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU**  
**NORD GUERA**

Pour atteindre les objectifs fixés lors de sa création en 1977 à Rome, qui sont ceux de promouvoir le développement socio-économique du monde rural. Le FIDA fait recours aux différentes méthodes pour identifier les zones d'intervention et des différents critères d'éligibilité, afin de répondre aux besoins d'urgence des personnes bénéficiaires du projet. En effet, après le financement du projet par le FIDA, ce dernier confie à des partenaires d'exécution sur le terrain, à travers les multitudes conventions qui ont été signées avec chaque opérateur. Chaque partenaire est chargé d'exécuter une des composantes du projet ou alors la sous-composante du dit projet. Dans ce chapitre, l'on montre dans un premier temps les réalisations du FIDA relatives la promotion du développement économique (I) et ensuite la contribution du FIDA dans la promotion sociale dans le Nord-Guéra (II).

## **I- LES RÉALISATIONS DU FIDA DANS LA PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**

Après plusieurs années des crises d'ordre social et économique, la région du Guéra en général et la partie Nord-Guéra en particulier bénéficie d'une assistance venant du FIDA. Pour ce faire, les actions sont entreprises par les opérateurs afin de promouvoir le développement sociale des bénéficiaires dans le Nord-Guéra depuis 1991 jusqu'à la fin du projet PARSAT en 2021. Dans cette partie du travail, l'on analyse l'appui technique et financier dans le domaine agricole ; l'appui dans le domaine d'élevage, l'appui dans le domaine artisanal, l'appui financier dans le domaine du microprojet et enfin, l'appui dans le domaine d'aménagement de pistes rurales.

### **1- Appui technique dans le domaine agricole**

La région du Guéra en général et la partie Nord en particulier, est caractérisée par une insécurité alimentaire due à la baisse de production agricole ; à cela s'ajoute la mauvaise condition climatique et pluviométrique. C'est à la fois celle d'une agriculture traditionnelle trop peu intensive et celle d'un élevage légèrement en déclin à cause des années de sécheresse<sup>1</sup>. Cette situation significative a été la cause principale d'implantation du FIDA avec l'accord du gouvernement tchadien, afin de faire bénéficier aux populations une assistance financière et technique pour améliorer leur condition agricole. Le FIDA, depuis le premier projet PSANG I au PARSAT qui s'est achevé en 2021, a mis le

---

<sup>1</sup> Mabonza, "Sécurité alimentaire", p.3.

développement agricole au centre de sa politique. Chaque projet implémenté a été doté d'une composante spécifique à la promotion agricole de toutes les zones rurales du Nord-Guéra. Les différents opérateurs ayant travaillé sur le volet développement agricole avaient mis sur-pied des stratégies, afin d'améliorer les conditions économiques des populations bénéficiaires.

En effet, les opérateurs chargés d'exécuter le volet agricole (*MOUSTAGBAL*, ONDR), ont développé des stratégies ou alors des politiques avec le FIDA, pour améliorer les techniques culturales des bénéficiaires à travers des multiples systèmes afin d'éradiquer la famine, procéder à la réduction de la pauvreté et promouvoir un niveau économique durable dans le Nord-Guéra. Le FIDA a pour approche "faire-faire" et "faire avec" pour impacter significativement les cibles vulnérables<sup>2</sup>. Pour ce faire, les partenaires d'exécutions prévoyaient atteindre le maximum des bénéficiaires du Nord-Guéra. Ceci, se fait à travers des critères recommandés par le FIDA, et qui se manifeste par catégorisation des bénéficiaires en trois stades : les pauvres, les moyens et les populations vulnérables<sup>3</sup>. Ceci permettait facilement aux opérateurs de mieux identifier les cibles dans toutes les zones d'intervention. Aussi, identifier les terres favorables aux cultures agricoles à travers des diagnostics participatifs qui consistent à mieux connaître les risques et la potentialité de cette zone d'activité<sup>4</sup>. Ces mécanismes furent utilisés par tous les opérateurs ayant travaillé avec le FIDA, de PSANG I jusqu'à le projet PARSAT.

La partie Nord de la région du Guéra a été longtemps victime des sécheresses cycliques et d'une pauvreté extrême qui ont entraîné un faible rendement agricole et au faible AGR (Activité Génératrice des Revenus). Le FIDA, dans sa politique d'assistance au monde rural, décida d'améliorer les conditions économiques des bénéficiaires pour une fin durable. Dans la région en général, la superficie moyenne exploitée par ménage est estimée à 2,4 ha dont 1,8 ha de cultures pluviales, 0,4 ha de cultures de décrue et 0,2 ha de maraichage en contre saison<sup>5</sup>. Pour ce faire, il décida d'aider les cibles en leur fournissant des formations afin de booster leurs productivités et activités génératrices de revenus. De 2014 à 2016, 1170 maraichères suivis et encadrés dans leur jardin maraicher ; 88 producteurs semenciers suivi et 4 champs écoles ont été créés pour la formation aux

---

<sup>2</sup> PARSAT, "Rapport principal", p.48.

<sup>3</sup> T, Issa, 37 ans, superviseur de l'ONG *Moustagbal* du Nord-Guéra, Mongo, le 21 octobre 2021

<sup>4</sup> *Idem*.

<sup>5</sup> PARSAT, "Rapport principal", p. 25.



techniques de maraichage<sup>6</sup>. En 2018, le projet avait assisté les personnes vulnérables avec 17 748 kg de semences en qualité aux 80 CEP (Champ Ecole Paysan) pluviaux et 4 896 kg de semences de berbère locale distribuées aux 32 CEP de décrue, afin d'améliorer les cultures et avoir une saison favorable<sup>7</sup>. L'année 2019, 4050 Producteurs et productrices maraichers ont été formés par l'opérateur *Mustagbal* au compte du FIDA. En 2020, 2 677 producteurs formés sur le concept CEP (Champ Ecole Paysan) et les ITK (Itinéraire des Techniques Culturelles) de culture maraichères dans les départements du Nord-Guéra<sup>8</sup>. Formation des producteurs maraichers sur les techniques de fabrication de compost pour fertiliser les sols avec des engrais naturels composés à base des matériaux archaïques ou alors traditionnels. Le FIDA, recommanda la participation de 239 producteurs et productrices à des visites d'échanges inter-CEP maraichers de tous les départements du Nord-Guéra et 147 des producteurs maraichers sur le bio-pesticide, afin de lutter contre les ennemies des cultures<sup>9</sup>. Le FIDA organise des suivis et encadrement des CEP maraichers mis en place. Il organisait des séances de formation aux différents groupements et associations sur des nouvelles techniques culturelles innovantes, afin de booster leurs AGR et lutter contre l'insécurité alimentaire dans ladite zone. Le FIDA a construit des puits maraichers aux agriculteurs pour les amener à bien mener leurs activités pendant la période de décrue. Aussi, la création des écoles CEP ; creusage des puits maraichers, des forages autour des CEP (agricole et élevage)<sup>10</sup>. Au terme de cette analyse, Il faut noter que ces formations ont été orientées sur des thématiques précises et favorables au développement économique des bénéficiaires. Les formations ont aussi permis aux producteurs de mieux comprendre les problèmes liés à leurs activités et faire la pratique appropriée afin de s'adapter aux risques climatiques persistants et bien gérer les ressources terre, eau voire plante.

Les réalisations dans le Nord-Guéra émanent d'une volonté participative des bénéficiaires et plus précisément les femmes et les jeunes. Pour preuve, le donateur prône l'émergence d'un mouvement paysan depuis la base, capable de répondre aux besoins de ses membres et initier des activités collectives visant la résolution des problématiques du

---

<sup>6</sup> MOUSTAGBAL, "Rapport d'activités annuel", septembre 2017, p.9.

<sup>7</sup> MOUSTAGBAL, "Rapport d'activités, p. 13.

<sup>8</sup> PARSAT, "Rapport annuel du juillet-décembre", Mongo, 2020, pp. 25-22.

<sup>9</sup> MOUSTAGBAL, "Rapport d'activités période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2019", Mongo, mai 2019, p. 6.

<sup>10</sup> *Ibid.*, pp. 8-9.

développement rural<sup>11</sup>. Cela s'explique par l'apport financier dans l'investissement, la détermination aux réalisations des travaux et la complémentarité dans la gestion et l'entretien des infrastructures. Pour le FIDA, la femme a été toujours au centre du développement économique. Les Nations-Unies accordent déjà une place importante aux femmes et qu'elles sont au centre de progrès économique et sociale, malgré le critère problématique de l'intégration des femmes dans le développement<sup>12</sup>. Cela dit, la notion de développement rural intègre également l'approche du genre. Afin de mieux saisir cette analyse, il est capital de se référer à la photo ci-après.

**Photo 1: culture maraîcher d'arachide sous le financement du FIDA à Mangalmé**



**Source :** cliché Abdel-salam Abdoulaye Harine, photo prise à Mangalmé, le 02/11/2021.

Il ressort sur cette photo, les réalisations d'un CEP d'arachide par le FIDA dans le département de Mangalmé et autres parties du Nord-Guéra. Ces activités avaient pour but, de lutter contre la pauvreté et l'insuffisance alimentaire à travers ces différents financements. L'on peut conclure que les postulats ont bénéficié de l'aide du FIDA, afin de booster leur AGR, même s'il reste à faire.

---

<sup>11</sup> PADER-G, “ Rapport d'activités annuel 2014 ”, janvier 2015, p. 26.

<sup>12</sup> E. A. Kobela, “L'impact des projets de développement sur la qualité de vie des femmes : l'exemple du PRODALKA au Tchad”, Thèse de Doctorat 3<sup>e</sup> cycle en Sociologie, l'Université Bretagne Loire, 2017, p. 42.

**Photo 2: formation des producteurs sur les techniques de fabrication de compost à Mangalmé**



**Source :** cliché Abdel-salam Abdoulaye Harine, photo prise à Mangalmé le 02/11/2021.

Cette photo ci-dessus, présente les activités concrètes du FIDA dans la lutte contre l'amendement organique de leurs parcelles pour un meilleur rendement agricole. Ceci montre que les bénéficiaires sont entièrement tributaires de l'assistance humanitaire du FIDA. L'on conclue que le projet promet une agriculture durable et bénéfique aux villageois du Nord-Guéra.

## **2- Appui dans le domaine d'élevage**

Dans le souci d'améliorer les conditions économiques durable aux bénéficiaires du Nord-Guéra et son assistance significative dans les zones rurales, le Fonds Internationale du Développement Agricole (FIDA) avait adopté des stratégies avec l'aide de ces opérateurs économiques, pour booster les AGR des personnes vulnérables du projet. Pour bénéficier de l'aide du projet, le postulant devait être membre d'un groupement villageois, membre d'un CEP (Champ Ecole Paysan) ou être d'une classe sociale vulnérable<sup>13</sup>. Il faut noter que le projet visait plus les femmes que les hommes.

En effet, le Nord-Guéra est une zone d'élevage par excellence dû à son climat favorable. Ce fut une des activités génératrice et la plus pratiquée dans toute la région. Après avoir reçu le financement, les opérateurs commencèrent à exécuter les travaux. Le

<sup>13</sup> M. Fatima, 41 ans, bénéficiaire du projet FIDA, Bitkine, le 11 novembre 2021.

FIDA organisa des formations et sensibilisations aux CEP d'élevage et distribua des caprins aux ménages les plus vulnérables. Cette stratégie permit aux bénéficiaires de prendre leur responsabilité en soignant les animaux dans les centres vétérinaires respectifs construits par le FIDA. De l'année 2018 à 2019, 60 personnes ont été suivies et encadrées et 30 CEP d'élevage ont été mis sur-pied<sup>14</sup>. 500 productrices membres de CEP élevage de petits ruminants ont été formés sur les techniques d'hygiène de l'habitat et alimentation complémentaire<sup>15</sup>. Ces CEP d'élevage reçoivent souvent du soutien financier de la part de l'institution. Cette dernière forme des techniciens vétérinaires, afin d'éviter les maladies des animaux et qui peuvent impacter négativement sur les résultats escomptés du FIDA<sup>16</sup>. Durant la période 2018 à 2019, le projet avait totalisé 1 962 volailles traitées par les auxiliaires et 2 161 caprins petits ruminants traités par les centres sanitaires<sup>17</sup>. Sur le compte de l'année 2020, 1500 producteurs et productrices de CEP élevage ont été suivis et encadrés dans le but de redresser l'économie du Nord-Guéra<sup>18</sup>. Ces réalisations du FIDA émanent d'une volonté commune de certains bénéficiaires du projet. Le FIDA à travers les efforts fournis par les partenaires, arrive à impacter considérablement le développement économique de la population rurale. La vaccination des volailles contre la maladie de New Castle a permis de réduire significativement la mortalité de ces derniers. Il faut également noter qu'à travers les activités des opérateurs ACORD, FAPLG et PAPLN, le FIDA organise de cours d'alphabétisation aux OP sur la pratique d'élevage grâce à la distribution des livrets produits en langue local. Ces livrets enseignent sur la bonne pratique d'élevage, dans le traitement de base des petits ruminants, caprins et enfin sur l'hygiène et alimentation des animaux. Pour mieux saisir la réalisation concrète du FIDA, il conviendrait d'illustrer par une photo ci-dessous.

---

<sup>14</sup> MOUSTAGBAL, "Rapport d'activités" 'Mongo, 2019, p.14.

<sup>15</sup> *Ibid.* p. 16.

<sup>16</sup> A. Zenaba, 30 ans, bénéficiaire du projet FIDA, Mongo, entretien du 10 octobre 2021.

<sup>17</sup> *Ibid.* p.14.

<sup>18</sup> PARSAT, "Rapport annuel", p.25.

**Photo 3: séance de distribution des caprins aux femmes du CEP à Mongo**



**Source :** cliché Abdel-salam Abdoulaye Harine, photo prise à Mongo le 10/10/2021.

A travers la photo ci-dessus, les ménages vulnérables bénéficient de l'assistance du projet FIDA, afin de relever leurs activités génératrices de revenus (AGR) à travers la distribution des caprins. D'après les différents entretiens menés avec certains bénéficiaires du projet, que ce n'est pas tous les ménages qui en bénéficient<sup>19</sup>. Ceci, va montrer la réalisation partielle du projet.

### **1.3- Appui dans le domaine artisanal**

Le FIDA qui a pour mandat d'éradiquer la pauvreté dans les zones rurales, s'intéresse aussi à toutes les activités génératrices de revenus dans sa politique. Dès son implantation dans le Guéra, il avait une approche participative dans ces actions. Ceci dit, le FIDA travaille en collaboration avec des opérateurs et priorise beaucoup plus les organisations paysannes (groupements, association etc.) dans l'exécution de son programme.

Le Fonds Internationale de Développement Agricole, à travers ces financements, essaye de promouvoir le développement du secteur artisanal dans les zones cibles. Le projet PSANG I, a signé deux conventions avec l'ONG ACORD dans le but d'exécuter cette composante du projet. La toute première convention a été ratifiée en 1994 et le

<sup>19</sup> I. Moussa, 42 ans, bénéficiaire du projet FIDA, Malla, le 01 novembre 2021.

deuxième le fut en 1995<sup>20</sup>. Pour preuve deux grandes entreprises artisanales furent créées dans le département de Mongo. L'atelier ATRAM a été spécialisé dans le domaine de mécano-soudure, qui consistait à fabriquer de matériels agricoles (les charrues, les houes, etc.). L'atelier ATRA a été spécialisé dans le domaine de la menuiserie de bois à savoir la fabrication des charrettes. Ces dernières bénéficièrent des financements du FIDA à travers ACORD pour mener leurs activités afin de relever leurs activités génératrices de revenus aux bénéficiaires. Pour promouvoir le développement local et réduire la pauvreté, ACORD accordait des crédits à l'entreprise ATRAM, en 1995 (2,8 millions de FCFA) et en 1998 (4,7 millions)<sup>21</sup>.

Il faut également noter que ces ateliers ont été mis sur-pied dans le but de lutter contre la pauvreté et mettre, fin au chômage des jeunes et des femmes veuves vulnérables sans activités génératrices<sup>22</sup>. D'après les informations, ces entreprises sollicitent la participation des bénéficiaires et plus précisément les femmes et les jeunes. Ceci permet de dire que les pauvres vulnérables bénéficient des actions du FIDA par le biais de son programme dans le Nord-Guéra. Ce volet recherche-développement enregistre le 9% du coût total du financement PSANG I<sup>23</sup>.

### **3- Appui dans le domaine microprojet**

Le niveau du développement d'un pays ou d'une région est apprécié à partir de ses revenus économiques et son développement social. Ceci dit, le développement économique implique le social sans condition<sup>24</sup>. Le FIDA a pour mission d'éradiquer la pauvreté dans le monde rurale. L'institution et ses opérateurs économiques ont mis sur-pied une stratégie pour impliquer les bénéficiaires dans le processus du développement local, en leur créant des caisses urbaines. Ces réseaux sont implantés dans les zones d'intervention du programme. Depuis le lancement du PSANG I en 1992 jusqu'à la fin du PARSAT, le volet microprojet a été au centre de politique économique dans le Nord-Guéra. L'organisation octroie des crédits pour financer les différents groupements féminins, les associations

---

<sup>20</sup> PSANG I, "Rapport d'activités annuel 1998", Mongo, juillet 1998, p. 16.

<sup>21</sup> *Ibid.*

<sup>22</sup> S. Halimé, 44 ans, commerçante, Mongo, entretien du 17 octobre 2021.

<sup>23</sup> FIDA "Le coût de financement du projet PSANG I", <https://www.ifad.org/en/web/ioe/-/evaluation-intermediaire-du-projet-de-securite-alimentaire-au-nord-guera-psang-phase-1-1999->, consulté le 3 décembre 2021.

<sup>24</sup> E. Biomy, "L'Etat des lieux des activités des ONG internationales au Tchad", Mémoire de Master en Relations Internationales, IRIC, 2020, p. 84.

artisanales et les agriculteurs. Les besoins exprimés sont entre autres le commerce de bétail, le stock de sésame et d'arachide, le petit commerce destiné aux femmes et les matériels agricoles aux différents producteurs. Pour ce faire, le projet a mis des critères pour pouvoir bénéficier d'octroi de prêt. Ces politiques d'octroi invitent les bénéficiaires à prendre leur responsabilité, afin de contribuer au développement local et lutter contre la pauvreté chronique des personnes vulnérables. A cela s'ajoute l'adhésion dans un groupement ou association villageoise afin de bénéficier du prêt.

En effet, dans le souci d'éradiquer la pauvreté et offrir une vie stable aux bénéficiaires, le FIDA signe des accords avec des partenaires économiques (ONDR, SECADEV, ASANG, CIDR et UCEC-G...) pour octroyer de crédits aux personnes ayant rempli les critères, afin de booster leurs AGR (Activité Génératrice de Revenus). Aussi une stratégie d'aider en multipliant les activités, devient une alternative à l'exode saisonnier. Les crédits ont été octroyés avec des conditions significatives. Le prêt est remboursé avec un taux de bénéfice allant de 2% le mois et 24% l'année<sup>25</sup>. Pour ce faire, le FIDA a financé la création de 39 caisses ou alors points de service dans tout le Nord-Guéra lors de son projet PADER-G. Le FIDA a réussi à encadrer 60 villages, soit 28% de nombre des villages. Le FIDA (lors du projet PSANG I) le service microprojet n'a pas pu atteindre le résultat escompté, car les bénéficiaires n'avaient pas remboursé les crédits prêtés. On assiste à une mauvaise gestion de fonds et un manque de sensibilisation de la part de l'opérateur SECADEV.

C'est pourquoi le FIDA, pour rattraper ce retard sur le financement des bénéficiaires, en 2001 lança la deuxième phase de PSANG II, et confia ce volet microprojet CIDR à un opérateur économique, afin de faciliter la lutte contre la pauvreté à travers cet octroi de crédits villageois<sup>26</sup>. Avec le projet PSANG II, le FIDA a financé la construction de 38 caisses rurales dans les deux départements du Nord-Guéra. Durant la période de 2006, avec PSANG II, la CECA avait 1.692 membres dans tout le Nord-Guéra, soit 43% de femmes et 57% des hommes. Le FIDA avait octroyé 12.814.500 FCFA pour 970 bénéficiaires, soit 48% en faveur des femmes<sup>27</sup>. L'on assista à une amélioration de l'accès au financement rural. Cette opportunité avait permis le développement significatif

---

<sup>25</sup> A. Abakar, 39 ans, responsable service d'exploitation de l'UCEC-G, Mongo, le 03 novembre 2021.

<sup>26</sup> PSANG II, "Synthèse", p. 11.

<sup>27</sup> *Ibid.* p. 23.

des activités rentables et à renforcer leurs capacités financières. Elle se manifesta par la multiplication de la richesse le dispositif mis en place par l'institution, raffermi les liens entre les groupements, les associations villageoises etc. ce défi, fait naître une certaine conscience de solidarité autour des activités par les OP du Nord-Guéra. Pour mieux saisir la réalisation du FIDA, il est essentiel de se référer au tableau ci-dessous :

**Tableau 7 : récapitulatif de construction des caisses rurales à Mongo et Bitkine par le FIDA entre 2005 et 2009.**

Départements	2005	2006	2007	2008	2009	TOTAL
MONGO	4	4	4	4	3	<b>19</b>
BITKINE	4	4	4	4	3	<b>19</b>
TOTAL	8	8	8	8	6	<b>38</b>

**Source :** enquêtes villageoises, SECADEV 2004<sup>28</sup>

Ce tableau montre les réalisations du FIDA lors du projet PSANG II, à travers la construction des caisses rurales, dans le département Mongo et du Bitkine. L'on constate qu'au total 38 caisses rurales ont été réalisées. De 2005 à 2008 l'on voit la construction de quatre caisses par an. Mais en 2009, on assiste à la création de trois caisses rurales au lieu d'en avoir cinq voire dix caisses car, cela montre un échec du FIDA. Cela prouve le mécontentement des postulants à l'égard du projet FIDA.

Avec le projet PADER-G, le FIDA a eu le résultat escompté sur le volet microprojet soient 100%<sup>29</sup> en 2015. Grâce à la sensibilisation du bienfait du crédit de la CEC (Caisse d'Épargne de Crédit) ou la CU (Caisse de l'Union)<sup>30</sup>. Les cibles du FIDA beaucoup ont été suivies et formées dans le marketing et la gestion financière de crédits. L'organisme financier à travers ses opérateurs économiques et l'octroi de crédits aux bénéficiaires, a impacté significativement le développement économique durable. Pour preuve sur les actions, il est essentiel de se référer à la photo ci-dessous.

<sup>28</sup> SECADEV, "Étude de faisabilité", Mongo, 2004, p. 70.

<sup>29</sup> PADER-G, "Rapport d'activités annuel", janvier 2015, p. 19.

<sup>30</sup> UCEC-G, "Rapport d'activités annuel 2012, Mongo, février 2013, p. 16.



**Photo 4: séance de formation sur le microprojet aux OP à Mongo**



**Source :** ONG *MOUSTAGBAL*, 2021.

L'image ci-dessus, montre les activités du FIDA à travers la séance de formation dans le domaine du microprojet, afin de renforcer les capacités économiques des OP. C'est pourquoi les bénéficiaires empruntèrent de crédits auprès des CEC ou la CU pour financer leur projets, afin d'améliorer leurs conditions financières durables<sup>31</sup>. D'après les enquêtes réalisées auprès des responsables des certains opérateurs économiques du FIDA, ils font le nécessaire pour booster les AGR de la population du Nord-Guéra.

#### **4- Aménagement des pistes rurales**

L'inter-échange entre les hommes facilite du développement socio-économique d'un pays et d'une région. Depuis le démarrage du PSANG I, les actions entreprises par le projet ont été souvent limitées à cause du mauvais état de routes pour accéder à certaines zones cibles. Le FIDA a adopté une stratégie de construction des routes permettant le déplacement facile de ses agents, afin d'atteindre aisément les zones du projet<sup>32</sup>. Ce fut nécessaire de construire pour relier les zones ayant une influence significative sur l'économie de la région. Autrement dit, d'atténuer les contraintes d'enclavement et de desserte routière de ladite région par l'aménagement et réhabilitation de pistes, en vue de

<sup>31</sup> H. Moukhtar, 32 ans, gestionnaire de l'ONG *UCEC-G*, Mongo, le 26 octobre 2021.

<sup>32</sup> A. M. Hassane, 34 ans, superviseur de l'ONG *AMTINE*, Baro, le 08 novembre 2021.

faciliter l'accès des zones du projet à haut potentiel aux marchés ruraux. Pour ce faire, la construction des pistes rurales se faisait par des critères de sélection. Pour en bénéficier, les différents chefs de village présentèrent leur projet auprès du FIDA,<sup>33</sup> afin de financer la construction de la piste. C'est ainsi que la piste rural a été un élément catalyseur du désenclavement de zones du projet et une voie pour le développement local.

En effet, le projet de construction de pistes rurales a été annoncé depuis l'exercice 2013/2014 avec le projet PADER-G, mais sa réalisation a été faite avec le lancement du projet PARSAT en 2017. Le volet aménagement de piste rural fut confié à l'opérateur *AMTINE* (ONG de développement) pour exécuter cette composante infrastructurelle du projet. Ceci a été appuyé à travers de multiples conventions<sup>34</sup> signées entre les parties. Le PARSAT/FIDA avait signé deux conventions de partenariat avec l'ONG *AMTINE* pour l'exécution du volet aménagement de piste rural dans la région. Les deux accords sont entre autres : le premier accord a été ratifié le 1 Mai 2018 à Mongo et le deuxième fut signé 1 juin à Mongo. Cette convention avait un coup total de 90.500000 milles FCFA<sup>35</sup>. Pour ce faire l'opérateur avait pour mission d'amener les bénéficiaires à prendre leur responsabilité sur le développement local.

Le FIDA organise des formations techniques voire pratiques aux HIMO, sur des thématiques fondamentales en vue de contribuer de manière significative au développement économique, à travers ces pistes rurales qui permettaient les échanges économiques entre les villageois afin d'éradiquer la pauvreté. Pour preuve, la formation sur la protection de l'environnement. Il organise de séances d'animation qui consistaient à sensibiliser les bénéficiaires d'être au cœur du développement local plus durable que de tenir les mains au projet FIDA<sup>36</sup>. L'organisation choisi parmi les bénéficiaires et les forment comme des techniciens pour mettre sur place un comité de gestion du projet<sup>37</sup>. Après avoir été formés, les concernés bénéficient d'aides matériels de première nécessité (pelles, pioches, sables, informes etc.), des travaux d'aménagement de route. Pour le FIDA, les pistes rurales vont faciliter le développement économique, afin de pouvoir relever leur AGR. Pour à mieux happer la réalisation des pistes rurales, il est essentiel de faire un récapitulatif dans le tableau ci-dessous :

---

<sup>33</sup> A. M. Hassane, 34 ans, superviseur de l'ONG *AMTINE*, Baro, le 08 novembre 2021.

<sup>35</sup> *Idem*.

<sup>36</sup> M. Ibrahim, 50 ans, enseignant, Bitkine, le 12 novembre 2021.

<sup>37</sup> Anonyme, 39 ans, bénéficiaire du projet FIDA, Zoni, le 07 novembre 2021.

**Tableau 8: récapitulatif des constructions des pistes rurales entre 2014 à 2021 par le FIDA dans le Nord-Guéra.**

Départements	Villages bénéficiaires	distance (Km)
Mongo	Zoni-Baro	31 km
Mongo	Mongo-Dougoulou-toukoul	29 km
Mangalmé	Dirbey-Djondjol	56 km
Bitkine	Moukoulou-Mankoussin	17km
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>133 km2</b>

Source : A. M. Hassane, 34 ans, superviseur de l'ONG AMTINE, entretien du 08 novembre 2021<sup>38</sup>.

Dans ce tableau ci-dessus, on observe globalement les pistes rurales réalisées à travers le financement du FIDA dans le Nord-Guéra. Celles-ci pistes ont été non seulement le moyen facilitateur des échanges économiques aux bénéficiaires, mais également une voix permettant au projet d'atteindre les zones cibles<sup>39</sup>. D'après les observations et les entretiens réalisés, le Nord-Guéra avait bénéficié des pistes rurales dans tous les départements, même si c'est insuffisant.

Pour chuter, l'on retient qu'à travers le financement du FIDA dans le processus du développement économique local du Nord-Guéra, les partenaires d'exécution des projets FIDA ont contribué à l'amélioration des conditions de vie de la population. Ce fut à travers l'appui technique et financier aux agriculteurs, l'octroi de crédits pour l'amélioration de condition financière des OP et la promotion des CEP élevage dans les trois départements cibles.

## **II- LES REALISATIONS DU FIDA DANS LE DEVELOPPEMENT SOCIAL**

Le FIDA, c'est une institution financière des Nations-Unies avait pour mission de lutter contre les problèmes socio-économiques des zones rurales. Pour assister ces personnes vulnérables, il finance des projets et confie les activités aux différents opérateurs sur le terrain. L'on va présenter les réalisations du FIDA dans le domaine social dans le Nord-Guéra. L'on analyse l'éducation ; sécurité alimentaire ; aménagement des infrastructures ; et enfin, le volet communicationnel.

<sup>38</sup> A. M. Hassane, 34 ans, superviseur de l'ONG AMTINE, Baro, le 08 novembre 2021

<sup>39</sup> Y. Hamid, 43 ans, bénéficiaire du projet FIDA, Baro, le 10 novembre 2021.

## **1- Appui dans le domaine éducationnel**

Tout développement se passe d'abord par l'éducation. Le fonds n'a pas échappé cela pour atteindre les cibles, afin d'offrir un développement social plus durable à la population de Nord-Guéra. Le FIDA organise des campagnes d'alphabétisation, identifie des nouveaux villages où ouvrir des nouveaux centres d'alphabétisation, l'identification et la formation des nouveaux moniteurs, le recyclage des anciens encadreurs etc.

### **1.1- Alphabétisation fonctionnelle**

Pour atteindre ses objectifs et avoir plus d'impact dans les zones du projet, l'organisation a mis l'accent sur le volet éducationnel. C'est ainsi que le FIDA décide de prioriser l'éducation fonctionnelle, en matière de santé et de nutrition pour améliorer les conditions sociale dans les zones cibles. Cette composante d'alphabétisation fonctionnelle a été confiée aux opérateurs ACORD, CNNTA, FAPLG et FAPLN. Tous ces opérateurs reçoivent le financement du FIDA afin de mener ces activités dans les zones. Ce volet a été réservé principalement aux bénéficiaires femmes et aux enfants de 0 ans à 5 ans.

En effet, l'organisation a pour mission de faciliter l'éducation fonctionnelle pour améliorer le taux de scolarisation et l'ouverture d'esprit des bénéficiaires sur les risques alimentaires. Pour ce faire, le FIDA, à travers ses financements, fait bénéficier aux villageois, des multiples formations dans ce domaine. Autrement dit, la formation sur l'alphabétisation et néo-alphabétisation. Le partenaire ACORD a construit 56 centres d'alphabétisation de base regroupant environs 1 831 personnes dont 98,7% de femmes; 824 auditeurs/auditrices formés en 2004/2006<sup>40</sup>. Le FIDA forme des femmes pour la gestion des centres d'alphabétisation. Les hommes sont très peu impliqués dans ce programme dont 1.3%. ACORD s'occupe aux recyclages et formations de moniteurs et monitrices. Le projet a distribué 1 890 auditrices formées et suivies d'après le rapport de 2007<sup>41</sup>. Le FIDA a réservé le volet d'alphabétisation fonctionnelle beaucoup plus aux femmes car, ces dernières sont au centre du développement social et cela doit être privilégié que les hommes. Ceci dit, les groupements féminins bénéficient de formations sur des thématiques fondamentales à la promotion locale.

---

<sup>40</sup> ASANG, “ Rapport d'activités”, p.8.

<sup>41</sup> PSANG II, “Synthèse rapport annuel 2007”, Mongo, février 2008, p. 20.

**Tableau 9: récapitulatif des actions menées en 2007 par ACORD sur le volet alphabétisation fonctionnelle, en matière de santé et de nutrition.**

Activités prévues	Résultats attendus	Résultats obtenus	Taux %
Formations et appui technique aux monitrices	76 formées 43 appuyées	58 recyclées 43 appuyées	76,32 % 100%
Équipements des centres ouverts	64 centres en fournitures	64 centres équipés en fournitures	100%
Indication des nouveaux villages	8 villages	8 villages	100%
Suivi des centres et appui aux nouveaux centres	64 centres suivi régulièrement et appuyés	64 centres suivis et appuyés et 1890 auditrices encadrées	100%
Evaluation formative et sommative	54 centres évalués	55 centres évalués et 1062 auditrices évaluées dont 724 admis	85,9%
Recyclage des comités villageois d'alpha (CVA)	64 comités ont bénéficiés d'un recyclage	55 comités ont bénéficiés d'un recyclage et jouent pleinement leur rôle avec 226 membres	85,9%
Impression et validation des contenus des livrets	1 livret imprimé et contenus validés et 1500 exemples imprimés	1 livret validé et 1500 exemplaires imprimés (thème hygiène de l'eau)	100%
Réalisation des sessions d'alpha en matière de santé et de nutrition (thèmes développés Diarrhée, CPN, hygiène de l'eau)	2291 femmes ont suivi régulièrement les sessions	1101 personnes sensibilisées sur les problèmes de la santé dont 60 hommes	48,06%
Suivi des centres fonctionnels	64 centres et fonctionnels	64 centres suivis	100%
Evaluation des monitrices dans les centres d'alpha fonctionnels	76 centres évalués	58 monitrices évaluées	76,3%
Organisation des journées bilans	6 journées bilans organisées	4 journées bilans organisées	66,6%
Consolidation des acquis	516 néo-alphabètes dont 15 hommes consolidés	516 néo-alphabètes dont 15 hommes consolidés	100%
Production des livrets en matière de la santé	9 livrets sur la santé et nutrition conçus, testés et validés et 94 illustrations produits	2 livrets sur la santé et la nutrition conçus, testés validés  94 illustrations produites et un nouveau thème identifiés concernant l'inflammation de la glande mammaire la « mastite »	20%  100%

Source : PSANG II, "Synthèse", pp.20-21<sup>42</sup>.

Comme l'on peut voir, il est question des différentes réalisations de l'ONG ACORD sur le volet d'alphabétisation fonctionnelle et nutritionnelle en matière de santé à

<sup>42</sup> PSANG II, "Synthèse", pp.20-21.

travers le financement du FIDA de l'année 2007. Il ressort que, les actions menées en 2007 par l'opérateur ACORD ont donné des résultats significatifs dans le Nord-Guéra ;

L'opérateur FAPLG/FAPLN a été mandaté d'exécuter les activités liées à l'alphabétisation des organisations paysannes (OP) bénéficiaires des activités génératrices de revenus (AGR)<sup>43</sup>. Pour mener les activités, l'organisme cherche à augmenter les capacités des OP d'entrepreneuriat à travers la sensibilisation et éducation fonctionnelle afin d'avoir une condition durable. Les OP bénéficièrent des matériels didactiques liés aux AGR des OP ; d'équipement dans les centres d'alphabétisation de fournitures de travail (nattes, craies, tableaux, chaises, cahiers etc.)<sup>44</sup>; le FIDA distribue des livrets aux bénéficiaires ; organisme le recyclage des moniteurs et monitrices. Ces livrets sont en langue locale et qui enseignaient aux OP sur toutes les activités socio-économiques du FIDA. 2015 à 2016, le FIDA a sensibilisé 1091 apprenants inscrits au cours d'alphabétisation dans le Nord-Guéra ; 500 copies du livret culture maraichère distribuées dans les centres dans les langues différentes et 76 moniteurs déployés au terrain pour les travaux<sup>45</sup>. La campagne d'alphabétisation de 2017 à 2018 le projet a prévu ouvrir les portes des 111 centres, mais la lenteur financière n'a permis l'ouverture que de 50 centres alphabétisation. Cela a eu une conséquence significative sur le résultat en termes d'impact. Ceci dit, les cibles ont atteint en cette période 2686 au lieu de 3750 apprenants dans le Nord-Guéra<sup>46</sup>. 8 centres de formations ont été construits dans le village Kasse à 58 km de la ville de Bitkine. De 2019 à 2020, 300 livrets distribués en AGR et 300 autres sur la culture maraichère; équipements aux 40 centres, 76 nattes, 38 tableaux, 40 chaises<sup>47</sup>.

En outre, à la demande de la Fédération des Banques de Céréales du Guéra (FBCG), la FAPLN avait traduit le manuel de gestion des magasins communautaires en six (6) langues nationales ( Migaama, Kenga, Bilala, Arabes tchadien, Dangaléat et Bidiya)<sup>48</sup> qu'elle intègre dans son actif en matière de production de livrets post alpha, car ce manuel sera désormais utilisé dans les centres d'alphabétisation surtout dans les villages disposant des magasins communautaires. Il faut également noter que pendant la

<sup>43</sup> FAPLG, " Rapport de fin de campagne d'alphabétisation 2015-2016", Mongo, juillet 2016, p.2.

<sup>44</sup> FAPLN, " Rapport de fin de convention 2020", Mongo, août 2021, p.8.

<sup>45</sup> FAPLN, " Rapport de fin", p. 7.

<sup>46</sup> FAPLG, " Rapport de fin de campagne d'alphabétisation 2018", Mongo, juillet 2018, p. 6-7.

<sup>47</sup> *Ibid.* p.10.

<sup>48</sup> FAPLN, " Rapport de fin de campagne 2019-2020", Mongo, Aout 2020, p.6.

période de Covid-19, le FIDA sensibilisait les bénéficiaires à travers ces centres d’alphabétisation en distribuant des livrets, afin de renseigner sur les mesures barrières. Pour mieux saisir le fait, il est essentiel à référer sur cette photo ci-après :

**Photo 5 : séance d’alphabétisation fonctionnelle aux femmes paysannes à Bitkine**



**Source :** cliché PARSAT/FIDA 2019.

Il ressort que le FIDA contribue dans la promotion éducative des bénéficiaires à travers les séances des formations. Le projet formait les femmes sur la problématique de développement local (marketing, microprojet, sanitaire etc.). D’après les entretiens effectués, le projet enseigne à la femme que le développement local est une affaire de tous et non individuel.

### **2.3- Appui dans le domaine l’alphabétisation en matière de santé et de nutrition**

Depuis le lancement du premier projet du FIDA, les opérateurs qui interviennent sur ce volet éducationnel à savoir CNNTA, DNTA, ACORD, FAPLG, FAPLN, à travers le financement du FIDA. La population du Nord-Guéra souffre d’un problème sanitaire et nutritionnel sans précédent. L’ENSA (Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire) organisée par le MA du Tchad en 2016, avait relevé que la région du Guéra en général et le Nord-Guéra en particulier était dans une situation qualifiée de sérieuse avec des prévalences de malnutrition aigüe globale supérieures à 13,9%, plaçant cette dernière

parmi les plus touchées par la malnutrition dans le pays<sup>49</sup>. Cette situation accablante invite le FIDA à implémenter une politique d'urgence, afin de sauver les femmes et les nourrissons dans les zones cibles. Cette activité concerne l'alimentation, la santé nutritionnelle, l'hygiène d'eau et le planning familial. Pour ce faire, le FIDA finance et invite ces opérateurs chargés d'exécuter ce volet, à sensibiliser et aider ces femmes à améliorer leur condition sanitaire et celles nutritionnelle des enfants. Il faut également noter que cette composante ou sous-composante a été exécutée avec le don belge jusqu'en 2009 qui marque la date d'achèvement du projet PSANG II.

D'entrée de jeu, l'éducation en matière de santé et de nutrition fut l'une des préoccupations centrales du projet FIDA. Pour intervenir à mieux sur ce volet, la première intervention commença avec la fin du PSANG I. Le CNNTA organise des campagnes de sensibilisation, d'animation et de formations aux OP pour veiller à la santé des enfants. Le FIDA priorise les femmes rurales que les hommes. Les bénéficiaires sont formés sur toutes les thématiques sur la question sanitaire et nutritionnelle. L'organisation tient compte des ménages présentant des enfants malnutris, les femmes enceintes et les femmes allaitantes<sup>50</sup>. L'organisme a pour but d'améliorer l'état de nutrition des ménages cibles, afin d'avoir une condition basée sur une sécurité alimentaire durable. CNNTA a formé 128 femmes ; 24 responsables des centres de santé et 7 centres sociaux ; recyclages des 104 groupes spécialisés en alphabétisation nutritionnelle dans 100 villages l'année 2005 dans le Nord-Guéra<sup>51</sup>. Cet opérateur a contribué de manière significative dans le domaine d'alphabétisation en santé et nutrition des OP. L'année 2007, ACORD avait suivi 2291 femmes en alpha de santé et de nutrition, mais juste 1101 bénéficiaires ont été sensibilisées sur la question d'hygiène de l'eau, la CPN, diarrhée des enfants à cause de l'absence des routes en saison pluvieuse. Pour mieux sensibiliser les bénéficiaires, 1500 exemplaires des livrets sur la question d'hygiène de l'eau écrits en langue locale ont été distribués dans les zones du projet. De 2004 à 2007, 4 690 personnes sensibilisées sur la problématique de santé et nutrition dont 106 hommes<sup>52</sup>.

---

<sup>49</sup> MA, "Sécurité alimentaire au Tchad", <http://reliefweb.int/report/chad/tchad-enqu-te-nationale-de-la-s-curit-alimentaire-ensa-octobre-2016>, consulté le 14 décembre 2021.

<sup>50</sup> A. Sahraou, "Contribution du FIDA à l'amélioration de la sécurité alimentaire au Guéra : cas des banques de soudure", rapport de stage, FBCG, 2017, p. 27.

<sup>51</sup> PSANG II, "Rapport mission de supervision du 17 au 29 mars 2007", Mongo 2008, p. 10.

<sup>52</sup> PSANG II, "Synthèse", 2008, p. 22.



Dans l'exécution de cette composante, l'alphabétisation devient comme le meilleur moyen d'atteindre les objectifs fixés. La nouvelle approche utilisée par le FIDA, est celle d'impliquer les bénéficiaires avec les activités des projets. L'opérateur FAPLN a pour mission de produire des livrets en langue locale pour faciliter l'enseignement et la compréhension sur l'objectif du projet et le bien que peut apporter ce dernier<sup>53</sup>. Le DNTA fut chargé d'exécuter ce volet dans les zones cibles. Comment nourrir l'enfant de 0 à 5 ans, la combinaison des aliments aux enfants malnutris, en leur apprenant quelle qualité d'aliment à mieux utiliser, la prévention sur les maladies transmissibles, comment traiter l'eau, du puits etc. Soucieux d'améliorer les conditions sociales des personnes vulnérables en matière de santé et la nutrition, le FIDA forme parmi les bénéficiaires des techniciens de santé et en nutrition, des moniteurs pour enseigner dans les centres alpha, etc. Pour mieux saisir l'analyse, il conviendrait d'appuyer avec la photo ci-dessous :

**Photo 6: séance de sensibilisation aux bénéficiaires sur la santé et la nutrition à Bitkine**



**Source :** cliché PARSAT/FIDA le 15 octobre 2021.

Cette photo ci-dessus, montre l'appui significatif du FIDA dans le développement social en améliorant la santé des enfants malnutris dans les ménages, la santé de femmes allaitantes dans les zones cibles du projet à travers ses financements et de ses

<sup>53</sup> M. Youssouf, 50 ans, écrivain de la langue Mugum à la FAPLN, Mongo, le 29 octobre 2021.

partenaires financières. Ces activités ont eu lieu dans le département de Mongo, Bitkine et Mangalmé. D'après les observations faites, l'institution interpelle les bénéficiaires à prendre leur responsabilité pour une synergie, afin d'éradiquer la famine dans ladite région.

## 2- Sécurité alimentaire

Le FIDA est un grand agent humanitaire qui a pour mission d'éradiquer la famine dans le monde rural. Ce dernier finance des projets et travaillait en synergie avec des partenaires pouvant exécuter ces activités afin d'éradiquer la famine dans le Nord-Guéra. C'est pourquoi le FIDA a lancé son premier programme d'urgence humanitaire qui fut le Programme de Sécurité Alimentaire dans le Nord Guéra (PSANG I et II) en 1991, afin d'améliorer la sécurité alimentaire dans cette partie. L'on énumère le rôle significatif du gouvernement tchadien à travers son Ministère de l'Agriculture. Depuis toujours, le Nord-Guéra, la vie socio-économique est basée sur les activités agricoles et précisément la culture du sorgo, et du mil. On y trouve d'autres activités de rente (culture du sésame, arachide etc.).

Le FIDA travaille en étroite collaboration avec des ONG chargées d'exécuter les travaux à sa place à travers des multiples conventions entre les parties. A cela s'ajoute la responsabilité des OP dans le développement local. Autrement dit, la capacité des OP au niveau local, départemental et régional à pouvoir défendre leurs intérêts et à faciliter l'accès à des services techniques et économiques leur permettant d'accroître durablement leurs productions, leur sécurité alimentaire. Pour ce faire, le FIDA a adopté une approche participative pour délivrer de multiples services, y compris une urgence alimentaire aux ménages vulnérables. Les partenaires d'exécutions sensibilisaient les bénéficiaires sur l'intérêt d'activité agricole pour la période de soudure. L'institution met l'accent sur la construction des Banques de soudure qui consistait à stocker les céréales. Une approche participative qui implique les bénéficiaires à fournir 25 kg<sup>54</sup> de céréales à la banque et le projet complète la contribution du groupement. La GSA (Greniers de Sécurité Alimentaire) avait construit 87 greniers de sécurité alimentaire dans 80 villages, soit 50% des groupements cibles pendant la sécheresse de 1996-1998<sup>55</sup> en 1996. Ceci fut à cause de

---

<sup>54</sup> MA, "sécurité alimentaire, <http://reliefweb.int/report/chad/tchad-enqu-te-nationale-de-la-s-curit-alimentaire-ensa-octobre-2016>, consulté le 14 décembre 2021.

<sup>55</sup> *Ibid.*

mauvaise agricole. Pour mieux saisir cette analyse, il est essentiel de se référer au tableau ci-dessous :

**Tableau 10: récapitulatif vivrier moyen de céréales par stock en période de soudure (1996-1998)**

Période nombre de ménages	juillet- septembre 1996	juillet- septembre 1997	juillet-septembre 1998	Totaux
Ménages bénéficiaires	64	34	22	<b>120</b>
Ménages témoins	31	21	14	<b>66</b>

**Source :** enquête de ménages, cité par A. Sohraou, “Rapport”, p.21.

Les OP sont au centre du développement local. Le FIDA a mis l'accent sur le domaine agricole en améliorant la technique de production, distribuer des semences améliorées, afin de lutter contre l'insécurité alimentaire. L'organisme lutte contre les risques climatiques sur les activités agricoles, afin que les producteurs puissent produire et couvrir les besoins des ménages<sup>56</sup>. Les bénéficiaires doivent avoir une vision principalement centrée sur la production céréalière locale en tenant compte de l'environnement géographique. De 2008, la GSA pour aider les ménages les plus vulnérables de la couche en période de soudure, offre des prêts en nature à un taux d'intérêt de 10%, remboursable à la récolte. Dans les départements de Mongo, Mangalmé et Bitkine, le projet totalisant au départ 517,875 tonnes de céréales dont l'apport du projet était de 351,25 tonnes (116,5 tonnes du FIDA, 234,75 tonnes du PAM)<sup>57</sup>. La contribution des bénéficiaires remonte à 166,625 tonnes de céréales pour la lutte contre l'insécurité alimentaire<sup>58</sup>. Le FIDA décide de distribuer des terres aux plus vulnérables pour pratiquer les cultures maraichers pendant la période de soudure et recevait des financements venant du FIDA, afin d'avoir une condition de vie un peu plus stable voire durable.

<sup>56</sup> A. Khamis , 39 ans, bénéficiaire du projet FIDA, Mangalmé, le 05 novembre 2021.

<sup>57</sup> PSANG II, “ Programme de travail et budget annuel 2008”, Mongo, février 2008, p 35.

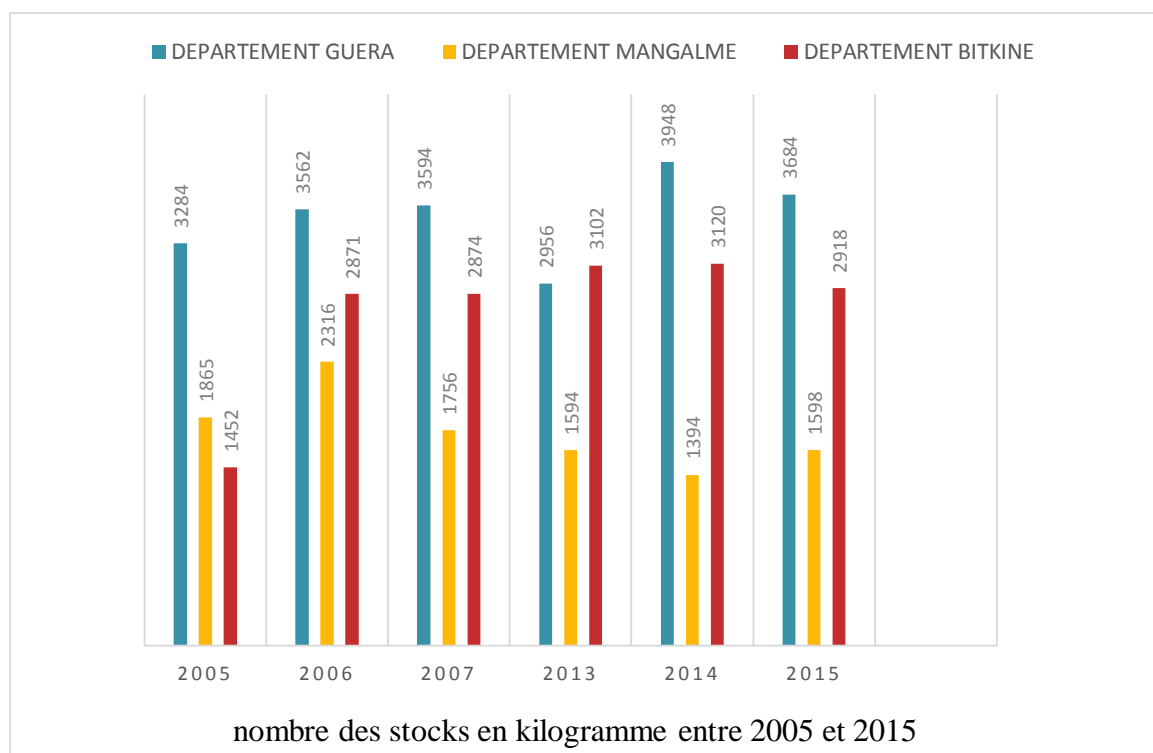
<sup>58</sup> *Ibid.*

**Tableau 11: présentant l'évolution des stocks de céréales (kg) dans le Nord-Guéra entre 2005 et 2015**

Départements	2005	2006	2007	2013	2014	2015
Guéra	3284	3562	3594	2956	3948	3684
Mangalmé	1865	2316	1756	1594	1394	1598
Bitkine	1452	2871	2874	3102	3120	2918

Source : Fédération des Banques de Céréales du Guéra (FBCG)

**Graphique 3: Diagramme en bâton présentant l'évolution des stocks de céréales dans le Nord-Guéra entre 2005 et 2015.**



Source : Fédération des Banques de Céréales du Guéra (FBCG)

Il ressort qu'entre 2005 et 2015, une évolution significative des stockages de céréales dans le département de Mongo, Bitkine et Mangalmé. Le département du haut ou

alors du Guéra (Mongo) avait les stocks le plus importants dans le Nord-Guéra, malgré la chute importante en 2013 qui fut causé par la guerre du 13 avril 2013. Ce dernier est suivi par le Bitkine, avec une importante évolution des stocks de céréales et enfin le département du Mangalmé. Le département de Mangalmé est en dernier position à cause de mauvaise production agricole et le manque de magasins de stockages dans la région.

Le partenaire FBCG (Fédération des Banques de Céréales du Guéra) serait le principal opérateur d'exécution sur le volet de stockage et la construction des magasins dans la zone d'étude depuis 2011<sup>59</sup>. Son approche a été basée sur la participation de tous pour éradiquer la famine de manière durable. Elle a mis l'accent sur l'apport des bénéficiaires, sur la gestion des magasins de céréales. Ici, les groupements villageois ont été formés sur les techniques de productions culturales de sorgo et mil. Depuis PSANG et jusqu'au projet PARSAT, cette dernière a construite 238 magasins sur le compte de FIDA<sup>60</sup>. Lors du projet PADER-G, 6000 sacs de 100 kg ont été mis en place. D'après le rapport de PADER-G, 20 609 ménages ont été touchés, dont 46 514 femmes et 42 936 hommes, ce qui fait au total 89 450 bénéficiaires. De façon plus concrète, il est judicieux de se référer à cette photo ci-après :

**Photo 7: magasin stock villageois de Djerkatché financé par le FIDA**



**Source :** Abdel-salam Abdoulaye Harine, photo prise le 28 octobre 2021.

<sup>59</sup> M. Issa, 47 ans, agriculteur, N'djaména, le 18 septembre 2021.

<sup>60</sup> R. Djibrine, 45 ans, coordinateur de l'ONG FBCG, Mongo, le 05 novembre 2021.

Il ressort sur cette photo les réalisations du FIDA dans la lutte contre l'insécurité alimentaire en construisant les magasins de stocks à travers ses financements. Ce magasin a pour but de stocker les céréales et autres cultures, afin de distribuer aux postulants du projet. Cette stratégie du FIDA contribue de manière significative dans l'atteinte des objectifs de famine zéro. Il faut préciser que le projet a construit des magasins dans plusieurs villages dans toutes les zones d'interventions malgré, le mauvais état des certains magasins de stock.

**Photo 8: stock de sésame du village Golonti département de Mongo**



**Source :** Abdel-salam Abdoulaye Harine, photo prise le 22 octobre 2021.

Cette photo ci-dessus, montre de manière concrète les réalisations du FIDA dans la lutte contre l'insécurité alimentaire à travers les actions de ses partenaires sous-traitants. Il ressort que, la population du Nord-Guéra est tributaire de l'aide des projets à travers la collecte des sacs auprès des populations. Mais d'après les observations faites sur le terrain, certains villages n'ont pas bénéficié de cette œuvre alimentaire. Par conséquent les réalisations sont de manière partielle.

### **3- Aménagement des infrastructures rurales**

Le FIDA à travers ses financements dans le domaine d'aménagement des infrastructures en eau potable et assainissement, travaille avec des opérateurs d'exécution à travers ces multiples conventions signées entre les parties.

### 3.1- Accès à l'eau potable et à assainissement

L'eau est nécessaire pour assurer la survie humaine, promouvoir le développement économique, social et encourager la durabilité environnementale. L'eau potable est un besoin de base dans toutes les sociétés<sup>61</sup>. Le défi de cette époque est d'assurer un meilleur accès à une eau potable et aux services d'assainissement pour des milliards de personnes. Parlant de la région du Guéra en général et la partie Nord en particulier, le FAO (Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et agriculture) affiche de sérieux déficits des ressources d'approvisionnement en eau potable<sup>62</sup>. Cette situation devient un défi fondamental aux bailleurs tel que le FIDA.

D'entrée de jeu, Le FIDA a adopté une approche participative dans ses actions. Il invite les cibles des organisés en groupement et association, afin de faciliter l'exécution du programme. Dans le souci d'atteindre ces objectifs, le FIDA travaille en collaboration avec le ministère de l'infrastructure et hydraulique. Pour ce faire, l'institution organise des séances de sensibilisation, d'animation et de formations en hygiène de l'eau de puits. Avec l'assistance technique des opérateurs, des séances ont été organisées au sein des groupements dans tout le Nord-Guéra, afin d'améliorer les conditions sociales des bénéficiaires. Le FIDA a construit des puits modernes ; des latrines ; des pompes Duba ; dans les villages pour un accès à l'eau potable. Ce dernier permet à la population de lutter contre les maladies contagieuses et promettre une santé durable aux ménages les plus vulnérables. Ces infrastructures ont été construites dans les ménages pauvres. De son projet PSANG II au projet PADER-G, 61 pompes DUBA, 900 latrines, 121 forages dans les départements de Mongo et Bitkine dans tout Nord-Guéra<sup>63</sup>. La société *AL-NADJMA* qui a été chargée de la construction des forages et l'entreprise *ATRAM* fut chargée de la gestion<sup>64</sup>. Ces réalisations significatives ont permis aux bénéficiaires d'avoir accès à l'eau potable pendant la période de soudure. L'institution forme les femmes et les jeunes sur la gestion des puits, forages, latrines et les pompes Duba pour un bon entretien effectuable chaque trois mois. Il faut noter que d'après le rapport final du PADER-G, le volet accès à

---

<sup>61</sup> PUND, "Les aspects économiques dans la gestion durable de l'eau", Mars 2008, p. 42.

<sup>62</sup> FAO, "Rapport d'analyse de la résilience n°15", Rome, 2019, p. 21.

<sup>63</sup> ASANG, "Rapport d'activité", p. 12.

<sup>64</sup> PADER-G, "Rapport d'activités annuel 2015", Mongo, février 2015, p.14.

l'eau et à l'assainissement a touché 1.1875 ménages. Les bénéficiaires touchés ont été 59 375, dont 2 8500 hommes et 30 875 femmes (73,6%) de 2012 à 2015<sup>65</sup>.

**Photo 9: château d'eau potable financé par le PARSAT/FIDA**



Source : PARSAT/FIDA 2019.

**Photo 10: Puits construit par le PARSAT/FIDA à Mongo**



Source : PARSAT/FIDA 2020.

Il ressort sur ces photos ci-haut, les différentes réalisations du projet financé par le FIDA à travers la construction d'un château d'eau et un puits dans le champ maraîchère. Ces derniers permettent aux bénéficiaires d'avoir d'eau potable et des puits pour arroser leurs champs, afin d'améliorer leur production économique. D'après les postulats, l'on trouve dans tous les départements du Nord-Guéra.

---

<sup>65</sup> PADER-G, "Rapport d'activités", p. 44.



Au terme de cette analyse, le FIDA contribue de manière significative dans l'accès à l'eau potable et l'assainissement aux villageois en période de soudure. Cette volonté émane d'une stratégie complémentaire ou alors participative afin d'améliorer les conditions sociales dans le Nord-Guéra. Mais d'après les entretiens et les observations faites, certains bénéficiaires vulnérables se plaignaient du manque d'eau dans leurs villages.

### **3.2- Aménagement des sites**

Dans le but d'améliorer les conditions socio-économiques dans les zones d'intervention, le FIDA travaille en collaboration avec des partenaires d'exécution. Le FIDA a organisé des formations techniques et pratiques aux opérateurs pour mieux cerner les objectifs de cette composante. Cette approche stratégique permet de fertiliser les sites agricoles, aménager les forages, les puits, diguettes en pierre, les barrages hydrauliques et des pistes rurales durables. Le FIDA travaille et fait appel à la contribution significative des bénéficiaires afin d'atteindre les résultats escomptés. C'est une politique basée sur la complémentarité et la volonté de tous.

D'entrée de jeu, les projets organisaient des formations aux OP et aux HIMO (Haute Intensité de Main d'Œuvre) pour mieux exécuter les travaux. Ceci dit, former à partir des bénéficiaires des comités de gestion et d'entretien de site à aménager ; des séances de sensibilisation et d'animation sur les activités de base. Les projets fournirent des matériels agricoles et des travaux d'aménagement des sites de culture de décrue ; de séances de sensibilisation aux producteurs sur les effets du changement climatique et ses conséquences sur les champs agricoles, sur le tarissement des puits en période de décrue et pluviaux. L'organisme FIDA organise des recyclages aux responsables associatifs des anciens sites aménagés. En 1999, l'ONG *NAGDARO* a été chargée du volet animation et sensibilisation des OP dans les zones d'intervention. Dans le domaine agro-forestier, 35000 plantes étaient planté, la production de 15000 arbres dans tout le Nord-Guéra<sup>66</sup>. Aménagement de 200 ha auprès de 184 groupements dans tous les départements.

L'année 2020, le FIDA a formé 12 responsables associatifs dans les départements de Mongo et de Bitkine, sur la gestion des associations et les rôles de membres ; une formation de 113 responsables associatifs des sites décrues, et 80 responsables associatifs

---

<sup>66</sup> *NAGDARO/PSANG I*, Convention N°06/PSANG/99, Bitkine, décembre 1998, p. 21.

formés des sites maraichers<sup>67</sup>. Le FIDA, en tant qu'institution des Nations-Unies, prône l'harmonie et la paix dans les zones cibles. Il organise des réunions pour la gestion des conflits agriculteurs-éleveurs et des conflits fonciers. Pour preuve, l'ONG *NAGDARO* avait pour mission d'organiser des réunions de sensibilisation et animation au profit des cibles dans tout le Nord-Guéra<sup>68</sup>. Ceci, va permettre le bon fonctionnement des stratégies et un développement social durable. Parmi les grandes réalisations du FIDA dans le Nord-Guéra, le grand barrage d'eau construit à 17 km (village de Moukoulou) de Bitkine, barrage de *Midjguir* et le barrage de *Djérbé*. Le barrage de Moukoulou autour duquel vivent 3 931 personnes (782 ménages), qui stocke 770 000 m<sup>3</sup> d'eau et offre d'importantes potentialités cultures de décrues, maraichages, la pêche, etc.<sup>69</sup>. Ce site avait une fonction économique et sociale pour les bénéficiaires de la zone. Pour mieux saisir la réalité, il est capital de se référer sur les photos ci-dessous :

**Photo 11: réalisation d'un grand barrage de Ragne à Bitkine financé par le FIDA/PAM/ETAT**



**Source :** Abdel-Salam Abdoulaye Harine, photo prise à Moukoulou le 11 novembre 2021.

<sup>67</sup> *NAGDARO*, “Rapport d’activités du juillet-décembre 2020”, Bitkine, décembre 2020, pp. 6-7.

<sup>68</sup> B. Issa, coordinateur de l’ONG *NAGDARO*, Bitkine, le 11 novembre 2021.

<sup>69</sup> PADER-G, “Rapport de supervision”, Mongo, 2014, p. 6.

**Photo 12: plaque du Barrage de Ragne financé par FIDA/PAM/ETAT**



**Source :** Abdel-salam Abdoulaye Harine, photo prise à Moukoulou le 11 novembre 2021.

Ces photos ci-dessus, montrent la contribution significative du FIDA dans le souci d'éradiquer la pauvreté des ménages ruraux les plus vulnérables. Pour preuve, l'organisation avait construit le Barrage afin, de permettre aux bénéficiaires de mener les activités culturelles et pastorales, pendant la période de soudure et avoir des fonds pour relever leurs AGR. Cette réalisation montre que les bénéficiaires sont tributaires des projets FIDA.

#### **4- Volet communication/information**

Le Fonds International pour le Développement Agricole, pour vulgariser ses actions à travers les différentes zones d'intervention, signe de multiples conventions avec des partenaires dans le but d'exécuter la composante ou la sous-composante sensibilisation et animation sur la problématique de développement rural dans le Nord-Guéra. Le FIDA a mis sur-pied une approche qui consiste à informer les cibles sur les activités qu'il a eu à réaliser depuis son implantation. Ce fut une stratégie de conscientisation pour les bénéficiaires, afin de prendre leur responsabilité sur leurs conditions de vie.

Le FIDA travaille avec des opérateurs SECADEV, ME'F (média Excel 'formation), ASANG, RCM...) depuis PSANG I jusqu'à l'achèvement du projet PARSAT 2021. Cette approche a été fondée sur la participation de tous dans le cadre du

développement local<sup>70</sup>. L'institution prône l'émergence des groupements paysans capables de prendre en charge la planification, la gestion d'évaluation des activités de communication et à mettre sur place les conditions nécessaires pour les activités développées par ces structures sont pérennes et représentatives des intérêts de l'ensemble des communautés. Pour l'institution toutes les couches ont un rôle à jouer dans les étapes de mise en exécution des activités socio-économiques. Ceci dit, des thématiques significatives ont été organisées par les opérateurs, sur tous les domaines d'activités du FIDA et les résultats escomptés. Autrement dit, des émissions radiophoniques (en langue française, locale et en arabe) ont été initiées dans le domaine d'alphabétisation fonctionnelle et santé nutritionnelle, des cultures maraichères, les changements climatiques et environnementaux, promoteurs d'AGR, les activités pastorales, la vaccination et sans oublier les séances de sensibilisation des différents groupements dans le Nord-Guéra. En 2008, les associations ASANG et SECADEV fournirent des formations aux OP dans le but de former parmi ces dernières, des techniciens sur la prévention des conflits communautaires, des gestionnaires des stocks de sécurité alimentaire dans chaque village et recyclage des anciens techniciens (animateurs, animatrices, chefs des OP, superviseurs etc.).

La Radio Communautaire de Mongo (RCM) a été créée par le FIDA le 11 mai 2010<sup>71</sup>, dans le souci de faciliter son influence significative dans les zones d'intervention. Le FIDA a formé treize (13) agents de la Radio et paie le salaire des trois agents pendant six (6) mois<sup>72</sup>. Le FIDA, à travers la RCM, sensibilise tous les départements et chaque département a une antenne de division. L'année 2018/2019, environs 78 000 bénéficiaires étaient informés régulièrement sur les activités mises en œuvre par l'organisme; douze (12) émissions ont été réalisées sur tous les volets des activités du FIDA et souvent des débats ont été organisés sur toutes les composantes d'activités. NAGDARO organise des séances de sensibilisation et animation sur l'aménagement des sites des décrues, l'utilisation durable des puits maraichers, des pistes rurales, etc. La composante sensibilisation et animation fut une stratégie fondamentale de toutes les organisations humanitaires partout dans le monde. Le FIDA à travers ces multiples financements avec les partenaires, arrive à toucher 35 000 ménages soient 175 000 bénéficiaires

---

<sup>70</sup> PSANG II, "Programme de travail", p.15.

<sup>71</sup> A. M. Abdoulaye, 36 ans, journaliste à la Radio Communautaire de Mongo, Mongo, le 17 octobre 2021.

<sup>72</sup> *Idem.*

directes du projet. Le FIDA organisait les enquêtes à travers la RCM afin, de connaître l'avis des bénéficiaires sur les activités du projet. Afin de mieux saisir cette réalité, il est essentiel de se référer à la photo ci-après.

**Photo 13: séance d'enquête organisée par le FIDA à Mangalmé**



**Source :** Z. K. Djimet, 42 ans, directeur de la radio communautaire de Mongo, photo prise le 28 mai 2020<sup>73</sup>.

**Photo 14: la Radio Communautaire de Mongo financé par FIDA**



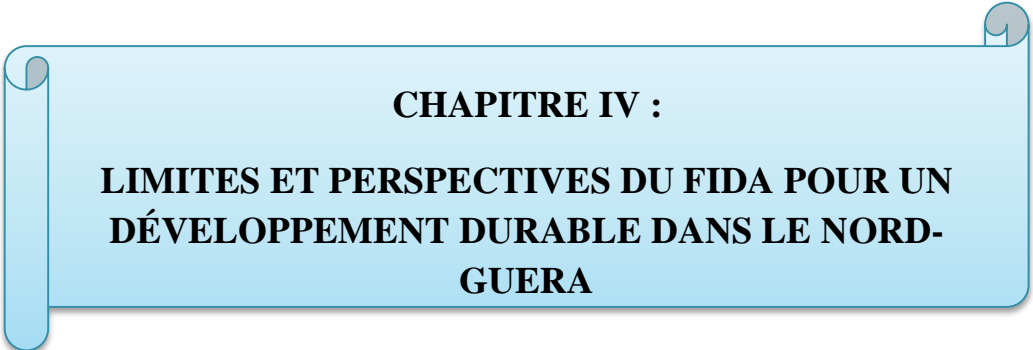
**Source :** Abdel-salam Abdoulaye Harine, photo prise le 19 octobre 2021.

Ces photos ci-dessus, montrent l'œuvre du FIDA dans la vulgarisation de ses actions à travers une large diffusion en utilisant des outils prédéfinis des informations sur les objectifs, la stratégie d'interventions. Le bâtiment ou la radio a été construit par le FIDA pour mieux atteindre les cibles partout dans le Guéra. Les personnes

<sup>73</sup> Z. K. Djimet, 42 ans, directeur de la radio communautaire de Mongo, Mongo, le 02 novembre 2021.

présentes ci-haut sont les agents de la radio effectuant une séance d'enquête sur le compte du FIDA. Ces dernières, facilitent la communication, de sensibilisation et d'animation sur les activités socio-économique de l'institution. D'après les informations collectées, le FIDA fut l'une de première institution ayant plus impacter le développement rural dans le Nord-Guéra.

En guise de conclusion, rappelons que l'objectif principal de ce chapitre était de mieux cerner la problématique du développement socio-économique dans le Nord-Guéra à travers le financement du FIDA. D'après les analyses, il ressort que cette institution des Nations-Unies est un acteur essentiel dans la lutte contre la famine, la pauvreté, l'alphabétisation, etc. dans le Nord-Guéra. A ce titre, le FIDA a priorisé les ménages les plus pauvres de la population qui sont confrontés à l'insécurité alimentaire et l'extrême pauvreté. A travers ces financements dans la promotion socio-économique, il appuie financièrement et techniquement les bénéficiaires, afin d'améliorer leurs conditions de vie. Ceci, montre son impact significatif dans toute la région du Guéra. Comme tout autre institution dans le monde, le FIDA a rencontré d'énormes difficultés dans ses actions. Ceci est la base qui sous-tend les analyses du chapitre suivant.



**CHAPITRE IV :**  
**LIMITES ET PERSPECTIVES DU FIDA POUR UN**  
**DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LE NORD-**  
**GUERA**

Les activités du FIDA dans la promotion du développement socio-économique dans le Nord-Guéra au Tchad ont été orientées vers les cibles vulnérables, qui sont entre autres : les femmes de ménages, les jeunes et les producteurs agricoles, etc., ses multitudes actions dans les zones d'interventions datent de trois décennies, et ont souvent rencontré des contraintes conjecturelles qui freinent l'atteinte des objectifs fixés par l'organisation.

Le présent chapitre qui clôture ce travail, s'attèle à présenter et analyser les principales contraintes auxquelles a été confronté le FIDA dans son mandat qui est celui de la lutte contre la famine et la pauvreté dans le Nord-Guéra. En effet, dans la mise en œuvre de sa politique de développement socio-économique, il rencontre un certain nombre des difficultés qu'il convient de relever et proposer quelques perspectives pour un renforcement des capacités des cibles directes et leur offrir une meilleure condition socio-économique plus durable. Dans ce chapitre, l'on montre d'abord les limites organisationnelles et administratives des actions du FIDA (I) et ensuite, les contraintes fonctionnelles des réalisations de l'organisation (II), et enfin, les perspectives pour un développement socio-économique dural (III).

## **I- LES LIMITES ORGANISATIONNELLES ET ADMINISTRATIVES DU FIDA**

Les stratégies de développement adoptées par le FIDA, sont orientées vers un climat de lutte contre la famine et la pauvreté chronique dans la partie Nord de la région du Guéra au Tchad. Etant donné qu'aucune action ne peut se faire sans difficultés, le FIDA dans ses actions sur le terrain fait face à des limites organisationnelles et administratives. Dans cette partie, l'on présente les difficultés financières et l'influence des bailleurs de fonds ; difficultés logistiques comme obstacle aux projets FIDA ; et les obstacles socio-culturelles.

### **1. Les difficultés financières et l'influence des bailleurs**

Les politiques mises sur-pied pour l'organisation, pour améliorer les conditions socio-économiques ne peuvent être exécutées que lors que la ressource financière est disponible pour mener les différentes activités prévus par le projet. C'est ainsi que cette dernière devient le socle pour la réussite de tous les programmes visant à atteindre les cibles directes.



### **1.1- Obstacles d'ordre financier**

Dans le cadre de ses actions, le FIDA réserve une importante ressource financière, afin d'exécuter ses activités et d'améliorer les conditions de vie de la population. Celles-ci se manifestent par le paiement des salaires significatifs des agents administratifs, techniques et plus souvent les frais coûteux des activités à mener dans les zones d'intervention. L'on parle du frais des différentes missions colossales, et bien d'autres besoins secondaires ou primaires. Ces derniers, contribuent de manière significative, ou déficit financier dans le déroulement des programmes à exécuter sur le terrain ; ce qui fait que le FIDA n'arrivait pas à allouer d'importantes sommes afin de satisfaire les besoins d'urgences des populations du Nord-Guéra. Dans un cas pareil, les activités financées par l'institution ne permettent pas d'assister suffisamment toutes les cibles, afin de leur offrir une condition de vie durable. C'est pourquoi, tous les projets du FIDA implémentés dans la région, ont été démarrés deux ou trois ans après la signature officielle<sup>1</sup>. Cette façon de procéder a des conséquences négatives car, les activités ayant pour but d'éradiquer la famine et la pauvreté ne sont pas exécutées dans les délais impartis. Ce phénomène du retard sur l'exécution du projet, présente un certain nombre des difficultés aux programmes du FIDA. A cela s'ajoute l'arrivée tardive des équipements et matériaux achetés pour les activités de l'organisation. Cette pratique ne permet pas le développement socio-économique des cibles et ne leur offre pas une vie meilleure.

### **1.2- L'influence des bailleurs sur les projets FIDA**

Le FIDA est financé par des bailleurs de fonds, afin d'assister les personnes vulnérables et améliorer leurs conditions socio-économiques. Les organisations internationales (PAM, FIDA, FAO, etc.) n'ont pas suffisamment des moyens, afin de financer individuellement les programmes ou alors les projets d'envergure<sup>2</sup>. Avant de financer un programme dans un pays, le FIDA présente ses besoins aux donateurs nationaux et internationaux, afin de solliciter le financement et, intervenir en cas de situation d'urgence. Dans certains cas, il semble que les donateurs manquent d'engagement pour garantir le financement des projets en temps voulu par le FIDA. Cela,

<sup>1</sup> PSANG I, "Rapport d'évaluation intermédiaire 1992-1999", Mongo, décembre 1999, p.2.

<sup>2</sup> F. Victor, "La BAD et le développement socio-économique du Cameroun entre 1972 et 2010" Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2017, p.137.

contribue non seulement à la réalisation partielle des activités entendues, mais aussi à son engagement envers les populations cibles. D'après les informations recueillies lors des entretiens avec certains opérateurs du projet, le FIDA ne respecte pas la date de décaissement des fonds, afin de démarrer les activités à temps<sup>3</sup>. Les partenaires d'exécution font face à des multitudes de difficultés pour commencer les activités, et souvent ils débutent celles-ci avec leurs propres fonds, qui d'ailleurs sont insignifiants comparés aux besoins de la population<sup>4</sup>. À cela s'ajoute la diminution du coût de financement par composante dans le Nord-Guéra. Ceci engendre un problème d'insuffisance pour l'accomplissement des activités, et compromet les résultats de chacune des composantes. Pour preuve, il PARSAT devait s'achever en 2022, mais à cause de l'insuffisance financière le projet s'est arrêté entre juin -juillet 2021<sup>5</sup>.

L'enjeu géopolitique d'assistance au développement contribue à maintenir un certain nombre d'influence au Tchad. Cela peut se faire à travers les dons et les prêts souvent insignifiants. Le système international est semblable à la jungle où les décisions sont prises par les grandes puissances<sup>6</sup>. L'échiquier international est dominé par les institutions internationales et les organisations non gouvernementales, qui sont pilotées par les grands bailleurs de fonds, afin de continuer leur influence sur les États pauvres. L'État tchadien n'a pas les moyens pour satisfaire les besoins des populations car, il reste dépendant vis-à-vis de ces structures internationales et privées tel que le FIDA. Cette analyse peut montrer que les crises auxquelles font face les populations seraient souvent organisées par ces acteurs, afin de préserver leurs intérêts au Tchad. Cela permet de justifier l'implémentation du FIDA au Tchad. L'on peut dire qu'une telle coopération permet d'avoir la mainmise sur le gouvernement. Certes, la présence du FIDA en tant qu'acteur du développement socio-économique a apporté des résultats significatifs dans le Nord-Guéra, toutefois il y persiste encore des failles ou alors des obstacles car, il reste encore des défis à relever si l'on veut offrir des conditions socio-économiques favorables.

La responsabilité du gouvernement tchadien dans l'exécution du projet FIDA est envisagée. En effet, le Tchad est classé parmi les pays les plus pauvres du monde.

---

<sup>3</sup> A. M. Hassan, 34 ans, superviseur de l'ONG *AMTINE*, Baro, le 08 novembre 2021.

<sup>4</sup> B. Issa, 57 ans, coordinateur de l'ONG *NAGDARO*, Bitkine, le 11 novembre 2021.

<sup>5</sup> T. Issa, 37 ans, superviseur de l'ONG *MOUSTAGBAL* du Nord-Guéra, Mongo, le 21 octobre 2021.

<sup>6</sup> Y. G. Habiba, "Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et la lutte contre l'insécurité alimentaire dans les régions septentrionales du Cameroun (1968-2018)", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2021, p. 134.

D'après l'Indice du Développement Humain (IDH), le Tchad était classé 184<sup>ème</sup> sur 186<sup>ème</sup> au rang universel<sup>7</sup>. L'économie du pays repose principalement sur le secteur agropastoral. A cela s'ajoutent les crises économiques et socio-politiques qu'avait connues le Tchad depuis son indépendance le 11 août 1960. L'affaiblissement du gouvernement constitue une limite significative dans les réalisations des programmes FIDA. L'Etat tchadien ne respecte pas ses engagements envers le FIDA. Cela se manifeste par le décaissement tardif de la contrepartie<sup>8</sup>. Pour preuve, le gouvernement tchadien n'avait pas tout décaissé sa part d'argent lors du PARSAT<sup>9</sup>. Cette situation financière ne permet pas au FIDA de bien mener ses activités, afin d'éradiquer la pauvreté et la famine non seulement dans le Nord-Guéra car, l'organisation intervient dans d'autres régions du pays. Il faut également noter la croissance démographique des populations bénéficiaires qui impacte significativement sur le budget du FIDA.

## **2. Difficultés logistiques comme obstacle aux projets FIDA**

Comme toute autre institution dans le monde, le FIDA rencontre des difficultés dans la mise en œuvre des activités et un suivi régulier, afin d'atteindre ses objectifs. Le FIDA dispose d'un seul siège au Tchad. En effet, l'institution ne dispose pas des antennes ou alors des bureaux dans tout le Nord-Guéra, afin de faciliter certaines activités avec les partenaires d'exécution de ladite zone, sans se déplacer. Tous les projets du FIDA sont en effet pilotés à partir de Mongo<sup>10</sup>. Cette centralisation au siège principal dans le département de Mongo constitue une limite significative, qui empêche souvent l'avancement des activités.

Une autre difficulté à laquelle l'institution fait face est celle des ressources humaines. Cette dernière ne dispose suffisamment pas des personnels propres à elle, afin pour pouvoir mener ses activités en temps prévu. Au regard de limite qu'il rencontre, le FIDA mène ses actions à travers les différentes ONG locales présentes dans les zones d'intervention. L'institution recevait une assistance des personnels et matériels de la part du gouvernement tchadien pour l'exécution du projet. L'on constate un manque

---

<sup>7</sup> INSEED Tchad, "Rapport d'enquêtes sur la pauvreté", mai 2012, p. 14.

<sup>8</sup> D. Nguelet, 37 ans, analyste-financier du ministère de l'économie et plan, N'Djaména, le 25 septembre 2021.

<sup>9</sup> *Idem.*

<sup>10</sup> Le FIDA intervient dans plusieurs régions au Tchad. Il a pour siège central à N'Djaména mais il pilote ces projets du Nord-Guéra à partir de Mongo. Cela retarde les réalisations du programme.

d'expériences de certains agents, des opérateurs sur le terrain. Cela a une influence considérable sur les stratégies du FIDA, afin d'atteindre les résultats attendus. Alors, que le FIDA devrait déployer ses propres agents pour mieux mener ses activités. A cela s'ajoute l'influence des autorités administratives et traditionnelles du Nord-Guéra. Ces dernières, manifestent certains comportements illégaux à l'égard de la politique mise sur-pied par le FIDA. D'après les enquêtes, l'influence des autorités sur le FIDA, se manifeste par le recrutement les jeunes originaires de la région sans tenir compte de leur compétence. Il faut noter que l'institution a rencontré beaucoup des problèmes d'ordre administratif qui ont empêché souvent les réalisations attendus.

Autre chose, l'on présente les difficultés matérielles. Le FIDA fournit les équipements de déplacement aux opérateurs, à savoir, les voitures, les motos les machines, etc., aux partenaires d'exécution, afin de pouvoir mener à bien ses activités. Mais le FIDA ne fournit pas suffisamment des matériels des travaux à ses opérateurs techniques<sup>11</sup>. Cela impacte négativement sur l'avancement des activités. Le Nord-Guéra est la deuxième partie du territoire la plus menacée par les montagnes. Par conséquence, il présente une défaillance organisationnelle dans ce sens qu'il serait d'atteindre d'atteindre les zones cibles les plus enclavées pendant la période pluvieuse.

### **3. Difficultés socio-culturelles**

Pour le FIDA, l'environnement socio-culturel a été une limite significative dans les réalisations du programme. Ces limites, l'on observe chez certains hommes et les femmes pendant les séances de formation organisées par le FIDA. L'influence inappropriée de la tradition se traduit par certains comportements immoraux, adoptés par certains postulants et constituent une limite majeure pour l'avancement des activités.

En effet, dans le Nord-Guéra, la population est reconnue à travers ses us et coutumes depuis la nuit du temps<sup>12</sup>. Cela dit, la tradition occupe une place choix. Cette attitude a considérablement joué sur les actions de l'institution, afin de bien mener ses activités et atteindre les résultats escomptés.

---

<sup>11</sup> Z. K. Djimet, 42 ans, directeur de la Radio Communautaire de Mongo (RCM), Mongo, le 02 novembre 2021.

<sup>12</sup> La région du Guéra en général et le Nord-Guéra en particulier couvre plusieurs ethnies du Tchad. Cette population s'intéresse beaucoup plus aux cultes des ancêtres et les mœurs. C'est pourquoi on assiste à une méfiance qu'impact négativement les activités des organismes étrangers.

L'impact négatif de la tradition a été observé au niveau des différents séminaires de formation et pendant les cours d'alphabétisation. Ces derniers, ont connu parfois une participation souvent limitée à cause de certaines activités conjugales, champêtres et d'autres besoins sociaux. Certaines femmes ont peur de rencontrer de soucis conjugaux avec leur partenaire, d'autres à cause de tâches ménagères ou alors des travaux champêtres<sup>13</sup>. C'est pourquoi, les postulats n'assistent parfois pas aux ateliers de formations, aux campagnes de sensibilisations, les animations et aux séminaires organisés dans leurs localités respectives. Ayant constaté que le FIDA mettait beaucoup l'accent sur les femmes que sur les hommes, les agents de FIDA ont commencé à sensibiliser les époux sur l'importance de la formation. La promotion de la femme rurale passe par l'homme car, celui qui a le dernier mot pour qu'elle soit promue<sup>14</sup>. Certains bénéficiaires refusent d'accepter ces aides, surtout dans le domaine de microcrédit. A cela s'ajoute le non-remboursement de prêt par certains bénéficiaires. Pour preuve, l'on a vu l'échec de la sous-composante microcrédit, lors du premier PSANG I car, les postulats n'ont remboursé les prêts à l'opérateur SECADEV en 2003<sup>15</sup>.

La tradition a influencé de manière significative les actions du FIDA dans la promotion socio-économique dans le Nord-Guéra. Elle a constitué une limite dans la lutte contre la famine et la pauvreté dans les zones d'intervention. Pour preuve, elle a été renforcée par les règles morales établies par la tradition.

## **II- LES LIMITES FONCTIONNELLES DU FIDA DANS LA PROMOTION SOCIO-ÉCONOMIQUE**

Dans sa mission au Tchad en général et dans le Nord-Guéra en particulier, le FIDA assiste les populations contre la famine et la pauvreté chronique dans les zones-cibles. Seulement, dans son approche et ses mécanismes déployés sur le terrain, il fait face à d'énormes difficultés. Dans cet angle du travail, l'on va présenter les difficultés éducationnelles et d'infrastructures rurales ; l'inadaptation des stratégies de développement agricole et la lutte contre la pauvreté ; les critères d'éligibilité comme limite du FIDA ; et l'insuffisance du suivi-évolution des activités.

<sup>13</sup> M.Youssouf, 50 ans, écrivain de la langue *Mugum* à la FAPLN, Mongo, le 29 octobre 2021.

<sup>14</sup> E.L. Nuague Noubisi, "Le programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD et l'insertion socio-économique de la femme rurale dans la région de l'ouest Cameroun", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, décembre 2015, p.130.

<sup>15</sup> PSANG II, "Synthèse", p. 12.

## 1- Difficultés éducationnelles et infrastructurelles

Pour mener ses actions et améliorer les conditions socio-économiques des cibles, le FIDA travaille en synergie avec des opérateurs économiques et les bénéficiaires. Malgré les efforts significatifs, les populations rencontrent des soucis d'ordre éducatif et infrastructurel sans précédent.

### 1.1- Contraintes dans le domaine éducatif

Pour le Fonds Internationale de Développement Agricole (FIDA), la politique d'alphabétisation permet aux organisations paysannes, de renforcer leur capacité, d'entretenir un environnement lettré favorable à la consolidation des acquis des femmes productrices, afin de réduire les inégalités femmes-hommes dans les activités économiques et sociales de ladite zone<sup>16</sup>. Les contraintes d'ordre éducatif sont plus fréquentes dans tous les départements du Nord-Guéra. Tout développement se passe par l'éducation. Cette approche est adoptée par le FIDA, afin d'enseigner aux postulants les techniques agropastorales, microprojets, hygiène et assainissement, etc., mais ces problèmes persistent toujours. Ces contraintes se présentent par les stratégies défailtantes du FIDA et de ses partenaires d'exécution.

Cela peut s'exprimer à travers le manque significatif des matériels didactiques dans les différents centres d'alphabétisation fonctionnelle et nutritionnelle ; certains centres ne disposent pas des chaises, des cahiers, et autres matériels de base. Il faut mentionner, le nombre insuffisant des enseignants et enseignantes d'alphabétisation dans les centres éducatifs<sup>17</sup>. D'après certains informateurs, les formateurs ne reçoivent pas d'encouragement (un salaire) du FIDA, pour mieux exercer les activités. Autrement dit, ils préfèrent rester chez eux ou aller au champ. Dans certains villages, les manuels didactiques ne sont pas suffisants aux postulants volontaires. Les séances d'alphabétisation ne sont souvent organisées que pendant la période de décrue<sup>18</sup>. Par conséquent, les paysans ne participent point aux séances de formation. Cela montre une limite significative dans la stratégie du FIDA. L'on peut l'expliquer par l'insuffisance du nombre de campagnes organisée et absence d'un suivi rigoureux des activités dans les

<sup>16</sup> AFD, "Alphabétisation aux organisations paysannes", <https://www.afd.fr/fr/carte-des-projets/alphabétisation-fonctionnelle-des-membres-des-organisations-paysannes-au-tchad>, consulté le 27 janvier 2022.

<sup>17</sup> M. Youssouf, 50 ans, écrivain de la langue *Mugum* à la FPLN, Mongo, le 29 octobre 2021.

<sup>18</sup> *Idem*.

zones d'intervention. A cela s'ajoute l'influence socio-culturelle qui empêche certains bénéficiaires d'assister aux séminaires de formation. Pour mieux appuyer cet argumentaire, il est important de se référer sur la photo ci-dessous :

**Photo 15 : séance du cours d'alphabétisation fonctionnelle à Mongo**



Source : cliché FAPLG/FIDA 2018.

Cette photo ci-dessus, présente les conditions dans lesquelles les bénéficiaires font cours dans certaines zones des projets. Cela montre la milite du FIDA à pouvoir relever le défi éducationnel et offrir des conditions favorables à travers ces réalisations. L'on peut conclure que malgré sa contribution significative dans le monde rural, le défi reste à relever.

### **1.2- Difficultés infrastructurelles**

Le FIDA construit certes des infrastructures (les barrages, CEP maraichers et élevage, les magasins de stocks, les pistes rurales, les forages etc.), mais l'on observe cependant des insuffisances significatives dans les zones d'intervention, alors que ces derniers sont au centre du tout développement rural. En effet, les magasins de stockage des céréales ne sont que construites dans certains villages ayant 100 ménages. Le FIDA, dans sa politique d'assistance ou alors d'intervention, se focalise sur différents critères

socio-culturels<sup>19</sup> permettant la construction d'un magasin de céréales, afin de lutter contre l'insécurité alimentaire. Cette stratégie du FIDA, constitue en quelque sorte un frein important dans sa lutte contre l'insécurité alimentaire dans cette partie du Guéra. Cela montre d'une part la mise en place d'une mauvaise politique de développement et d'autre part, l'absence d'une assistance suffisante, qui a conduit certains villages dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë, ainsi que bien d'autres maladies sanitaires. Sans oublier le mauvais état des banques de céréale dans certains villages, qui est dû au manque de réhabilitation et une absence importante de gestion par le FIDA. L'on ajoute le mauvais état des pistes rurales reliant les villages cibles et qui présente un obstacle à l'exécution des activités du FIDA. Cette situation empêche le développement socio-économique des populations. Pour preuve, l'on assiste à l'absence de stocks de sables pour bien aménager et réhabiliter les pistes, afin de favoriser les activités locales<sup>20</sup>. Ce manque est favorisé par une absence considérable de fonds pour stocker le dit sable, ainsi que des matériels pour aménager les pistes rurales.

Malgré l'aménagement des sites agricoles, les forages, etc., par l'opérateur NAGDARO, les bénéficiaires rencontrent d'énormes contraintes car, ces infrastructures n'arrivent pas à subvenir aux besoins des cibles. Autrement dit, le FIDA a du mal à fournir de l'eau potable et des espaces favorables pour les activités agricoles, particulièrement pendant la période de soudure. Cela est dû aux différentes stratégies de développement, voire les critères d'éligibilité mis sur-pied par l'institution. Alors que toute assistance humanitaire devrait faire appel à la bonne moralité, afin qu'elle soit au service de tous. D'après les observations faites sur le terrain, le Nord-Guéra dispose très peu d'infrastructures scolaires (centres d'alphabétisations). Malgré le financement du FIDA sur ce volet depuis 2010, certains villages ne disposent pas suffisamment des salles de cours d'alphabétisation. Les bénéficiaires travaillent sous les arbres après une décennie (début du projet PADER-G) d'activités sur le volet d'alphabétisation<sup>21</sup>. L'on trouve des salles impraticables à cause du manque de suivi. Cela présente une limite de

---

<sup>19</sup> Le FIDA a imposé des critères d'éligibilité aux villages cibles, afin de bénéficier de la construction du magasin de stockage. Les critères sont: l'équilibre du genre, une population autochtone, la contribution des populations dans la construction à la hauteur de 10% et dans la gestion de la banque, absence du problème foncier dans le village et l'apport local de stock initial. Ces derniers sont imposés par le FIDA aux bénéficiaires avant la construction à leur profit d'un magasin de stock, de céréale au sein de leur village.

<sup>20</sup> A. M. Hassane, 35 ans, superviseur de l'ONG *AMTINE*, Baro, le 08 novembre 2021.

<sup>21</sup> Anonyme, 39 ans, bénéficiaire projet FIDA, Zoni, le 07 novembre 2021.



l'organisation dans sa mission qui est celle de la lutte contre l'alphabétisme fonctionnelle et en matière de santé nutritionnelle.

Au terme de cette analyse, les limites fonctionnelles (éducatives et infrastructurelles) que rencontre le FIDA sont dues à sa faible capacité technique et financière, qui l'empêche d'élaborer un programme efficace d'assistance humanitaire, afin d'offrir une condition de vie plus aisée.

## **2- L'inadaptation des stratégies de développement agricole et la lutte contre la pauvreté**

Malgré l'appui technique et financier mise sur-pied par le FIDA au profit de différents agriculteurs, afin de lutter contre l'insécurité alimentaire du Nord-Guéra, les problèmes liés au développement agricole et la problématique de la pauvreté persistent dans les ménages.

### **2.1- Obstacles au développement agricole**

Les stratégies adoptées par l'institution ont apporté leur fruit, mais l'on constate une importante insuffisance de production de céréales, voire d'autres produits de première nécessité ; malgré ses actions durant les trois premières décennies. Plusieurs producteurs agricoles font face aux difficultés liées à la technique agricole moins efficace, afin de permettre un bon résultat. D'après les entretiens, plusieurs agriculteurs utilisent encore les méthodes archaïques et ce qui constitue une contrainte importante sur les résultats attendus. Le FIDA n'a pas suffisamment d'engrais de qualité, afin de distribuer aux bénéficiaires pour booster leur production<sup>22</sup>. La semence améliorée devient souvent très chers pour les cultivateurs, alors que ces derniers ne disposent pas de moyens pour en acheter. L'on note souvent l'utilisation abusive des produits chimiques dans les champs culturaux ; ce qui souvent provoque des maladies incurables. Cette situation a plus accentué la pauvreté et la famine dans les ménages.

Le FIDA ne dispose pas de formateurs hautement qualifiés en agronomie, pouvant bien former les groupements ou les OP (Organisations Paysannes), afin d'améliorer leur production agricole à travers des techniques modernes. Ces derniers rencontrent des difficultés financières, afin d'acheter des matériels agricoles et améliorer leur système

---

<sup>22</sup> G. Bichara, 40 ans, bénéficiaire du projet FIDA, NDjaména, le 18 septembre 2021.

de production. Les agriculteurs font face à des problèmes liés aux mauvaises conditions climatiques, une importante perturbation pluviométrique et aménagement des sols, alors que le FIDA devait relever ces défis. Les mauvaises conditions climatiques sont beaucoup plus fréquentes dans cette partie et accentuent l'infertilité des sols. Pour mieux confirmer ce fait, l'on a la sécheresse des années 1980 et 1990, qui avaient secoué le Nord-Guéra<sup>23</sup>. L'institution n'a pas mis à la disposition des bénéficiaires des machines (tracteurs), afin d'améliorer les moyens de production et lutter efficacement contre l'insuffisance alimentaire.

L'on a montré tout au long de ce travail, l'apport des bénéficiaires à la promotion du secteur agricole à travers la politique participative émise par le FIDA. Cette approche se traduit par la volonté de relever le défi, afin d'aboutir à des solutions plus durables. Les clauses n'ont pas été respectées par certains membres des groupements villageois et associations. Cela s'explique par l'absence de volonté et la fuite de responsabilité des postulats. Le manque de séminaires des sensibilisations /animations au sein des groupements villageois, l'absence de communication sur l'impact des projets FIDA à travers la Radio Communautaire de Mongo (RCM)<sup>24</sup>. Cette situation présente une limite significative dans la réalisation des objectifs des programmes FIDA.

## **2.2- obstacles dans la lutte contre la pauvreté**

Au Tchad, les revenus économiques sont basés sur deux principaux secteurs qui sont l'agriculture et l'élevage. Ce pourquoi, le FIDA, afin d'éradiquer la pauvreté, il a mis sur-pied des stratégies (le volet agricole, élevage et microprojet) pour améliorer les conditions économiques des personnes démunies. Malgré les actions menées, la pauvreté persiste dans les zones d'interventions.

En effet, les limites des actions du FIDA dans le domaine de microprojets se manifestent par l'insuffisance significative de fonds dans les différentes caisses rurales, afin de pouvoir octroyer des crédits aux postulants. Le faible taux des caisses urbaines et rurales créées dans les zones du projet. D'après les enquêtes, le FIDA et ses

---

<sup>23</sup> Anonyme, 39 ans, bénéficiaire projet FIDA, Zoni, le 07 novembre 2021.

<sup>24</sup> Le FIDA a créé la RCM à la fin du projet PSANG II en 2011. Cette radio communautaire est un moyen pour le FIDA de présenter aux bénéficiaires sa place, sa mission et son rôle dans le processus développement socio-économique dans le Nord-Guéra. Grâce à cet instrument de communication, il organise des séances de sensibilisation et autres activités radiophoniques au profit des personnes ciblent. Mais depuis 2017, la radio n'arrivait pas à atteindre certaines zones d'interventions.

opérateurs économiques n'assistent suffisamment pas les ménages pauvres pour améliorer leurs conditions économiques. Cela s'explique par l'ensemble des critères d'éligibilité misent sur-pied par l'organisation. Les bénéficiaires ne sont pas suffisamment tributaire des crédits. Les populations du Nord-Guéra n'ont suffisamment pas d'expériences en matière de microprojet. Les groupements villageois sont faiblement organisés au Tchad et particulièrement dans la zone sahélienne<sup>25</sup>. Ces faiblesses limitent leur capacité à organiser et offrir des services efficaces et réguliers, afin d'atteindre les objectifs et relever leur revenus économiques à travers l'octroi de crédits, malgré les efforts considérables des groupements féminins souvent plus dynamiques à mener les activités économiques. Le FIDA ne dispose pas des formateurs et formatrices qualifiés dans le domaine. L'on peut qualifier d'un "tournent à vide"<sup>26</sup> faute d'idées, d'appuis techniques et de ressources adéquates. Alors que les séminaires de formation devraient être orientés dans les secteurs des activités formelles et informelles.

Aussi, pour relever les AGR (Activités Génératrices de Revenus) des populations cibles, l'institution distribue des petits bétails aux personnes le plus démines, en particulier les femmes chefs de ménages à travers les groupements et associations villageois. Malgré ces efforts consentis, la pauvreté persiste au quotidien. D'après les informations sur le terrain, tous les ménages n'ont pas bénéficié de ce don à cause d'une certaine immoralité des agents du FIDA et parfois des bénéficiaires. L'organisation n'offre pas suffisamment des séminaires de formation, afin de permettre aux tributaires de mieux élever leur bétail et avoir les revenus à travers ces bétails. Cette situation s'explique par le manque de formateurs et formatrices qualifiés pour l'élevage. L'enclavement de certaines zones, absence des réseaux auxiliaires (féminines) de santé d'élevage. A cela s'ajoute l'accès au service vétérinaire qui constitue l'une des difficultés significatives pour les ménages pratiquant l'élevage, L'insuffisance des trousseaux médicales et stock initial de produits vétérinaires de base aux agents. Il faut relever le problème d'accompagnement et du suivi qui empêche la réalisation des projets.

En outre, la culture maraichère pratiquées en contre saison à travers le financement du FIDA, permet aux bénéficiaires de relever leur revenu économique. L'on constate que ce secteur fait face à d'énormes problèmes techniques et financiers.

---

<sup>25</sup> M. Marie-Rose, "Les organisations paysannes et les politiques agricoles", *Afrique contemporaine*, n°217, 2006, p.135.

<sup>26</sup> *Ibid.* p.137.

L'on démontre à travers l'absence de formation de qualité aux producteurs maraichers, pouvant permettre une bonne planification saisonnière. L'insuffisance des matériels de base et des produits semenciers de très haute qualité, afin de booster les AGR (Activités Génératrices des Revenus) et améliorer leur condition économique. Enfin, l'appui financier qui ne permet pas aux producteurs d'acheter certains produits efficaces, afin d'atteindre les résultats escomptés.

### **3. Les critères d'éligibilités comme limite à l'action du FIDA**

Pour mener à bien leurs activités et atteindre les personnes cibles, le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) avait mis sur-pied des critères en relation avec sa politique d'intervention. L'institution prône l'approche participative dans toutes ses actions. La mise en place de cette politique, influence négativement sa mission. L'on sait que le Nord-Guéra compte beaucoup des villageois, certains villages n'avaient pas 50 ménages et vivent sous la pauvreté. Le FIDA avait pris la mission d'assister cette population, afin d'améliorer leurs conditions de vie. L'on constate que les critères recommandées par le l'organisation constituent une majeure limite dans l'atteinte des objectifs. D'après les entretiens réalisés, pour bénéficier d'une construction d'un magasin de stockage, le projet exige au minimum 100 ménages<sup>27</sup>. Pour bénéficier d'un prêt, il faut avoir une activité Alors, l'on trouve beaucoup de villages qui ne disposent pas de 100 cases dans les départements (Bitkine, Mongo et Mangalmé). S'ajoute le manque de volonté administrative et la corruption qui freine les réalisations des projets. Cette stratégie d'éligibilité a plongé certains villages dans l'insécurité alimentaire et la pauvreté surtout, en période pluvieuse.

### **4. L'insuffisance du suivi-évolution des activités**

Le suivi est un socle du bon fonctionnement et la réussite d'un projet de développement. L'organisation avait mis sur-pied un comité chargé du suivi des activités, afin de rendre compte au comité central du FIDA. Chaque partenaire d'exécution, organise des séances ou alors journées pour le suivi des activités réalisées sur le terrain une ou deux fois par an. Malgré cela, l'on assiste à une défaillance significative des actions et l'exécution partielle du projet. Les bénéficiaires ne sont pas bien suivis par

---

<sup>27</sup> R. Djibrine, 45 ans, coordinateur de l'ONG FBCG, Mongo, le 05 novembre 2021.

les agents des opérateurs et les comités villageois. Pour preuve, le FIDA avec son projet PARSAT, n'a pu atteindre les résultats escomptés sur le volet microprojet<sup>28</sup>. En effet :

Au cours de la phase I du projet PSANG I (programme de Sécurité Alimentaire du Nord-Guéra), des crédits ont été octroyés aux groupements d'intérêt économique par ACORD, SECADEV et l'ONDR. Les crédits de l'ACORD ont été entièrement remboursés, ce n'est pas chez le cas pour SECADEV et l'ONDR en 2005, soit quatre (4) ans après le démarrage du projet PSANG II, un montant de 32 millions FCFA restait à récupérer. L'ONDR et SECASEV n'étant plus sur terrain avec FIDA, un opérateur fut recruté en octobre 2006, pour une période de six (6) mois, afin d'effectuer ces recouvrements. Après quatre (4) mois, le recouvrement de ces impayés est de seulement 6% du montant<sup>29</sup>.

Cette situation s'explique par la négligence de la part de l'institution, de mettre l'accent sur le suivi des activités menées, afin de s'assurer si les leçons apprises lors des formations ont été appliquées par les bénéficiaires. Cela montre à suffisance les réalisations partielles du FIDA dans la promotion socio-économique dans ces trente dernières années.

### **III- PERSPECTIVES POUR UN DEVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DURABLE**

Le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a fait face à de multiples contraintes à travers ses différents programmes d'aide au développement dans le Nord-Guéra. Ces difficultés ont eu d'influences significatives sur les réalisations des projets au cours des trois dernières décennies. Face à ces nombreuses difficultés, quelques perspectives sont envisageables, afin d'assurer une meilleure condition plus durable.

Dans cette partie du travail, l'on suggère des solutions pouvant permettre au FIDA de surmonter les obstacles rencontrés par les partenaires d'exécutions et l'institution lors des actions menées. Les perspectives sont orientées vers les difficultés organisationnelles et fonctionnelles tout au long de cette analyse. Ceci dit, l'on met un accent non seulement sur les perspectives administratives, fonctionnelles, socio-culturelles, mais aussi sur l'action à envisager par l'Etat tchadien.

---

<sup>28</sup> H. Moukhtar, 32 ans, gestionnaire de l'ONG UCEC-G, Mongo, le 28 octobre 2021.

<sup>29</sup> ASANG, "Rapport de mission de supervision", p. 17.

## **1- Perspectives pour une meilleure organisation administrative**

Le FIDA doit décentraliser ses locaux dans les départements du Nord-Guéra, voire dans toutes les régions tributaires du programme, afin de limiter la concentration du pouvoir de décision et aussi faciliter les procédures administratives en faveur de ses collaborateurs. Cette politique décentralisée susceptible de favoriser les traitements des dossiers ou alors les courriers et les décaissements concernant les activités. Ces derniers auront sûrement un impact significatif sur la lenteur du programme et surtout sur la date d'achèvement prévu. Dans une période des trois décennies, le Fonds International de Développement Agricole n'a enregistré que quatre projets et le cinquième (REPER) est en cours d'exécution dans le Nord-Guéra, pour des milliers des bénéficiaires. Ce nombre est très insuffisant pour une zone où les crises socio-économiques sont graves. Il faut plus de projets, afin d'offrir une meilleure condition socio-économique à la population rurale.

Les futurs programmes au Tchad devront déployer des personnels qualifiés, afin de mener les activités sur le terrain. Ces derniers doivent superviser les actions avec sérénité et ne doivent être remplacés par des agents non compétents voire non formés par l'institution car, cela risque de compromettre les résultats escomptés. Il faut un recrutement qualitatif basé sur la compétence et le savoir-faire.

L'institution doit financer ou alors orienter ses programmes en fonction des besoins prioritaires des populations et non poursuivre sa politique. Pour preuve, l'on a l'exemple du Rwanda qui avait su rendre les aides utiles au développement car, il orientait en fonction de ses priorités. L'on recommande une telle politique au Tchad en général et dans le Nord-Guéra en particulier.

Le FIDA devrait revaloriser les compétences locales. Ceci dit, il faut penser à donner la possibilité aux agents locaux hautement expérimentés, à des postes stratégiques dans la prise de décision ; et pourquoi pas leur confier la direction de l'organisation. Le FIDA devrait recruter les agents ou alors les personnels locaux pour mieux identifier les besoins des postulats que les personnels étrangers car, ces derniers sont très coûteux à cause de multiples avantages dont ils bénéficient tout au long du projet. Cela se manifeste par l'épuisement des ressources financières prévues par l'institution, ces dernières partent aux internationaux qui travaillent pour l'institution.

L'organisation doit accorder de plus à priorité l'approche participative car, elle permet d'intéresser le savoir local, et surtout de mettre en défi les bénéficiaires dans leur capacité à améliorer leurs productions eux-mêmes, en tenant compte de leur condition de vie. C'est dans cette lancée que, Jean Emmanuel Pondi affirme que:

Il convient de refocaliser la moralité de nos sociétés sur la base de nos conceptions éthiques particulières, dont il faudra néanmoins, réadapter certains aspects par rapport à nos objectifs et notre insertion dans le monde d'aujourd'hui. Tant il est vrai que le développement est d'abord une culture avant d'être une structure et un état d'esprit fait de surpassement de soi et de quête de perfection<sup>30</sup>.

Les projets avenir doivent tenir compte des anciennes stratégies dans leurs programmes de développement local. Dès lors, le FIDA devra accorder une place de choix aux différentes méthodes endogènes dans sa politique du développement socio-économique du Nord-Guéra.

L'institution doit mobiliser plus de fonds, afin d'augmenter considérablement le nombre de bénéficiaires sans tenir compte des critères d'éligibilités car, jusqu'ici les projets n'ont pas atteint un nombre significative. Pour cela, le FIDA doit tenir compte des besoins d'urgence et les articles du programme. L'organisme doit respecter la date de décaissement prévu par la convention car, va permettre aux partenaires d'exécution de lancement des activités en temps prévu.

Le FIDA doit prendre en compte l'originalité des Activités Génératrices de Revenus (AGR) développées dans la détermination des échéances accordées pour le remboursement du capital dans les zones d'interventions. En effet, contrairement aux AGR relatives au commerce, aux services, les activités agricoles et pastorales génèrent un rendement significatif à longue terme. Par conséquent, les activités agricoles et d'élevage doivent être au centre du développement économique. Le FIDA doit ajouter le nombre des bétails, afin de permettre aux femmes de relever leurs AGR. L'institution doit mettre des machines facilitant la cultive des champs, afin de multiplier la production et éradiquer l'insécurité alimentaire. L'organisme devrait construire des magasins de stockage des céréales dans tous les villages car, cela permettrait aux tributaires d'éviter la famine saisonnière.

---

<sup>30</sup> J. E. Pondi, *Repenser le développement à partir de l'Afrique*, Yaoundé, Afrédit, 2011, p.479.

La piste rurale est un moyen facilitateur du développement socio-économique car, elle permet les échanges économiques entre les populations. L'institution doit donc construire plus des pistes rurales qui permettant l'inter-échange des produits maraichers aux seins des petits villageois. Le FIDA doit mettre des sables à la disposition des bénéficiaires, afin que ces derniers puissent réaménager les pistes déjà en mauvaises états. L'on suggère au FIDA de revoir sa politique d'éligibilité, afin qu'il y ait plus des routes et qui puissent désenclaver les zones d'intervention.

L'institution doit travailler en collaboration avec les centres agronomiques, afin d'avoir non seulement des semences améliorées pour la production agricole et cultures maraichères, mais aussi recruter des formateurs afin de former les agriculteurs. A cela s'ajoute l'assistance technique des centres vétérinaires pour former les personnels du FIDA à mieux s'exécuter sur le terrain. Le FIDA doit mettre plus l'accent sur le volet éducationnel car, l'alphabétisme permet aux villageois de mieux cerner les objectifs du programme.

Pour le remboursement de crédits, le délai doit aller au-delà d'un an, afin de permettre aux bénéficiaires d'investir véritablement ce capital et d'avoir plus de revenus. L'organisme doit multiplier les caisses rurales et mettre des fonds suffisants, afin que les villageois investi sur tout en période de soudure. Le FIDA doit faciliter l'accès au prêt de crédits car, cela est souvent favorisé par les actes immoraux des agents. Le créancier doit permettre aux tributaires de bénéficier plus d'une fois de ce crédit, afin de pouvoir relancer son projet et d'éviter la faillite après fin de l'échéance du prêt. Les promoteurs et promotrices devront bénéficier d'un délai de 3 ans, afin de mieux se préparer et faire face après l'arrêt du financement par le FIDA.

Enfin, cet organisme doit obliger les opérateurs économiques à se déployer dans tous les départements couverts par le projet, afin de permettre aux promoteurs d'épargner le crédit au sein de la CEC (Caisse d'Epargne de Crédit) et d'éviter les détournements de fonds par les expéditeurs de mauvaise moralité. Le FIDA doit envoyer une commission d'enquête au sein de chaque groupement et association les villageois afin de s'assurer que le crédit est réparti entre les membres du groupe. L'organisme doit engager des poursuites judiciaires contre les détourneurs de fonds de crédit.



## **2- La dynamisation du suivi des activités sur le terrain**

Dans le Nord-Guéra, La zone rurale est un cadre géographique caractérisée par l'enclavement des voies de transport. C'est aussi une zone propice au développement des activités agropastorales. Pour cela, le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) devrait mettre à la disposition des opérateurs d'exécutions des engins, afin de faciliter le déplacement au sein des zones cibles et réaliser ses activités. L'organisme doit convoquer une mission du suivi chaque deux mois afin que connaitre l'influence du programme dans les localités.

Le FIDA devrait mettre sur-pied un comité d'enquête dans toutes les localités afin d'élaborer un rapport sur l'état de l'évolution des activités sur le terrain. Chaque bénéficiaire doit relever toutes les difficultés auxquelles il fait face et rendre compte aux agents pour une meilleure évolution de sa situation économique, voire sociale. L'organisme devrait non seulement prioriser la sensibilisation, mais aussi multiplier les séances de cette dernière à travers la Radio Communautaire de Mongo (RCM), afin que les bénéficiaires assistent à l'atelier de formation et aussi de mieux appliquer des techniques, les conseils pratiques pour une réussite efficace sur le thème développé par le programme.

L'institution devrait suivre de près les activités menées par ses partenaires d'exécution sur le terrain car, cela permettrait de prendre connaissance de l'évolution du programme. Le FIDA doit vérifier les résultats du projet à travers les rapports semestriels et annuels d'activités du chaque sous-traitant.

## **3- Perspectives relatives aux questions socio-culturelles**

Comme l'on a évoqué ci-haut, la tradition occupe une place de premier choix dans la vie des populations du Nord-Guéra. L'on en tant par culture comme étant ce qui est commun à un groupe d'individus, et comme tel, les reproches<sup>31</sup>. Autrement dit, c'est un ensemble des traits spirituels, matériels, voire affectifs caractérisant un groupe social. Les lois sociales et conjugales constituent un véritable obstacle à la promotion du genre et le développement économique du Nord-Guéra. Le FIDA devrait sensibiliser les hommes à laisser leur conjointes d'assister aux séminaires de formation. L'institution devrait

---

<sup>31</sup> R. I. Manamon, "Inadéquation des stratégies de lutte contre la pauvreté par le Fonds des Nations-Unies pour la population dans la ville de N'djaména au Tchad", Mémoire de Master en Sociologie, Université de Yaoundé 1, 2012, p.118.

impliquer les époux aussi dans le programme, afin qu'ils n'empêchent pas leurs conjointes de participer aux différents ateliers.

Par ailleurs, du fait du poids de la tradition, les hommes doivent être sensibilisés aux bienfaits des crédits. Autrement dit, faire savoir aux hommes que le prêt de banque permet d'améliorer leur condition économique à travers les microprojets. L'institution devrait sensibiliser les hommes à ne pas prendre le capital des conjointes. Les femmes doivent informer les autorités, afin que des mesures soient prises avant d'entrer en possession de leur capital.

Le FIDA devrait travailler en collaboration avec les autorités traditionnelles et religieuses car, ces dernières peuvent mieux influencer les tributaires, afin de penser à une amélioration de la condition socio-économique de la localité. L'on pense qu'elles seront mieux écoutées que les étrangers.

#### **4- Plaidoyer à l'Etat tchadien**

Pour permettre une bonne assistance financière et technique en faveur des populations tchadiennes en général et du Nord-Guéra en particulier, le gouvernement tchadien doit renforcer les futurs projets avec des ressources humaines et matériels plus adéquats, afin de faciliter l'influence du programme. Le gouvernement à travers le MIT (Ministère des Infrastructures et des Transports) doit construire des routes, pour faciliter aux agents du FIDA d'atteindre les zones enclavées de la région.

Par ailleurs, l'Etat devrait améliorer la coordination de l'assistance financière au Tchad. Cela peut se faire par le renforcement des capacités et la mise à disposition des moyens de fonctionnement aux structures existantes, la Direction Nationale des ONG et des Affaires Humanitaires (DONGAH)<sup>32</sup>. Pour ce faire, l'on recommande la création d'un comité qui sera chargé du suivi d'impact des actions menées par les organismes financiers dans la promotion socio-économique du pays. Cet organe supplémentaire doit collecter les données et les traiter ainsi que les informations capitales à la prise de décision. Cette stratégie va permettre de découvrir avec précision l'impact de leurs actions dans les zones cibles.

---

<sup>32</sup> Biomy, "L'état des lieux des activités", p. 111.

Pour permettre les réalisations des futurs projets au Tchad, l'Etat devrait décaisser sa contrepartie afin de faciliter le déroulement du programme. Cela va favoriser l'exécution du projet en temps prévu et donner des résultats escomptés.

### **5- Plaidoyer aux les bailleurs de fonds**

Les suggestions dans cette partie du travail consistent à attirer l'attention sur la vision postcoloniale de l'assistance financière. L'on dénonce la problématique de l'aide au développement en Afrique en général et au Tchad dans une moindre mesure liée à un néocolonialisme caractérisé par des stratégies d'aide inadaptée, non conformes aux réalités endogènes dictée par les grandes puissances.

L'assistance financière imposée aux Etats africains n'a fait que maintenir sous perfusion permanente les personnes vulnérables. L'approche postcoloniale de l'action humanitaire prônée ici à remettre en cause la vision unilatérale et hégémonique mise en place par les Occidentaux afin d'imposer la qualité et quantité d'aides destinées aux victimes des catastrophes en Afrique<sup>33</sup>. L'idéal ici est d'interpeller les pays d'Afrique à concevoir leur propre politique d'assistance humanitaire en faveur des populations vulnérables en tenant compte de leurs réalités endogènes. Pour cela, les Etats africains et celui du Tchad en particulier (demandeurs d'aide humanitaire) devront prendre conscience et la responsabilité de leur continent.

L'Afrique doit cesser d'être un éternel continent assisté. Les pays africains doivent proposer des solutions aux problèmes africains en tenant compte des réalités africaines. Certains Etats africains doivent cesser d'être complices conscients de sa situation de dépendance vis-à-vis des Occidentaux. L'on invite à se réapproprier de la politique d'aide humanitaire et aussi consolider la coopération Sud-Sud pour aide humanitaire basée sur la sérénité.

Au crépuscule de cette analyse, ce chapitre a été consacré aux difficultés du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) au cours des réalisations de ses projets entrepris et à l'esquisse des quelques perspectives. En effet, les contraintes qui ont été retenues sont d'ordres fonctionnels et organisationnels. L'on a démontré que ces dernières constituaient une limite significative dans la promotion du développement social et économique dans le Nord-Guéra. Pour cela, l'on a envisagé comme perspectives de

---

<sup>33</sup> S. Zweig, *La pitié dangereuse (ou l'impatience du cœur)*, Prologue, Livre de Poche, 1939, p.51.

redynamiser les stratégies du développement social et économique, en tenant compte des besoins des populations cibles. Par ailleurs, l'on a indiqué que les sous-traitants et l'Etat tchadien doivent respecter leurs engagements, afin de relever le défi et offrir une meilleure condition socio-économique dans le Nord-Guéra.



**CONCLUSION**

Ce travail portait sur le FIDA et le développement socio-économique dans le Nord-Guéra au Tchad (1991-2021). Il était question de prendre connaissance de la zone d'étude, du FIDA et les raisons d'implémentation du FIDA dans la promotion socio-économique du Nord-Guéra. Pour bien mener cette recherche, l'on a eu recours à plusieurs sources qui sont entre autres les sources orales, les sources écrites et enfin les sources iconographiques. Ces dernières ont permis de ressortir les raisons ayant favorisé l'arrivée du FIDA au Tchad. Il en ressort que la présence du FIDA remonte depuis 1990. Mais l'organisation intervient effectivement en 1991, avec le lancement de son premier programme/projet PSANG I (Programme de Sécurité Alimentaire du Nord-Guéra).

L'institution a lancé plusieurs projets de développement, afin d'améliorer les conditions de vie des populations du Nord-Guéra. Pour atteindre les objectifs fixés, le FIDA lance appel aux différents bailleurs ou alors aux Etats membres, afin de mobiliser des fonds et des ressources adéquats dans la réussite de sa mission. L'exécution des activités du FIDA est rendue possible grâce aux efforts des Etats membres, des personnels administratifs qui sont pilotés depuis le siège à Rome. Pour ce faire, l'organisation fonctionne à travers l'apport significatif des bureaux régionaux, nationaux et locaux. Ces derniers jouent un rôle capital dans les réalisations des projets. Pour la réussite des projets, le FIDA travaille en collaboration avec quelques ministères exerçant dans son champ d'intervention, les sous-traitants, les chefs traditionnels et les bénéficiaires.

Le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) intervient sur le terrain par des programmes précis, des réalisations concrètes à travers ses financements et l'accompagnement des sous-traitants dans ses programmes. Il prône une amélioration des conditions de vie des personnes vulnérables à travers des programmes touchant la vie socio-économique des populations cibles. Cela se justifie par les différents volets mis sur pied par le FIDA, à savoir le volet alphabétisation fonctionnelle, en matière de santé et nutrition, volet nutritionnel, volet infrastructurel, volet communication/information, volet microprojet, volet agropastoral, volet hygiène et assainissement et volet artisanal. Il faut noter que, en dehors du financement des projets, l'organisation apporte des motos, voiture, etc., aux différents partenaires d'exécution et partenaires financiers, l'on ressent un appui des ressources humaines et un appui logistique, afin de montrer la pertinence de cette assistance humanitaire au Tchad. A travers ces différentes actions, le FIDA

occupe une place de choix dans la lutte contre la pauvreté et la famine dans le Nord-Guéra depuis trois décennies.

Ce travail sur l'apport du FIDA dans la promotion socio-économique du Nord-Guéra au Tchad, a permis de parvenir aux résultats selon lesquels l'organisation dans ses actions, aide à accomplir les programmes du gouvernement tchadien dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire au Tchad en général et dans le Nord-Guéra en particulier depuis 1991 à 2021, avec le projet REPER en cours d'exécution. Le FIDA vient en aide, afin de combler la défaillance de l'Etat à offrir une meilleure condition de vie à la population du Nord-Guéra. L'on a pu constater que malgré l'assistance ou alors l'apport du FIDA dans la promotion socio-économique des vides importants y reste à combler, afin d'offrir une meilleure condition favorable.

Par ailleurs, la critique faite au FIDA en tant qu'organisation financière internationale est qu'elle reçoit des fonds à travers des dons fournis par les grandes puissances. Cette posture présente l'organisation comme étant un instrument au service de l'Occident ; ce qui montre que les bénéficiaires ne sont pas prioritaires dans la coopération. L'on peut dire que la présence du FIDA couvre un enjeu politique, social et géopolitique et économique. Au regard de ces limites, les perspectives ont été avancées dans le but de redynamiser les stratégies de développement local. Celles-ci vont du point de vue d'organisation administrative, perspectives socio-culturelles, suivi sur le terrain, plaidoyer pour l'Etat tchadien et aux bailleurs et les sous-traitants du FIDA.

Le FIDA dans ses actions a rencontré plusieurs contraintes à savoir les limites organisationnelles et d'autres fonctionnelles. L'apport du FIDA dans la promotion socio-économique du Nord-Guéra est complexe au regard des informations recueillies auprès des agents et les postulants car, il ressort que les réalisations du FIDA sont significatives dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté des populations. D'après les observations faites, l'apport du FIDA dans la lutte reste problématique. Ce qui nous a motivé à faire une évaluation ou alors une critique de ses activités. L'organisation n'arrive pas suffisamment à subvenir aux besoins des postulants car, ces derniers font face à d'énormes difficultés à savoir l'absence de l'eau potable, manque des infrastructures rurales, l'insécurité alimentaire dans certains villages et absence du suivi des activités sur le terrain.

Ce travail clôturé, ne traite pas à suffisance et est loin d'être définitif sur les actions du FIDA car, il intervient dans d'autres départements au Tchad. Il reste d'autres aspects non abordés sur la problématique du FIDA et la question socio-économique dans le Nord-Guéra. Ce travail reste un pan sur la recherche à travers les résultats fournis. La problématique sur le développement socio-économique dans le Nord-Guéra reste néanmoins encore ouverte. Toutefois, les critiques qui seront évoquées à la lecture de ce travail de recherche, permettront d'apporter des nouvelles approches sur la question socio-économique dans le Nord-Guéra.





**ANNEXES**

**ANNEXE 1 : ATTESTATION DE RECHERCHE DELIVRER PAR LE  
DEPARTEMENT D'HISTOIRE DE L'UNIVERSITE DE YAOUND I-CAMEROUN**

**Attestation de recherche**

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

PAIX-TRAVAIL-PATRIE

\*\*\*\*\*

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

\*\*\*\*\*

FACULTE DES ARTS, LETTRES ET  
SCIENCES HUMAINES

\*\*\*\*\*

DEPARTEMENT D'HISTOIRE

\*\*\*\*\*



REPUBLIC OF CAMEROON

PEACE-WORK-FATHERLAND

\*\*\*\*\*

THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

\*\*\*\*\*

FACULTY OF ARTS, LETTERS AND  
SOCIAL SCIENCES

\*\*\*\*\*

DEPARTMENT OF HISTORY

\*\*\*\*\*

Siège : Bâtiment Annexe FALSH-UYI, à côté AUF

**ATTESTATION DE RECHERCHE**

Je soussigné, Professeur **BOKAGNE BETOBO Edouard**, Chef de Département d'Histoire de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Yaoundé I, atteste que l'étudiant **ABDEL-SALAM Abdoulaye Harine**, matricule **17B793** est inscrit en Master II dans le dit Département, option Histoire Economique et sociale. Il mène, sous la direction du **Pr. Maxime Gabriel DONG MOUGNOL** (Maître de Conférences), une recherche universitaire sur le thème : « *Le FIDA et le Développement socio- Economique dans la region du Guera Tchad ( 1991-2018)*».

Nous le recommandons aux responsables des administrations, des centres de documentations, d'archives et toutes autres institutions nationales ou internationales, en vue de lui faciliter la recherche.

En foi de quoi, la présente autorisation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Yaoundé le **23 AOUT 2021**.....



**Le Chef de Département**

*Bokagne Betobo Edouard*  
Maître de Conférences

## **ANNEXE 2 : ARCHIVES D'ENTRETIEN AU FIDA, L'ETAT TCHADIEN ET LES BENEFCIAIRES.**

### **Fiche d'entretien**

Bonjour /bonsoir.

Madame/ monsieur, nous vous remercions pour le temps que vous nous accordez pour répondre à notre questionnaire. Ce questionnaire fait partie de notre recherche en vue de réalisation de notre mémoire de fin d'étude en cycle Master recherche, option Histoire Economique et Sociale.

En effet ; le thème de notre mémoire est intitulé « **Le FIDA et le développement socio-économique dans la région du Guéra au Tchad (1991-2018)** ».

Dans ce cadre du travail ; nous vous rassurons que ces données seront exploitées strictement dans le cadre de ce mémoire de recherche.

### **QUESTIONNAIRES**

#### **I- Identification**

Nom :

Age :

Fonction :

Date :

Ville :

Heure

#### **1- Pour le FIDA**

La convention ayant ratifié le FIDA à l'Etat Tchadien ?

Le nombre des projets ayant été financé dans le Nord-Guéra ? Lesquels ? Pour quelle durée ?

Quels sont les différents coûts de financement du chaque projet ?

Quels étaient les objectifs du chaque projet ?

Quelles étaient les composantes du chaque projet ?

Quels sont les volets d'intervention du FIDA pour promouvoir le développement socio-économique du Nord?

Quelles sont les stratégies utilisées par le FIDA afin de promouvoir le développement socio-économique ?

Quels sont les différents partenaires d'exécutions du FIDA ?

Quelles sont les difficultés que rentre le FIDA dans l'exécution des projets ?

Les projets financés ont-ils atteint les résultats escomptés ?

## **2- Pour l'Etat tchadien**

Quel a été le nombre de projets financés par le FIDA dans le Nord-Guéra ? Lesquels ?

Quel a été la contrepartie de l'Etat tchadien dans le financement des différents projets entrepris par le FIDA ?

Comment l'Etat tchadien s'est déployé, afin d'avoir les mains mises ou alors vérifiez l'efficacité de ses projets ?

Quels sont les différents ministères tutelles en collaboration avec le FIDA ?

Quelles sont les difficultés que rentre l'Etat Tchadien dans ses projets ?

Les projets entrepris ont-ils atteint les résultats escomptés ?

## **3- Pour les partenaires d'exécution**

Quel accord a été signé entre le FIDA et votre institution ?

Quel est le coût du financement dans cet accord ?

Quel a été votre part de contribution dans le financement de ce projet ? Si oui, combien ?

Quelles sont les tâches qui vous ont été confié ?

Quels sont les différents mécanismes que vous utilisez sur le terrain ?

Qu'elles sont les différentes réalisations de votre projet ?

Quelles sont les difficultés que vous faites face sur le terrain ?

#### **4-Pour les bénéficiaires du projet**

Quel problème avait été résolu par le FIDA au cours de ses actions ?

Quel est l'apport de gain que ce financement vous apporte maintenant ?

Est-ce que vous aviez eu le financement dans le domaine souhaité ?

Êtes-vous mécontent de ces projets ? Si oui, dans quelles mesures ?

**ANNEXE 3 : ARCHIVES DE L'ONG ACORD MONTRANT LA LISTE DES MICRO-PROJET AGR FINANCES ET SUIVIS EN 2007 A TRAVERS LE FINANCEMENT DU FIDA.**

**Liste des micro-projets financés et suivis en 2007.**

6.2. Tableau N°24 : Liste des micro-projets AGR financés et suivis en 2007  
6.2.1. Sous préfecture de Mongo

N°	Organisation	Type			Village	Type de micro-projet	Coût total	Participation		Date de fin.	Etat d'exécution
		Masc.	Fem	Mixte				Gppl	Projet		
1	Gppl Ambassana	X			Sawa	Emboutche bovine	850 000	255 000	595 000	22/05/2006	Assez bien
2	CVD/Dougoul			X	Dougoul	Périmètre maraîcher	1 868 000	560 400	1 307 600	"	"
3	Union des fem/Dougoul		X		Dougoul	Presse à huile	1 902 000	570 600	1 331 400	"	"
4	Union des fem/Fora		X		Fora	Presse à huile	735 000	220 500	514 500	"	"
5	AVD/Kardang			X	Kardang	Périmètre maraîcher	1 793 000	53 790	1 25 510	22/12/2007	Mise en place
6	Gppl Saboura		X		Fani	Périmètre maraîcher	1 213 000	363 900	849 100	"	"
7	Gppl Bohi		X		Boh	Emboutche bovine	875 000	262 500	612 500	"	"
8	Gppl Al-Nadja			X	Zoni	Élevage Petit ruminant	725 400	217 620	507 780	"	"
9	Gppl Adiamama		X		Kereichou	Emboutche bovine	917 500	275 250	642 250	"	"
10	Gppl Babourama harifana			X	Dokatchi	Emboutche bovine	560 000	168 000	392 000	"	"
11	Gppl Abiat			X	Dokatchi	Emboutche bovine	887 400	266 220	621 180	"	"
12	Gppl Zayé			X	Tchakor II	Emboutche bovine	982 500	294 750	687 750	"	"
13	Gppl Djahama		X		Bougou	Élevage Petit ruminant	5 495 000	164 850	384 650	"	"
14	Union des fem/Baldjé			X	Baldjé	Emboutche bovine	918 500	275 550	642 950	"	"
15	Gppl Ambassana		X		Barda IV	Emboutche bovine	313 000	93 900	219 100	"	"
16	Association ALAPE			X	Baro	Reboisement Baro	2 729 000		2 729 000	"	"
17	Gppl Balladja			X	Bouryé	Acquisition Moulinette	657 500	197 250	460 250	"	"
18	Gppl des femmes		X		Bougou	Acquisition Moulinette	336 500	100 950	235 550	"	"
19	Union des fem/Tabo		X		Tabo	Acquisition Moulinette	689 000	206 700	482 300	"	"
20	Union des fem/Delep		X		Delep	Acquisition Moulinette	353 500	106 050	247 450	"	"
21	Association Digané			X	Baro	Transfo. Predis locaux	5 000 000	1 500 000	3 500 000	"	"
22	Union Al-Nadja			X	Diogolo	Emboutche bovine	363 000	108 900	254 100	23/05/2007	Bon
23	Gppl Erdébé		X		Koffilo	Emboutche bovine	640 500	192 150	448 350	"	"
24	Gppl Rada			X	Diogolo	Emboutche bovine	363 000	108 900	254 100	"	"
25	Gppl Arbour-Soutback		X		Mongou Goro.	Emboutche bovine	363 000	108 900	254 100	"	"

26	Gpt Samir		X	Mongo Goro.	Embouche bovine	363000	108 900	254 100	--"	--"
27	Gpt Gueling	X		Koffilo	Embouche bovine	418000	125 400	292 600	--"	--"
28	Association Al-Hikma		X	Mongo Goro.	Elevage de petit ruminant	1257000	377 100	879 900	--"	--"
29	Gpt Al-Nadja		X	Zerti	Elevage de petit rum.	685032	205 510	479 522	23/05/2007	Bon
30	Gpt Chadra		X	Bandero	Elevage de volaille	837000	251 100	585 900	--"	--"
31	Union Istif. Guilb wait		X	Gané	Elevage de volaille	1399250	419 775	979 475	--"	--"
32	Association Nour Al-Haya		X	Mongo Goro.	Exploi. Marâchère	1172000	351 600	820 400	--"	--"
33	LVR		X	Banda II	Presse à Huile	1614000	484 200	1 129 800	--"	--"
34	Gpt Istifac		X	Tchakor	Presse à Huile	431050	129 315	301 735	--"	--"
35	Gpt Ramid Allah	X		Gané	Presse à Huile	556000	166 800	389 200	--"	--"
<b>TOTAL</b>						<b>33 703 432</b>	<b>9 293 330</b>	<b>24 411 102</b>		

### 6.2.2. Sous-préfecture de Bitkine

N°	Organisation	Type			Village	Type de micro-projet	Coût total	Participation		Date de fin.	Etat d'exécution
		Masc.	Fem	Mixte				Gpjt	Projet		
1	Gpjt Halal Sadia			X	Morgué	Embouche bovine	1 072 000	321 600	750 400	21/05/2006	Passable
2	Gpjt Almounawara	X			Mankossine Mawa	Décoriqueuse	75 000	22 500	52 500	--"	--"
3	Gpjt Siassa		X		Bara I	Embouche bovine	828 750	248 625	580 125	--"	--"
4	Gpjt Tognanga		X		Abouyouur	Elevage petit ruminant	147 000	44 100	102 900	--"	--"
5	Gpjt Tourbousa	X			Tcheimé	Elevage petit ruminant	482 000	144 600	337 400	--"	--"
6	Gpjt Barka			X	Morgué	Elevage de la volaille	272 600	81 780	190 820	--"	--"
7	Gpjt Lumière Manding		X		Moukoulou I	Elevage de la volaille	596 800	179 040	417 760	--"	Médiocre
8	Gpjt Tonanga		X		Abouyouur	Machine à coudre	100 000	30 000	70 000	--"	--"
9	Gpjt Raadouma			X	Boubou	Porte tout et décoriq.	275 000	82 500	192 500	--"	--"
10	Gpjt Singbolingo	X			Bardo I	Equipement capture ois.	1 961 200	588 380	1 372 840	--"	Passable
11	Gpjt Guiyisso		X		Doii	Perimètre marâcher	156 000	46 800	109 200	--"	Médiocre
12	Gpjt Gayo			X	Korbo Bel	Embouche bovine	1 331 000	399 300	931 700	--"	--"
13	Union PODJE		X		Moukoulou I	Champ démonstration	1 095 000	328 500	766 500	--"	Assez bien

46	Gpvt Guéré		X	Doi	peirrière maracher	450 000	135 000	315 000	--"	--"
47	Gpvt Kouyoumi	X		Déguéré	Fabrication et vente savon	220 000	66 000	154 000	--"	--"
	<b>Total Bittine</b>					<b>12 533 100</b>	<b>3 759 930</b>	<b>8 773 170</b>		

## 6.2.3. Sous-préfecture de Mangalmé

N°	Organisation	Type			Village	Type de micro-projet	Coût total	Participation			Date de fin.	Etat d'exécution
		Masc.	Fem	Mixte				Gpvt	Projet			
1	Gpvt des Fem/Djamama		X		Djamama	Charrette	412 000	123 600	288 400	20/04/2007	Mise en place	
2	Union Hadjar Zaraf			X	Dabazine	Charrette	515 000	154 500	360 500	--"	--"	
3	Gpvt Matar			X	Matar	Moulin à mil	3 167 500	950 250	2 217 250	--"	--"	
4	Gpvt Almaria	X			Mourakatchiné	Embouche bovine	485 500	145 650	339 850	--"	--"	
5	Gpvt Dabanga	X			Mourakatchiné	Embouche bovine	303 250	90 975	212 275	--"	--"	
6	Gpvt Canada	X			Gornolo Dourgous	Embouche bovine	505 000	151 500	353 500	--"	--"	
7	Gpvt Riad			X	Bardé	Péirrière maracher	2 045 000	613 500	1 431 500	--"	--"	
8	Gpvt Nadia Fil Amal		X		Kassira	Presse à huile	367 510	110 253	257 257	--"	--"	
9	Gpvt Khazai-Alhaye			X	Tchakiné	Presse à huile	110 000	33 000	77 000	--"	--"	
10	Gpvt Nachou Guidam			X	Tchaourang	Moulin à mil	3 167 500	950 250	2 217 250	--"	--"	
11	Gpvt Zait Al Watan			X	Amnaback Dadjo	Péirrière maracher	2 103 000	630 900	1 472 100	--"	--"	
12	Union Fikir Djamama			X	Bagangaro	Embouche bovine	779 500	233 850	545 650	--"	--"	
	<b>Total</b>						<b>13 960 760</b>	<b>4 188 228</b>	<b>9 772 532</b>			

Source : PSANG II/FIDA, 2007.



## ANNEXE 4 : ARCHIVES DE L'ONG ACORD SUR LE VOLET D'ALPHABÉTISATION FONCTIONNELLE FINANCE PAR LE FIDA.

### Résultats d'évaluation des centres d'alphabétisations dans le Nord-Guéra.

Tableau IV : Résultats de l'évaluation des centres

Auditeurs/trices présents à l'évaluation			Auditeurs/trices admis				Auditeurs/trices reprenant			
Hommes	femmes	total	H	F	T	Taux	H	F	T	Taux
31	644	675	23	483	506	75 %	8	161	169	25 %

L'évaluation s'est faite également sur les 96 monitrices pour voir leur niveau de performance. Les résultats obtenus sont assez satisfaisants mais appellent à des renforcements de capacité dans certains cas :

Tableau V : Résultats de l'évaluation des monitrices

Zone d'intervention	Nombre d'auditeurs	Appréciation			
		Bon	Assez Bon	Peuvent m f	Médiocre
Mongo	47	32	10	4	1
Bitkine	33	25	2	5	1
Mangalmé	16	8	3	4	1
Total	96	65	15	13	3

Suite à l'évaluation de performance des 64 centres, une classification à été faite. En comparant celle-ci à l'ancienne classification, nous trouvons qu'il y a une nette amélioration dans le sens de la diminution des centres dits mauvais (médiocres) :

Tableau VI : Evaluation des performances

Catégorie	I° évaluation (2007-2008)	II° évaluation (2009)
Bon	37	45
Assez Bien	10	9
Peuvent mieux faire	9	7
médiocre	8	3

Source : ACORD, 2009.

**ANNEXE 5 : ARCHIVES DE LA RADIO COMMUNAUTAIRE DE MONDO (RCM) PRESENTANT LE PLAN MANSUEL DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU FIDA.**

**Plan mensuel de mise œuvre des activités**

N°	Activités	ressources	Langue de diffusion	Jours	durée	Mois	quantité	Responsable
01	Magazine thématique	Equipe technique RCM+UCGP	Français et Arabe	samedi	30 mn		4	CC
02	Emission interactive	Equipe technique RCM+UCGP	Français et Arabe	Dimanche	1 h		4	CC
03	Interviews	Equipe technique RCM+UCGP	Français et Arabe	Mardi	15 mn		4	CC
04	Documentaires	Equipe technique RCM+UCGP	Français et Arabe	samedi	30 mn		4	CC
05	Reportages	Equipe technique RCM+UCGP	Français et Arabe	mardi	30 mn		4	CC
06	Jeux concours	Equipe technique RCM+UCGP	Français et Arabe	vendredi	1 H		1	CC
07	annonce publicitaire	Equipe technique RCM+UCGP	Français et Arabe	ponctuel	5 mn		4	CC
08	Débat téléphonique	Equipe technique RCM+UCGP	Français et Arabe	ponctuel	30 mn		4	CC
<b>Total d'activités</b>							<b>29</b>	



République du Tchad



Projet d'Amélioration de la Résilience des Systèmes Agricoles au Tchad  
(PARSAT)

Plan mensuel de mise en œuvre des activités



Investir dans les populations rurales

Source : RCM (Radio Communautaire de Mongo), 2019.

**ANNEXE 6 : ARCHIVES DU PADER-G/FIDA PRESENTANT LES RESSOURCES  
DU 01 JANVIER AU 31 DECEMBRE 2015.**

**Tableau d'emplois des ressources financières du 01 janvier au 31 décembre 2015.**

**Tableau 17 : Tableau emplois ressources du 01 janvier au 31 décembre 2015**

EMPLOIS PAR CATEGORIE	MONTANT	RESSOURCES PAR BAILLEURS	MONTANT
		RESSOURCES PAR BAILLEURS	
		ETAT TCHADIEN	
Génie civil	2 029 080 425	ETAT-Solde Compte Contrepartie à l'ouverture	227 460 312
Equipements, Matériels et véhicules	274 417 120	ETAT-Solde Compte des Opérations à l'ouverture	27 832 436
Ateliers	49 286 565	ETAT-Solde caisse à l'ouverture	1 308 028
Etudes et Recherches	17 730 499	ETAT-Subventions reçues	-
Assistance technique internationale	131 479 520	ETAT-TVA Concédées et TVA facturées	698 735 868
Assistance technique nationale	488 538 012		
Formations	11 578 739	<b>TOTAL ETAT TCHADIEN</b>	<b>985 336 684</b>
Fonds d'appui (sous composante 3A)	38 623 657		
Fonds de mise en œuvre sous composante 2B & 3B	173 210 853	FIDA	
Fonctionnement	118 497 803	FIDA-Solde Compte Désigné à l'ouverture	306 379 355
Soldes et indemnités	230 402 499	FIDA-Solde Compte des Opérations à l'ouverture	58 041 548
<b>TOTAL EMPLOI</b>	<b>562 845 992</b>	FIDA-Solde caisse à l'ouverture	6 539 600
		FIDA-Solde travaux, fournitures et prestations	73 703 400
		FIDA-Subventions (Prêt) reçues	1 508 903 656
		FIDA-Subventions (Don) reçues	1 449 730 963
<b>VARIATION DES COMPTES DE TIERS</b>		<b>TOTAL FIDA</b>	<b>3 403 298 522</b>
Variation du compte des fournisseurs	6 677 673		
Variation du compte Etat-Dotation initiale	71 230 438	Bénéficiaires	95 441 045
<b>TOTAL VARIATION DES COMPTES DE TIERS</b>	<b>77 908 111</b>	Contributions des bénéficiaires	95 441 045
		<b>TOTAL BENEFICIAIRES</b>	<b>95 441 045</b>
Trésorerie	585 777 087		
FIDA- Compte Désigné	21 934 124	Fournisseurs	
FIDA- Compte des Opérations	6 621 812		
FIDA- Caisses Mongo et Melfi	186 168 674	<b>TOTAL FOURNISSEURS</b>	
Etat-Compte Contrepartie	6 126 723		
Etat-Compte des Opérations	2 598 055		
Etat caisse Contrepartie	4 095 933		
Avance sur travaux, fournitures et prestations	8 032 108		
<b>TOTAL TIERS</b>	<b>1 454 076 211</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>1 454 076 211</b>
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>1 454 076 211</b>		

Source : PADER-G/FIDA, 2015.

**ANNEXE 7 : ARCHIVES DE PADER-G/FIDA PRESENTANT LE NOMBRE DES PRODUCTEURS DES SEMENSES APPUYES.**

**Tableau récapitulatif des producteurs des semences appuyés 2015 par le FIDA**

Départements	Nombre des bénéficiaires	Spéculation	Quantité de semences reçues (Kg)	Surface réellement labourée en ha	Productions obtenues		Observations
					En sac	En Kg	
Abtjouyou	6,00	S35	60,00	4,37	43,60	4360,00	
Melfi	4,00	S35	40,00	4,05	38,95	3895,00	
Guéra	5,00	S35	50,00	3,39	35,40	3540,00	
Mangalmé	5,00	S35	50,00	3,60	28,00	2800,00	
Total S35	20,00		200,00	15,41	145,95	14595,00	
Abtjouyou	4,00	MG	40,00	4,34	25,00	2500,00	
Melfi	4,00	MG	40,00	3,19	30,00	3000,00	
Guéra	5,00	MG	50,00	3,04	34,50	3450,00	
Mangalmé	9,00	MG	80,00	7,97	53,50	5350,00	
Total MG	22,00		210,00	18,54	143,00	14300,00	
Abtjouyou	8,00	Arachide	400,00	2,26	60,50	2646,88	
Melfi	5,00	Arachide	500,00	5,01	53,00	2318,75	
Guéra	8,00	Arachide	400,00	2,49	44,50	1946,88	
Mangalmé	8,00	Arachide	450,00	3,33	34,65	1515,94	
Total arachide	29,00		1750,00	13,09	192,65	8428,44	
Abtjouyou	5,00	Sésame	60,00	3,87	11,50	1104,00	
Guéra	5,00	Sésame	60,00	4,37	10,70	1027,20	
Melfi	3,00	Sésame	36,00	2,82	7,58	727,68	
Mangalmé	5,00	Sésame	48,00	3,24	15,00	1440,00	
Total Sésame	18,00		204,00	14,30	44,78	4298,88	
<b>Total</b>	<b>89,00</b>		<b>2364,00</b>	<b>61,34</b>	<b>526,38</b>	<b>41622,32</b>	

Source : PADER-G/FIDA, 2015.

**ANNEXE 8 : ARCHIVES DU PSANG II/FIDA PRESENTANT LES NOMBRES DES MAGASINS ET QUANTITE DE CEREALES PRODUITS DANS LE NORD-GUERA**

**Les nombres des magasins construits et quantité de céréales**

Année	Nombre de magasins	Quantité de céréales (en sac de 100kg)
<b>Sous-préfecture de Mongo</b>		
2005	40	2817,5
2006	2	100
2009	14	1054
<b>TOTAL</b>	<b>56</b>	<b>3971</b>
<b>Sous-préfecture de Bitkine</b>		
2005	4	275
2006	9	450
2009	18	1402
<b>TOTAL</b>	<b>31</b>	<b>2127</b>
<b>Sous-préfecture de Mangalmé</b>		
2007	29	1949
2009	14	802
<b>TOTAL</b>	<b>43</b>	<b>2751</b>
<b>TOTAUX</b>	<b>130</b>	<b>8849,5</b>

Le contrôle de Banques de Céréales effectué en 2016 a donné les résultats suivants :

- Stock remboursé dans les Banques de Céréales : 20737 sacs de 100kg ;
- Stock de renforcement reparti dans les banques de céréales : 2273 sacs de 100kg ;
- Stock disponible dans les Banques de Soudure de la Fédération de Banques de Céréales : de 23010 sacs de 100kg.

**Source : FBCG, 2017.**

**ANNEXE 9 : ARCHIVES DU PSANG II/FIDA PRESENTANT LES NOMBRES DES MAGASINS ET QUANTITES DE CEREALES FINANCES PAR LE FIDA.**

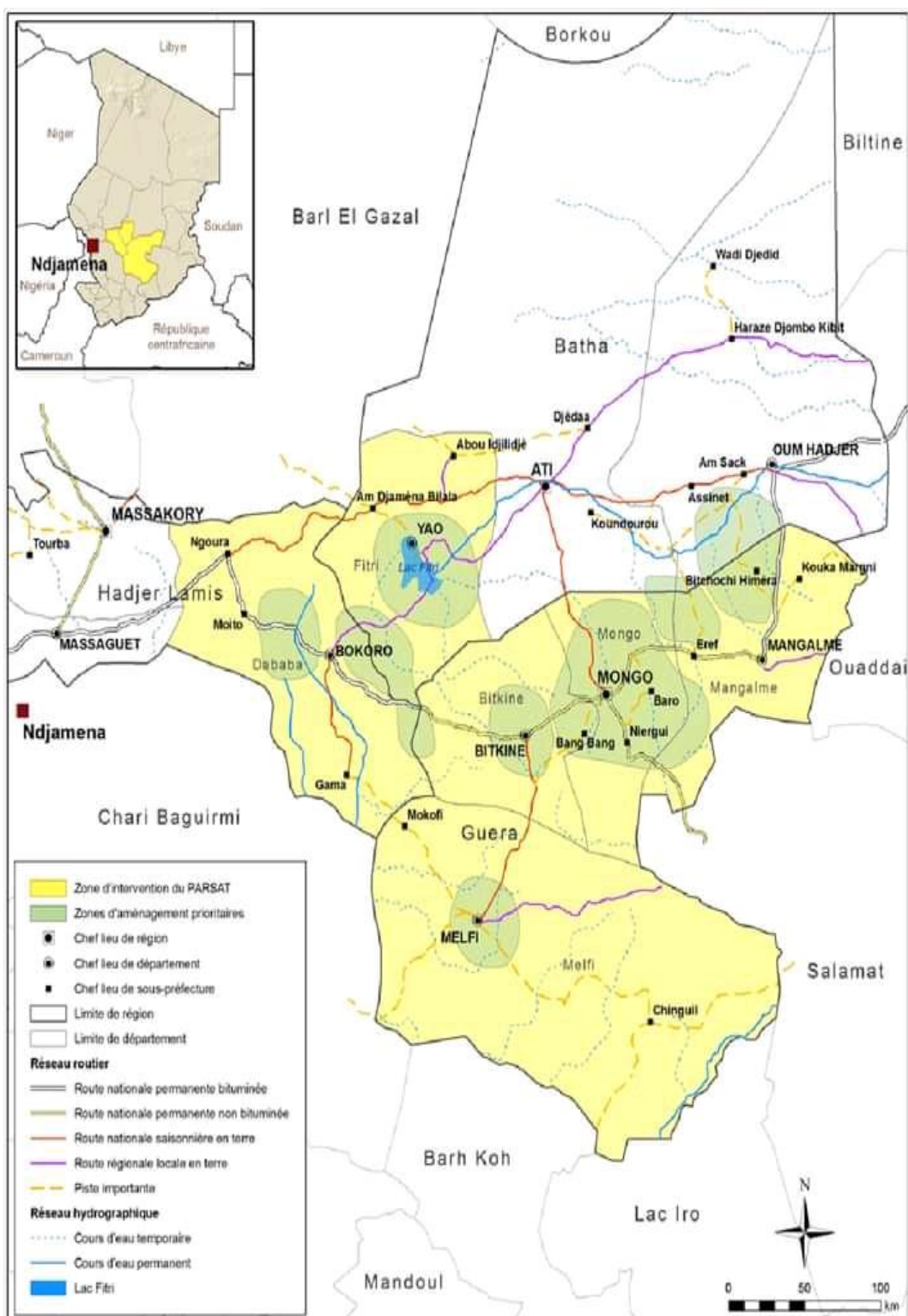
**Les nombres de magasins construits et les quantités de céréales mise en place par les projets du FIDA à partir de 2005 dans le Nord-Guéra.**

**6.3. Tableau N° 25 : Liste des 19 villages ayant bénéficié des magasins en 2007**

S/Préfecture	Magasins	Bénéficiaires	Observations
BITKINE	Magasin de stockage	CVD Korlongo (Dadouar)	Réceptionné
	Magasin de stockage	CVD Korlongo (Kissina)	!!
	Magasin de stockage	CVD de Zama	!!
	Magasin de stockage	CVD de Mankossine Karkata	!!
	Magasin de stockage	CVD de Tchalo Ideba	!!
	Magasin de stockage	CVD de Gala	!!
	Magasin de stockage	CVD de Mankossine Mawa	!!
	Magasin de stockage	CVD de Walia	!!
MONGO	Magasin de stockage	CVD de Allogué	!!
	Magasin de stockage	CVD de Zoni	!!
	Magasin de stockage	CVD de Malla	!!
	Magasin de stockage	CVD de Mormo	!!
	Magasin de stockage	CVD de Tchofio	!!
	Magasin de stockage	CVD de Tabo	!!
	Magasin de stockage	CVD de Baldjé	!!
	Magasin de stockage	CVD de Tounkoul	!!
	Magasin de stockage	CVD de Sawa	!!
	Magasin de stockage	CVD de Bougou	!!
	Magasin de stockage	CVD de Dongom Bidio	!!

Source : PSANG II/ FIDA, 2005.

**ANNEXE 10 : ARCHIVES DU PARSAT/FIDA PRESENTANT LES ZONES  
D'INTERVENTION DU PROJET AU TCHAD.**



Source : PARSAT/FIDA

**ANNEXE 11 : LA DIRECTION DE L'ONG FBCG FINANCE PAR LE FIDA.****ANNEXE 12 : CHAMP ECOLE PAYSAN (CEP) DANS LE VILLAGE DE MOSSO**

Source : cliché Abdel-salam Abdoulaye Harine, photo prise le 05 novembre 2021.



**ANNEXE 13: PLAQUE PRESENTANT LA CONSTRUCTION DE PISTE RUELE  
PAR LE FIDA.**



Source : cliché Abdel-salam Abdoulaye Harine, photo prise le 28 octobre 2021.

**ANNEXE 14 : DIRECTION CENTRALE DU FIDA**



Sources : cliché Abdel-salam Abdoulaye Harine, photo prise le 25 octobre 2021.

## ANNEXE 15 : DISTRIBUTION DES SEMANCES PAR LE PROJET PARSANT A MONGO

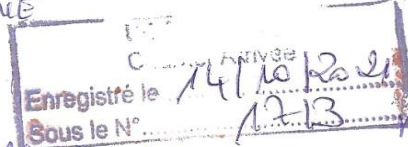


Source : PARSAT/FIDA, 2020.

**ANNEXE 16: NOTE L'ENTRETIEN D'ENTRETIEN ADRESSEE AU COORDINATEUR DU PROGRAMME TCHAD-FIDA**

ABDEL SALAM  
ABDOU LAÏE HARINE  
MONGO  
69383505

Le 14 octobre 2021



Objet: lettre d'information <sup>RSE</sup> du programme Tchad-FIDA

Monsieur

*pour éléments de réponse*

le 14/10/2021

J'ai l'honneur de venir par la présente lettre auprès de votre haute bienveillance vous tenir informer que nous prévoyons réaliser une enquête dans le cadre de nos recherches de Master II recherche.

En effet, je suis étudiant de Master II en Histoire, option: Histoire économique et sociale à l'université de Yaoundé I. Je travaille sur le thème: "Le FIDA et le développement socio-économique dans la région du Ouéra au Tchad (1991-2018); mais il m'en fallait des informations auprès de vos différentes institutions afin de pouvoir réaliser ce travail de mémoire. Car, étant donné votre haute autorité significative, il paraît judicieux de vous tenir au courant monsieur le coordinateur.

Ci-joint à ma lettre

- une copie d'autorisation de recherche
- une copie de ma carte
- et une fiche d'enquête

Je vous prie d'agréer monsieur le coordinateur du programme Tchad-FIDA ma demande d'entretien, les exprimant des mes sentiments le plus respectueux.



**SOURCES ET RÉFÉRENCES  
BIBLIOGRAPHIQUES**

**A- SOURCES ORALES**

numéro	Noms	Age	Qualité	Lieu et date d'interview
1	Abdoulaye Mahamat Ali	36 ans	Journaliste à la radio communautaire de Mongo	Mongo, 17 octobre 2021.
2	Abakar Abdoulaye	39 ans	Responsable service d'exploitation de l'UCEC-G	Mongo, le 03 novembre 2021.
3	Annama Aminir Abakar	32 ans	Comptable et financier de l'UCEC-G	Mongo, le 03 novembre 2021.
4	Anonyme	39 ans	Bénéficiaire du projet FIDA	Zoni, le 07 novembre 2021.
5	Bichara Gardjia	40 ans	Bénéficiaire du projet FIDA	N'Djamena, 18 septembre 2021.
6	Djimet Khamis Zaouri	42 ans	Directeur de la Radio Communautaire de Mongo	Mongo, le 02 novembre 2021.
7	Djibrine Ramadane	45 ans	Coordinateur de l'ONG FBCG	Mongo, le 05 novembre 2021.
8	Fatima Moussa	41 ans	Bénéficiaire du Projet FIDA	Bitkine, le 11 novembre 2021.
9	Hamid Yaya	43 ans	Bénéficiaire du projet FIDA	Baro, le 10 novembre 2021.
10	Hassane Mahamat Abakar	35 ans	Superviseur de l'ONG <i>AMTINE</i>	Baro, le 08 novembre 2021.
11	Halimé Saleh	44 ans	Commerçante	Mongo, le 17 octobre 2021.
12	Idriss Moussa	42 ans	Bénéficiaire du projet FIDA	Malla, le 1 novembre 2021.

<b>13</b>	Issa Tamour	38 ans	Superviseur de l'ONG <i>MOUSTAGBAL</i> du Nord-Guéra	Mongo, 21 octobre 2021.
<b>14</b>	Issa Tamour	38 ans	Superviseur de l'ONG <i>MOUSTAGBAL</i> du Nord-Guéra	Mongo, 22 octobre 2021.
<b>15</b>	Issa Breme	57 ans	Coordinateur de l'ONG <i>NAGDARO</i>	Bitkine le 11 novembre 2021
<b>16</b>	Khamis Abba	39 ans	Bénéficiaire du FIDA	Mangalmé, le 05 novembre 2021.
<b>17</b>	Moussa Ibrahim	50 ans	Enseignant	Bitkine, 12 novembre 2021.
<b>18</b>	Moukhtar Hissein	32 ans	Gestionnaire de l'ONG UCEC-G	Mongo, 28 octobre 2021.
<b>19</b>	Mahamat Ali	44 ans	Bénéficiaire du projet FIDA	Mangalmé, le 5 novembre 2021.
<b>20</b>	Mahamat Issa	47 ans	responsable des projets au Ministère de l'Agriculture	N'djaména, 18 septembre 2021.
<b>21</b>	Nguelet Dok-dambi	37 ans	Analyste-financier du Ministère de l'Economie et Plan	N'Djamena, 25 septembre 2021.
<b>22</b>	sakine Ramat	45 ans	Chargé des programmes en alpha de FAPLN	Mongo, le 03 novembre 2021
<b>23</b>	Yakhoub Adalil	28 ans	Agent de l'ONG <i>MOUSTAGBAL</i>	Mongo, 24 octobre 2021.
<b>24</b>	Youssef Moussa	50 ans	Ecrivain de la langue Mugum à la FAPLN	Mongo, le 29 octobre 2021.
<b>25</b>	Idriss Moussa	42 ans	Bénéficiaire du projet FIDA	Malla, le 1 novembre 2021.

## **B-ARCHIVES FIDA**

Archives FIDA, Programme d'options stratégiques pour les pays 2020-2025, Rome, 7-9 décembre 2020.

Archives FIDA, Renforcement de la productivité des exploitations agricoles familiales et résilience : rapport principal, Rome, 7 aout 2018.

Archives FIDA, Cadre stratégique du FIDA de 2002-2006 : œuvré pour que les ruraux pauvres se libèrent de la pauvreté, Rome, décembre 2001.

Archives FIDA, Cadre stratégique pour FIDA de 2007-2010 : œuvré pour que les ruraux pauvres se libèrent de la pauvreté, Rome, décembre 2006.

Archives FIDA, Cadre stratégique du FIDA de 2011-2015 : œuvré pour que les ruraux pauvres améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition, augmentent leurs revenus et renforcent leur capacité de résistance, rapport principal, Rome, mai 2011.

Archives FIDA, Cadre stratégique de 2016-2025 : favorisé une transformation inclusive et durable du rural, rapport principal, Rome, décembre 2015.

Archives FIDA, Projet d'amélioration de la résilience des systèmes agricoles du Tchad (PARSAT), rapport principal, Rome, septembre 2013.

FIDA, République du Tchad : rapport principal, Rome, 28 octobre 2020.

## **C-RAPPORTS D'ACTIVITES**

ACORD, "Rapport d'activité du second semestre", Mongo, aout 2009.

ASANG, "Rapport d'activité annuel, Mongo", 17 mars 2007.

ATLAS-Guéra 1<sup>ère</sup> parti : "Synthèse régionale", Tchad, 2013.

ATLAS de la vulnérabilité dans le Guéra, Tchad, 2013.

ATLAS-Guéra 1<sup>ère</sup> partie, Tchad, 2016.

FAPLN, "Rapport de fin de convention 2020", Mongo aout 2021.

FAPLN, "Rapport de fin de campagne 2019-2020", Mongo, Aout 2020.

FAPLG, "Rapport de fin de campagne d'alphabétisation 2015-2016", Mongo mars 2016.

FAPLG, "Rapport de fin de campagne d'alphabétisation 2018", Mongo juillet 2018.

- Guibert B. *et al.*, “Potentialités et contraintes du développement rural dans les régions du Tchad centre, oriental et méridional (Guéa, Wadi-fira, Darsila, Salamat, Moyen- Chari et Mandoul)”, juin 2011.
- UCEC-G, “Rapport d’activités annuel 2012”, Mongo, février 2013.
- MOUSTAGBAL, “Rapport d’activités période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 2019”, Mongo, mai 2019.
- MOUSTAGBAL, “Rapport d’activités annuel”, Mongo septembre 2017.
- NAGDARO, “Rapport d’activités du juillet-décembre 2020”, Bitkine, décembre 2020.
- NAGDARO, “Rapport de mise en œuvre des activités relatives à la convention N°010/2020 du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2020”, Bitkine 2021.
- NAGDARO/PSANG I, “Convention N°06/PSANG/99”, Bitkine, décembre 1998.
- PASISAT-région du Guéra : ATLAS de la vulnérabilité dans le Guéra, mars 2013.
- PARSAT, “Rapport annuel du juillet-décembre”, Mongo, 2020.
- PARSAT, “Rapport principal et appendices”, Tchad, novembre 2013.
- PADER-G, “Rapport d’activités annuel 2013-2016”, Mongo, décembre 2016.
- PADER-G, “Rapport d’activités annuel 2015, Mongo, février 2015.
- PADER-G, “Rapport d’activités annuel 2014”, Mongo, janvier 2015.
- PSANG I, “Rapport d’évaluation intermédiaire 1992-1999”, Mongo, décembre 1999.
- PSANG I, “Rapport d’activités annuel 1998”, Mongo, juillet 1998.
- PSANG I, “Rapport d’activité”, Mongo, décembre 1996.
- PSANG II, “Programme de travail et budget annuel 2008”, Mongo, février 2008.
- PSANG II, “Synthèse rapport annuel 2008”, Mongo, février 2008.
- PSANG II, “Synthèse du rapport annuel 2007”, Mongo, janvier 2008.
- PSANG II, “Rapport d’activité 2007”, décembre 2007.
- PSANG II, “Mission de supervision du 17 au 29 mars 2007”, Mongo 2008.
- PSANG II, “Rapport de la mission de supervision 6-21/10/2005, Tchad, octobre 2005.
- République du Tchad, “Rapport principal de note stratégie de pays”, Tchad, septembre 2017.



SECADEV, “Rapport principal”, septembre 2004.

SECADEV, “Rapport principal : étude de faisabilité CVECA”, Mongo, septembre 2004.

#### **D-RAPPORTS INSTITUTIONNELS**

FAO, “Rapport d’analyse de la résilience N°15”, Rome, 2019.

NSEED Tchad, “Rapport d’enquêtes sur la pauvreté”, mai 2012.

INSEED-Tchad, “Statistique-démographique”, mars 2018.

UNICEF, “Analyse des facteurs de conflits, de catastrophes naturelles et de la vulnérabilité du système éducatif aux chocs au Tchad”, Ndjaména/ Bakara, septembre 2017.

PUND, “Les aspects économiques dans la gestion durable de l’eau”, Mars 2008.

#### **E-RAPPORTS DE STAGE ACADEMIQUE**

Sahraou, A., “Contribution du FIDA à l’amélioration de la sécurité alimentaire au Guéra : cas des banques de soudure”, rapport de stage, FBCG, 2017.

Yakhoub A., “Rapport de stage à l’ONG *MOUSTAGBAL*”, Mongo, le 20 mars 2018.

#### **F-MEMOIRES**

Abdrmane M., “La contribution du HCR et du PAM en matière d’aide humanitaire aux réfugiés centrafricains basés dans les camps de Goré au Sud Tchad”, Mémoire de Master en Coopération internationale, Action Humanitaire et Développement Durable, IRIC, 2015.

Manamon R. I., “L’inadéquation des stratégies de lutte contre la pauvreté par le Fonds des Nations-Unies pour la population dans la ville de N’djaména au Tchad”, Mémoire de Master en Sociologie, Université de Yaoundé 1, 2012.

Miomy E., “L’Etat des lieux des activités des ONG internationales au Tchad”, Mémoire de Master en Relations Internationales, IRIC, 2020.

Nuague Noubisi E. L., “Le programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD et l’insertion socio-économique de la femme rurale dans la région de l’ouest Cameroun”, Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé I, 2015.

Victor F., “La BAD et le développement socio-économique du Cameroun entre 1972 et 2010” Mémoire de Master en Histoire, l’Université de Yaoundé I, 2017.

## G- THESES

Kobela E. A., “L’impact des projets de développement sur la qualité de vie des femmes : l’exemple du PRODALKA au Tchad”, Thèse de Doctorat 3<sup>e</sup> cycle en Sociologie, Université Bretagne Loire, 2017.

Mabondzo J. W., “Sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. Une analyse socio-anthropologique du rôle des banques de céréales au Guéra (Tchad)”, Thèse de Doctorat (Ph.D.) en Anthropologie, Université de Montréal, Juillet 2017.

## H-ARTICLES

Gillet H., “Végétation et sol du centre : feuilles de Mongo-Melfi-Bokoro-Guéra”, *Centre de recherches tchadiennes*, N’djaména, 1961, pp. 30-48.

Guibert B., et al, “Potentialités et contraintes du développement rural dans les régions du Tchad Central, Oriental et Méridional (Guéra, Wadi Fira, Ouaddai, Dar Sila, Salamat, Moyen Chari et Mandoul)”, Ndjamen, juin 2011, pp. 10-45.

Jean-Louis R., “Quelle place pour l’aide humanitaire dans le monde d’insécurité alimentaire”, Campus Montpellier, 21 mars 2013, pp. 10-41.

Maradeix M., “Les ONG américaines en Afrique. Activités et perspectives de trente ONG”, *Synos*, 21 juin 1991, pp. 233-311.

Marie-Rose M., “Les organisations paysannes et les politiques agricoles”, *Afrique contemporaine*, n°217, 2006, pp. 89-99.

Ndongondua., “Les organisations non gouvernementales et le développement” in *camerountribune*, n° 5092, mars 1992, pp.11-25.

Piatier A., “Equilibre entre développement économique et développement”, in *Tiers-monde*, Tom 13, n°49, juin 1972, 45-60.

Raynauld A., “Le développement économique : l’actualité économique”, Volume 43, n°2, *Hec montréal*, juillet-septembre 1967, pp. 217-235.

Samelson P., “the pure theory of public expenditure”, *Review of economic and statistics*, mit press, octobre 1954, pp. 15-33.

- Sylvie B., “La géopolitique lumineuse”, *Revue conflit, hors-série n°13*, septembre 2006,
- Seli D., “De connexions identitaires post-conflit : les Hadjaray du Tchad face à la mobilité et aux technologies de la communication”, *Leiden University*, 2013, pp. 10-31.
- Villet M. et al, “Les aides en Afrique en question”, trimestrel, n°188, octobre 1998, pp. 8-27.

## I-OUVRAGES GENERAUX

- Abdelmalik L., et al, *Economie du développement : théories, les expériences, les perspectives*, Paris, Hachette, Hu-économie, 1995.
- Brasseul J., et al, *Introduction à l'économie du développement*, Paris, Armand colin, 1993.
- Buijtenhuijs R., *Le FROLINAT et les guerres civiles au Tchad (1977-1984)*, Paris, Karthala, 1997.
- David H., *Africa south of sahara*, psychology press, 2004.
- Goukouni W., *Témoignage pour l'histoire du Tchad : entretien sur R.F.I avec Laurent Coraeou, N'djaména*, 2008.
- Gillet H., *végétation et sol du centre : feuilles de Mongo-Melfi-Bokoro-Guéra*, N'djaména, Centre de recherches tchadiennes, 1961.
- Haggar B., *Tchad : Témoignage d'un et combat d'un exilé : pour mieux connaitre le Tchad*, Paris, l'Harmattan, 2004.
- Henry D., *Un souvenir de Selferio*, Lausanne, l'âge de l'homme, 1986.
- Ilch I., *Le travail fantôme*, Paris, Seuil, 1980.
- Nebardoum D., *Le labyrinthe de l'instabilité politique au Tchad*, Paris, l'Harmattan, coll, études africaines, 1998.
- Nturemba O., *Développement endogène : données pour une nouvelle orientation théorique*, Kinshasa, Universités africaines, 1999.
- Popper K., *La connaissance objective*, Paris, Université de Paris IX Dauphine, 1971.
- Pierre F., *Comprendre le monde pour le changer. Epistémologie politique*, Paris, sciences po les presses, 2005.

Seli D., *De connexions identitaires post-conflit : Les hadjaray du Tchad face à la mobilité et aux technologies de la communication*, Quebec, Leiden university, 2013.

Temgoua A.P., *Le Cameroun à l'époque allemande 1884-1916*, Paris, l'Harmattan, 2014.

Rocher G., *Introduction à la sociologie générale*, Montréal, H.M.H, 1969.

Veger C., *Pratiques de développement. L'action des chrétiens et les églises dans les pays du Sud*, Paris, Ccfd-karthala, 1995.

### **J-OUVRAGES SPECIALISES**

D'Andlau, G., *L'action humanitaire, collection que sais-je ?*, Paris, PUF, 1998.

Ryfman P., *La question Humanitaire, Histoire, problématiques, acteurs et enjeux de l'aide humanitaire internationale*, Paris, Editions Ellipses, 1999.

Matteix J. F., *L'urgence humanitaire, et après ? Pour une action humanitaire durable*, Paris, Hachette Littérature, 2005.

### **K-DICTIONNAIRES SPECIALISES ET LEXIQUES**

Bialès C. et al. *Dictionnaire d'économie et faits sociaux contemporains*, Paris, Faucher, 1996.

Perroux F., *Economie du XXème siècle*, Paris, PUF, 1961.

### **L-OUVRAGES METHODOLOGIQUES**

Beaud M., *L'art de la thèse, comment préparer et rédiger un mémoire de master. Une thèse de doctorat au tout autre travail à l'ère du net*, Paris, La découverte, 2006.

Descartes R., *Discours de la méthode*, Paris, Fernand Nathan, 1881.

Durkheim E., *Les règles de la méthode sociologie*, Paris, PUF, 1968.

Olivier L., *L'élaboration de la problématique de recherche : sources et méthodes*, Paris,, l'Harmattan, 2005.

N'da P., *Méthodologie et guide pratique du mémoire et de la thèse de doctorat*, Paris, l'Harmattan, 2007.

Zagre A., *Méthodologie de la recherche en sciences sociales, manuel à l'usage des étudiants*, Paris, l'Harmattan, 2013.

## **M-SOURCES WEBOGRAPHIQUES**

FAO., “Création et action du FIDA”, <https://www.bobyloon.org/fr/fida-action/>, consulté le 5 juin 2021.

FIDA., “Le comité d'évaluation du FIDA”, <https://www.ifad.org/fr/web/guest/executive-bord->, consulté le 8 Juin 2021.

FIDA., “Élection présidentielle du FIDA”, Rome, le 24 septembre 2012, consulté le 10 février 2022

FIDA., “Le conseil d'administration du FIDA”, <https://www.ifad.org/fr/web/guest/executive-board>, consulté le 24 Mai 2021.

FIDA., “Historique du fonds”, [https://www.ogtalks.org/fr-FR/web/guest/history/-](https://www.ogtalks.org/fr-FR/web/guest/history/), consulté le 23 mai 2021.

FIDA., “Organigramme du fonds”, <https://www.ifad.org/fr/web/guest/executive-bord/>, consulté le 17 mai 2021.

FIDA., “Le coût de financement du projet PSANG I”, <https://www.ifad.org/en/web/ioe/-/evaluation-intermediaire-du-projet-de-securite-alimentaire-au-nord-guera-psang-phase-1-1999->, consulté le 3 décembre 2021.

MA., “Sécurité alimentaire, <http://reliefweb.int/report/chad/tchad-enqu-te-nationale-de-la-s-curit-alimentaire-ensa-octobre-2016>, consulté le 14 décembre 2021.

Samuelson P., “Théorie des biens publics”, <https://www.wikiberal.org/wiki/paul-samuelson>, consulté le 22 avril 2021.

Perrin C., “ Les politiques publiques et l'aide financière humanitaire internationale”, *politiques et management public*, vol 29/3, 2012 mise en ligne le 07 février 2015, consulté 9 février 2022.

FIDA, [https://fr.m.wikipédia.org/wiki/fonds\\_international\\_de\\_developpement\\_agricole](https://fr.m.wikipédia.org/wiki/fonds_international_de_developpement_agricole), consulté le 9 avril 2021.



**TABLES DES MATIERES**

SOMMAIRE .....	ii
REMERCIEMENTS.....	iii
SIGLES ET ACRONYMES .....	iv
<b>A- TABLEAUX.....</b>	<b>vii</b>
<b>C- CARTE.....</b>	<b>viii</b>
<b>D- GRAPHIQUES .....</b>	<b>viii</b>
RÉSUMÉ .....	ix
<i>ABSTRACT</i> .....	x
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
<b>1- CONTEXTE GÉNÉRAL DE L'ETUDE ET JUSTIFICATION DU SUJET.....</b>	<b>2</b>
<b>2- INTERET DU SUJET .....</b>	<b>5</b>
<b>3- CADRE GÉOGRAPHIQUE.....</b>	<b>6</b>
<b>4- CADRE CHRONOLOGIQUE .....</b>	<b>6</b>
<b>5- CLARIFICATION CONCEPTUELLE .....</b>	<b>7</b>
<b>6- REVUE CRITIQUE DE LA LITTERATURE.....</b>	<b>11</b>
<b>7- PROBLEMATIQUE .....</b>	<b>15</b>
<b>8- OBJECTIFS .....</b>	<b>16</b>
<b>9- CADRE MÉTHODOLOGIQUE .....</b>	<b>17</b>
<b>10- ARTICULATION ET JUSTIFICATION DU PLAN.....</b>	<b>19</b>
<b>11- DIFFICULTES RENCONTREES.....</b>	<b>19</b>
<b>CHAPITRE I : PRÉSENTATION DE LA ZONE D'ÉTUDE, DU FIDA ET LES MOBILES DE L'IMPLEMENTATION .....</b>	<b>20</b>
<b>I- PRÉSENTATION DU NORD-GUERA ET DU FIDA.....</b>	<b>23</b>
1- Présentation géographique du Nord-Guéra .....	23
1.1- Hydrographie .....	25
1.2- Démographie .....	26
1.3- Relief .....	26
1.4- Sol .....	27
1.5- Agriculture.....	28
1.6- Végétation.....	29
1.7- Elevage .....	30
1.8- Faune .....	30
1.9- Climat.....	31

2- Présentation des différentes structures du FIDA .....	32
2.1- Genèse .....	32
2.2- Évolution .....	33
2.3- Organigramme du FIDA .....	37
<b>II- OBJECTIFS/MANDAT ET LES MOBILES DE L'IMPLANTATION DU FIDA.....</b>	<b>44</b>
1- Les objectifs du FIDA dans le Nord-Guéra.....	44
2- Les fondements socio-économiques de l'implantation du FIDA .....	44
<b>CHAPITRE II : TYPOLOGIE DES PROJETS FINANCÉS PAR LE FIDA ET LES DIFFERENTS PARTENAIRES D'ACTION DANS LE NORD-GUERA.....</b>	<b>48</b>
<b>I- LES TYPOLOGIES DES PROJETS ENTREPRIS PAR LE FIDA DE 1991 A 2021 ..</b>	<b>49</b>
1.1- Projet de Sécurité Alimentaire dans le Nord-Guéra (PSANG I) .....	50
1.2- Projet de Sécurité Alimentaire dans le Nord-Guéra (PSANG II).....	52
1.3- Programme d'Appui au Développement Rural dans le Guéra (PADER-G).....	54
1.4- Programme d'Amélioration de la Résilience des Systèmes des ménages Agricole du Tchad (PARSAT) .....	57
<b>II- LES DIFFERENTS PARTENAIRES FINANCIERS ET D'EXECUTIONS DU FIDA.....</b>	<b>60</b>
1- Les partenaires internationaux, publics et privés du FIDA .....	60
1-1- Les partenaires financiers/les bailleurs du FIDA.....	60
1-2- Les principaux opérateurs du FIDA dans le Guéra.....	62
<b>CHAPITRE III : L'APPORT DU FIDA DANS LE PROCESSUS DU DEVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU NORD GUERA .....</b>	<b>68</b>
<b>I- LES RÉALISATIONS DU FIDA DANS LA PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE .....</b>	<b>69</b>
1- Appui technique dans le domaine agricole.....	69
2- Appui dans le domaine d'élevage .....	73
1.3- Appui dans le domaine artisanal.....	75
3- Appui dans le domaine microprojet .....	76
4- Aménagement des pistes rurales.....	79
<b>II- LES REALISATIONS DU FIDA DANS LE DEVELOPPEMENT SOCIAL.....</b>	<b>81</b>
1- Appui dans le domaine éducationnel .....	82
1.1- Alphabétisation fonctionnelle.....	82



2.3- Appui dans le domaine l'alphabétisation en matière de santé et de nutrition.....	85
2- Sécurité alimentaire.....	88
3- Aménagement des infrastructures rurales .....	92
3.1- Accès à l'eau potable et à assainissement .....	93
3.2- Aménagement des sites .....	95
4- Volet communication/information.....	97
<b>CHAPITRE IV : LIMITES ET PERSPECTIVES DU FIDA POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE DANS LE NORD-GUERA .....</b>	<b>101</b>
I- LES LIMITES ORGANISATIONNELLES ET ADMINISTRATIVES DU FIDA.....	102
1. Les difficultés financières et l'influence des bailleurs.....	102
1.1- Obstacles d'ordre financier.....	103
1.2- L'influence des bailleurs sur les projets FIDA .....	103
2. Difficultés logistiques comme obstacle aux projets FIDA.....	105
3. Difficultés socio-culturelles.....	106
II- LES LIMITES FONCTIONNELLES DU FIDA DANS LA PROMOTION SOCIO-ÉCONOMIQUE .....	107
1- Difficultés éducationnelles et infrastructurelles .....	108
1.1- Contraintes dans le domaine éducationnel .....	108
1.2- Difficultés infrastructurelles .....	109
2- L'inadaptation des stratégies de développement agricole et la lutte contre la pauvreté .	111
2.1- Obstacles au développement agricole .....	111
2.2- obstacles dans la lutte contre la pauvreté .....	112
3. Les critères d'éligibilités comme limite à l'action du FIDA.....	114
4. L'insuffisance du suivi-évolution des activités .....	114
III- PERSPECTIVES POUR UN DEVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DURABLE .....	115
1- Perspectives pour une meilleure organisation administrative .....	116
2- La dynamisation du suivi des activités sur le terrain .....	119
3- Perspectives relatives aux questions socio-culturelles.....	119
4- Plaidoyer à l'Etat tchadien .....	120
5- Plaidoyer aux les bailleurs de fonds.....	121
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>123</b>

<b>ANNEXES.....</b>	<b>127</b>
<b>SOURCES ET RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....</b>	<b>146</b>
<b>TABLES DES MATIERES .....</b>	<b>156</b>